

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'INDEMNITÉ DES JURÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 décembre 1908, à 3 h.

PAR

Paul MARVILLET

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. SAUZET, professeur*
GARÇON, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, rue Racine, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'INDEMNITÉ DES JURÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 décembre 1908, à 3 h.

PAR

Paul MARVILLET

Avocat à la Cour d'appel



Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. SAUZET, professeur*
GARÇON, professeur

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, rue Racine, 15

1908

De l'Indemnité des Jurés

INTRODUCTION

Les auteurs d'ouvrages sur le jury ont généralement fait l'historique complet de cette institution et se sont étendus longuement sur les origines.

Quelle est plus particulièrement l'origine du jury français ? C'est un problème historique sur lequel de nombreux auteurs sont en désaccord. Le jury actuel a-t-il pour ancêtre les sophétins des Hébreux, les dicastères d'Athènes, les *judices electi* de Rome, les plaids de la Germanie, les assises de Jérusalem ?

N'est-il pas plutôt un emprunt fait aux tribunaux de pairs du régime féodal, ou plus certainement encore une importation et une adaptation du jury tel qu'il fonctionnait en Angleterre depuis le ^{xiii}e siècle ?

L'étude de cette question nous arrêterait dès l'abord sans utilité. Nous examinerons seulement l'institution du jury français depuis le mois d'avril 1789, date à laquelle on songea, après la disparition des institutions judiciaires de l'ancien régime, à l'établir en France.

On a souvent cherché quel pouvait être le caractère essentiel de l'institution du jury.

a) On a cru le trouver dans ce fait que le jury doit juger, le bon sens seul y suffisant, les questions de fait, la solution des questions de droit étant réservée aux juges : On met en antithèse le sens commun et la science (1).

Il est cependant certain que le jury anglais dont l'influence a été prépondérante sur notre institution

1. D'après quelques auteurs, les Constituants se seraient basés pour établir cette distinction sur les abus provenant de ce que les anciens tribunaux délibéraient indivisément du fait et du droit : on additionnait les sentences affirmatives sur le fait et négatives sur le droit avec les sentences négatives sur le fait et affirmatives sur le droit. On pouvait être condamné bien que la majorité des juges eût été d'avis que l'imputation du fait n'était pas certaine.

On lui a donné aussi une origine anglaise : « les législateurs d'alors admirant sans les connaître beaucoup les institutions anglaises, crurent que cette distinction existait alors qu'elle n'y a jamais paru. » (Cruppi, *Société générale des Prisons*, 1899, p. 1174).

Cette distinction apparut d'abord simple, mais en pratique il a été souvent difficile de l'appliquer. M. Cruppi devant la Société générale des Prisons, le 9 novembre 1899, concluait que le fonctionnement de la distinction aboutit à une véritable anarchie.

ne connaît pas cette séparation du fait et du droit, qui semble avoir paru trop délicate à établir.

b) Le caractère dominant de cette institution, celui qui, cadrant à merveille avec ses idées politiques, semble avoir impressionné l'Assemblée Constituante, c'était l'intervention directe de la nation dans les questions qui l'intéressent le plus, c'était le jugement par le pays, le concours de chaque électeur dans l'exercice des actes qui assurent la sécurité sociale. Les conditions de capacité indiquent une base beaucoup plus large que celle sur laquelle reposait le jury anglais : en se plaçant à ce point de vue, l'Assemblée constituante, conséquente avec elle-même, réalisait bien plus complètement cette pensée.

La liste électorale source de la liste des jurys

Mais à cette institution d'ordre judiciaire l'Assemblée constituante donna une base et un caractère politique en puisant les jurés dans la liste des électeurs et en ne leur demandant pour toute capacité que cette seule qualité.

Or, les droits des citoyens à l'électorat se resserrèrent ou s'élargissent suivant la forme ou la tendance des régimes politiques.

Par suite de cette alliance primitive avec la loi électorale, le jury devait subir la répercussion de

toutes les crises politiques : et de fait, tous les régimes politiques l'ont modifié sans le supprimer jamais.

Motifs de cette union

Quels motifs ont pu induire ainsi en erreur le législateur de 1789 ?

M. Faustin Hélie croit trouver une explication dans le désir qu'avait l'Assemblée de mettre en harmonie nos diverses institutions et de simplifier l'administration en leur assignant une même base.

a) Il semblait *rationnel à cette époque de réunir les deux qualités d'électeur et de juré afin de compenser les charges de l'une par les privilèges de l'autre* (1).

Le législateur s'est-il livré à de si subtiles et délicates compensations. Aucune trace n'en apparaît dans les nombreux discours des orateurs d'alors.

Et si telle est la solution qu'il convient de donner à cette question, le législateur semble avoir bien mal compensé charges et privilèges, car amères et nombreuses sont les plaintes qui surgissent de toutes parts contre ces charges obligatoires fort onéreuses en comparaison de l'honneur qui pouvait en rejaillir sur tout électeur.

1. Faustin Hélie. *Revue de Législation et de Jurisprudence*, 1842 : « du Jury et de sa composition. »

b) *Peut-on également soutenir que l'institution du jury doit refléter le caractère de l'institution politique ?*

De la lecture des discours prononcés à l'occasion du vote de la loi des 16-23 septembre 1791 on retire cette impression que, pour faire partie d'un jury criminel, il n'est besoin d'avoir que les lumières nécessaires pour prendre part à une élection politique : « On ne peut être juré que quand on est électeur, et on peut être juré quand on est électeur (1). »

Le droit de vote agit directement sur la destinée de l'Etat, sur la forme du gouvernement et sur la situation de la masse des citoyens, l'électeur se prononce sur des intérêts d'ordre public : on comprend par suite qu'un gouvernement se préoccupe de ces électeurs qui jugent sa façon d'administrer les intérêts d'ordre public, le soutiennent ou le renversent.

Mais le juré ne réagit sur l'Etat ou la nation qu'indirectement. Il ne doit se prononcer que sur un procès d'ordre particulier : sa mission est de contrôler l'existence d'un fait et les conditions dans lesquelles il s'est produit. Il agit pour la Société et en son nom, mais il n'agit pas directement sur elle.

Ce n'est qu'indirectement et par de nombreux verdicts défavorables aux intérêts de la société qu'il peut énerver la répression et influencer sur l'ordre nécessaire au développement de la nation.

1. Duport : *Moniteur Universel* du 29 mars 1790, p. 369.

Si l'électeur doit s'intéresser aux actes du pouvoir, s'il peut à loisir nourrir « les saintes haines du citoyen », le juré ne juge qu'un procès d'ordre privé pour l'examen duquel il doit dépouiller ses haines politiques. Son esprit doit être « comme une feuille de papier blanc sur laquelle les faits seuls doivent laisser une empreinte » (1).

Parcette large base donnée au jury et le caractère électif qu'avaient alors les pouvoirs chargés de la composition des listes, l'Assemblée s'exposa à mêler complètement le pouvoir judiciaire et le pouvoir politique et à faire de la voix du jury l'écho d'un emportement populaire ou d'une passion locale.

*Les conditions d'aptitude pour être juré et électeur
sont-elles identiques*

*De la différence entre la mission du juré et celle
de l'électeur doit également naître une distinction
dans les conditions d'aptitude à exiger de l'un et de
l'autre.*

La loi électorale peut ne permettre l'inscription sur la liste générale que de ceux qui paraissent par leur fortune et leur rang dans la société, devoir être pour les institutions politiques de fermes soutiens,

1. Discours d'un président des assises aux Etats-Unis.
Journal l'*Opinion Nationale*, du 1^{er} décembre 1866.

étant donné les avantages personnels qu'ils peuvent retirer du maintien des formes de cette société, ou au contraire y inscrire tous les citoyens et cela en vue du même but et pour les mêmes raisons.

L'aptitude électorale dépend donc le plus souvent de l'intérêt que portent à leur propre maintien les gouvernements, excluant ou admettant sur les listes les éléments qu'ils présupposent devoir favoriser ou non leur politique, sans que les conditions de capacité intellectuelle, de haute moralité ou d'indépendance aient jamais attiré leur attention.

Mais que doit-on demander à un juré ?

L'aptitude à juger est avant tout l'intelligence. Elle est plus ou moins ouverte, mais en tous cas son développement est lent. Elle ne saurait suivre ces changements brusques et fréquents que la politique fait subir à l'aptitude électorale : la situation sociale d'un individu peut changer souvent sans que varient et son caractère et surtout sa capacité intellectuelle.

Mais, en outre de cette intelligence, le juré doit posséder des qualités morales de probité et d'indépendance qui, nous venons de le voir, ne sont point requises chez l'électeur.

Par suite de ces différences, il semble que les conditions exigées par les divers régimes politiques pour l'inscription sur la liste électorale ont pu bien difficilement être appliquées au jury.

Le critérium d'où l'on a fait dépendre l'inscription

sur la liste électorale ne semble pas avoir pu être aussi heureusement appliqué à la confection des listes du jury. Si le cens est élevé, on écarte un trop grand nombre de citoyens que leur probité et leur intelligence désignaient pour ces fonctions. Si le cens est faible, il devient une mesure trop incertaine de la capacité intellectuelle et *a fortiori* de l'indépendance (1).

D'autre part dans un régime démocratique si, au point de vue politique, l'intérêt à la conservation des formes actuelles de la société est jugé suffisant parce seul fait qu'on est citoyen, il est bien difficile de soutenir que cette seule condition puisse suffire pour permettre à ce citoyen d'être un bon juré.

En vue de l'exercice de ces fonctions d'ordre purement judiciaire, on doit rencontrer chez le juré des conditions d'intelligence, de moralité, de probité, d'indépendance, que seule une sélection individuelle permet de discerner.

1. Le cens se comprend d'après M. de Rémusat dans son livre : *De la composition du jury* de la façon suivante : « La fortune d'un individu est la mesure de son oisiveté physique et celle-ci la mesure de ses lumières. Ce cens est variable suivant les lieux, la fécondité des terres, par exemple, cela se conçoit. S'il n'y a pas de rapport marqué entre le cens électoral et le cens nécessaire pour être juré, qui semble devoir être plus élevé, il vaut toujours mieux que ce cens soit au delà qu'en deça du progrès des institutions ; il descendra donc au niveau du cens électoral. »

Mais on pourrait objecter qu'il y a des procès politiques et des procès de presse : le législateur, par suite, ne saurait se désintéresser d'une institution qui peut agir indirectement sur la politique d'une région ou du pays tout entier.

En formant le jury des éléments qui composent la majorité électorale, en y introduisant des éléments nouveaux où en ne prenant les jurés que dans certaines classes, le législateur peut espérer obtenir du jury des votes favorables à ses vues : d'où la nécessité de faire suivre à l'institution du jury l'évolution mouvementée de la loi électorale.

Mais on doit répondre à cela que le jury criminel est institué surtout pour juger les crimes de droit commun et que à titre exceptionnel seulement, il statue dans des procès d'ordre politique.

En vain d'ailleurs les divers gouvernements se sont efforcés d'avoir un jury favorable à leurs vues : quoique irréalisé, ce vœu, il faut le constater, a été l'une des causes les plus actives qui ont fait varier la composition de cette institution.

Les deux théories en présence

Si nous suivons l'institution du jury dans ses variations historiques, nous voyons que l'on peut considérer la mission du juré sous deux aspects :

a) Ou bien tout citoyen a le droit d'être juré ;

b) Ou bien la mission de juré étant considérée comme une fonction, le citoyen ne peut en réclamer l'exercice qu'autant que son aptitude est reconnue.

Si tous les citoyens, parce qu'ils sont électeurs, sont aptes à être jurés, ils ont un droit acquis à l'exercice de cette fonction : il doit exister, par suite, un recours permettant aux intéressés de se faire porter sur les listes s'ils remplissent les conditions voulues ou de faire rayer les noms de ceux qui y sont indûment portés :

Cette théorie reçoit son développement le plus complet dans le système du tirage au sort des jurés sur la liste électorale : Elle a surtout eu des succès de doctrine, mais des projets de lois s'en sont inspirés également vers 1848 et postérieurement à la loi du 21 novembre 1872.

Mais son application a été rendue possible par la création de commissions composées d'élus qui devaient, en prenant pour base la loi électorale, choisir un certain nombre de jurés : il y a un choix certes, mais de sérieuses garanties existent tant dans l'existence habituelle de voies de recours que dans la nature des fonctions exercées par les membres des commissions. « Ces commissions composées d'élus prendront, suivant les expressions du citoyen Crémieux en 1848, dans la masse considérable des citoyens, un nombre de citoyens considérable en lui-même qui devront remplir chaque année

la fonction de juré. C'est que si l'on ne veut pas disputer le principe d'universalité qui est le fondement de notre République, il s'agit d'une magistrature et d'une magistrature très importante (1). »

Une ignorance et une immoralité notoires devaient être les seules raisons qui pouvaient permettre aux commissions d'écarter des listes un citoyen.

Si, au contraire, on considère qu'être juré, c'est remplir une fonction, il faut pour en être investi s'en montrer digne et capable. On en réserve l'exercice à l'élite et dans ce but on recrute arbitrairement les jurés dans certains groupes élevés dans l'échelle sociale et soigneusement délimités. C'est le système des catégories appliqué par les lois de 1808, de 1819, de 1827, de 1853. Il est en vigueur dans la plupart des pays étrangers européens : Autriche, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, Russie...

Influence des divers systèmes sur les indemnités

Les divers systèmes que nous avons passés en revue ont eu pour conséquence directe de faire varier les indemnités dues aux jurés.

1° Si le législateur accorde aux citoyens une égale faculté d'accès aux fonctions publiques et notam-

1. Discours du 5 août. *Moniteur* du 5 août 1848, p. 1882.

ment s'il permet à ceux qui sont probes et qu'il suppose intelligents de remplir les fonctions de juré sans tenir compte de leur fortune, ces jurés en majorité peu aisés doivent toucher des indemnités de déplacement et de séjour : cette charge serait trop lourde à ceux dont le civisme est la seule richesse. La société ne peut imposer, en effet, à un citoyen des fonctions nécessitant de sa part une dépense qu'il lui est difficile de supporter sans léser ses intérêts et ceux de sa famille.

La charge civique qu'est la mission de juré consiste pour le citoyen à mettre ses connaissances, sa conscience au service de la société, mais cette dernière doit lui fournir les moyens de remplir sa mission.

2° Si au contraire, le législateur (tout en considérant la fonction de juré comme une charge civique) n'accorde cette qualité qu'à des censitaires, la majorité des appelés se trouvant dans une situation qui leur permet de supporter les dépenses de déplacement et le coût de la vie d'hôtel, il n'y aura pas lieu à indemnité.

C'est une constatation que l'histoire de ces indemnités corrobore malgré certaines exceptions que des raisons d'ordre budgétaire semblent seules expliquer.

Cet historique est donc intimement lié à celui de la composition du jury : ils se complètent et s'expliquent l'un par l'autre.

HISTORIQUE DE LA COMPOSITION ET DES INDEMNITÉS DES JURÉS

1789-1908

SECTION I

La Constituante et la réorganisation de la juridiction criminelle.

A l'aurore naissante de la Révolution, les hommes croyaient à l'excellence de la justice populaire, à l'infailibilité de la raison individuelle native. Après la disparition des Parlements, l'Assemblée Constituante voulait organiser la justice sans avoir de magistrature. Cette idée apparaît dans la création de tribunaux électifs locaux et surtout dans la formation des tribunaux criminels : on institua au chef-lieu de chaque département un tribunal criminel qui se composait d'un seul juge permanent, le président. Les autres membres étaient

puisés tous les six mois parmi les juges des tribunaux de district (1).

La puissance judiciaire des magistrats devait par suite de cette situation passer inaperçue devant la toute puissance du jury.

On se passionnait alors pour les libertés publiques anglaises : il était tout naturel que l'on cherchât dans ce pays les éléments nécessaires à l'établissement rationnel de cette justice populaire.

Et de fait lorsqu'on lit les discours des orateurs d'alors, on constate qu'ils se sont livrés à une étude approfondie du jury anglais et que, par contre, ils ne semblent pas avoir été puiser dans l'antiquité leur inspiration (2).

Les cahiers de Paris et de beaucoup de villes et de bailliages de la France réclamaient l'institution du jury.

1. On jugeait que toute nuance du fait était étrangère au juge : on ne le mit qu'en présence d'un fait : le verdict du jury. Son rôle se borna à ouvrir la loi et à prononcer la peine précise que le jury avait rendue nécessairement applicable (avant le régime actuel des circonstances atténuantes). Constitution, 3 septembre 1791, chap. V, article 9.

On se défiait du juge qui ne « regarde qu'à travers le prisme légal alors que le juré observe à l'œil nu : il voit donc sous un jour plus vrai et sous un angle plus exact. »

2. Archives nationales, section moderne, A. D. III, 46-47, A. D. XVIII, 138, 140. Discours de Tronchet-Baco.

La question des jurés

Le 17 août 1789, Bergasse, député du Lyonnais, déposait sur le bureau de l'Assemblée Constituante au nom du Comité de constitution un rapport sur la réorganisation des tribunaux. Il concluait notamment à l'établissement en France du jury anglais avec quelques améliorations de détail.

L'assemblée nomma une commission qui devait rédiger une loi pour faire jouir le plus tôt possible la Nation du bienfait de la procédure par pairs ou par jurés. Une discussion suivit longue et confuse : Devait-on ou non instituer des jurés au civil et au criminel comme en Angleterre ?

Ce ne fut que le 30 avril 1790 que l'Assemblée sur la proposition de Tronchet décréta qu'il ne serait institué de jurés qu'au criminel, une loi des 16-24 août 1790 article 15, titre II, en posait le principe : *la procédure par jurés aura lieu en matière criminelle.*

La Constitution du 3 septembre 1791, chapitre V, article 9, décide : « En matière criminelle nul ne peut être jugé que sur une accusation reçue par des jurés ou discutée par le Corps législatif.

2° Après l'accusation admise le fait sera reconnu et déclaré par des jurés : l'application de la loi sera faite par des juges. »

La loi des 16-29 septembre 1791

Le principe de l'institution maintes fois affirmé, la loi organique des 16-29 septembre 1791 régla les détails de l'organisation et de la composition de la nouvelle judicature.

a) *Organisation des jurys.* — Sur une instruction préparatoire dirigée par le juge de paix ou l'officier de gendarmerie compétents, le directeur du jury, juge désigné pour six mois parmi les membres du tribunal du district décide si le fait est de nature à être soumis au jury. En ce cas, il dresse l'acte d'accusation, et convoque au chef-lieu de district le jury d'accusation, composé de huit citoyens tirés au sort tous les trois mois parmi les électeurs du district.

Le jury réuni, le directeur expose l'acte d'accusation, on entend les témoins, le tout à huis clos et hors la présence de l'accusé (1).

Puis les jurés délibèrent et déclarent à la majorité : s'il n'y a pas lieu à poursuite ou s'il y a lieu à renvoi devant le tribunal criminel du département composé d'un président et de trois juges statuant sur l'application de la peine et de douze jurés délibérant en audience publique, décidant d'après leur intime conviction sur une procédure orale.

1. Titre X, articles 1, 4 et suiv.

Telle était l'organisation des jurys d'accusation et de jugement d'après la loi des 16-29 septembre 1791.

b) *Composition des listes du jury.* — Voyons quelle en fut la composition.

Le législateur ne voulut pas confier à tous indistinctement l'importante mission de décider de l'honneur et de la vie de leurs semblables.

Croyant, contrairement à l'opinion formulée par Duport, que tout homme n'est pas bon pour éclairer un fait (2), et contrairement à l'idée de Cazalès qui ne voulait voir admettre comme jurés que les citoyens éligibles à la Législative, l'assemblée suivit le projet de ses comités.

Le titre XI de la loi relatif à la formation du jury reconnaissait en principe que les jurés seraient pris parmi les citoyens ayant les qualités requises pour être électeurs ; on ne disait point que les jurés seraient pris parmi les électeurs : c'eût été dire trop peu.

La Constitution des 3-14 septembre 1791 instituait deux degrés d'élections : on distinguait alors des citoyens actifs et des citoyens non actifs.

Les Français âgés de vingt-cinq ans accomplis, qui avaient prêté le serment civique, payaient une contribution égale à trois journées de travail et n'étaient pas serviteurs à gages ou en état d'accusation, de fail-

1. *Moniteur* de l'année 1790, séance du 29 mars, p. 369.

lite ou d'insolvabilité, étaient seuls citoyens actifs (1).

Les citoyens actifs réunis par commune formaient l'assemblée primaire (2) : réunis par canton ils étaient appelés à nommer non pas directement les membres des Assemblées législatives, mais à nommer les électeurs.

Pour être *électeur* il fallait réunir aux conditions requises pour être citoyen actif celle d'être propriétaire, ou usufruitier d'un bien ou d'une habitation évaluée sur les rôles de contributions à un revenu égal à la valeur locale de 200 journées de travail dans les villes de 6.000 âmes et de 150 journées de travail dans les villes moins importantes et dans les campagnes (3). Les fermiers et métayers présentant des garanties équivalentes étaient également admis à se faire inscrire.

Tous les individus qui réunissaient ces conditions devaient en effet se faire inscrire sur un registre spécial à peine de déchéance du droit de suffrage et d'éligibilité pour une durée de deux années.

Dans les trois mois le procureur-syndic du district choisissait parmi les électeurs du district pour le jury d'accusation 30 noms ; le procureur général

1. Constitution des 3-14 septembre 1791, titre III, § 11, articles 2 et 5.

2. Loi du 14 décembre 1789, art. 5.

3. Constitution 1791, titre III. chap. I, sect. II, art. 7.

syndic du département choisissait parmi les électeurs qui élistaient les représentants aux corps législatif 100 noms qui formaient la liste du jury de jugement pour le département.

Tous ceux qui remplissaient les conditions requi-
sent pour être électeurs n'étaient donc pas nécessairement appelés à être jurés et on voyait dans la fonction de juré l'accomplissement d'un devoir bien plus que l'exercice d'un droit : d'où la sanction d'une punition civique sans possibilité d'un recours contre les choix faits.

Ces dispositions votées sur l'avis de Duport avaient été contestées par la gauche et la droite de l'assemblée.

La gauche avec Robespierre s'écriait : L'accusé doit être jugé par ses pairs : tout citoyen doit donc être juré (1) !

Pétion déclarait de même : L'inégalité des fortunes doit donc décider de l'inégalité des droits... il n'y a plus de différences avec l'ancien régime ! »

La droite avec Cazalès trouvait les conditions requises insuffisantes : « Les seuls propriétaires, disait-il, sont des véritables citoyens. Il voulait que les jurés fussent choisis parmi les citoyens aisés. Vous ne pou-

1. Archives nationales, discours de Robespierre, Pétion, Cazalès et Thouret à l'Assemblée constituante. Archives nationales.

vez, imposer des fonctions gratuites, ni exiger des frais de déplacement de l'homme qui n'a que 150 livres de rentes : votre institution sera toujours en contradiction avec le besoin le plus urgent du citoyen : celui d'exister, et M. Thouret vous a dit que ce système perdrait sa dignité du jour où on voudra payer les jurés ! »

c) *Les Indemnités.* — En fait, l'Assemblée constituante, éprise d'idéalisme, considéra comme un devoir civique la fonction de juré : la conséquence fut l'absence de toute indemnité pour les jurés. Le motif sembla suffisant d'autant plus que l'état du Trésor public ne permettait pas alors d'allouer une telle indemnité.

Opinions sur l'institution du jury et les charges qu'elle entraînait

Voyons comment d'après les rapports des présidents d'assises de l'époque fut acceptée cette institution et avec quel enthousiasme cette charge civique fut subie.

Dans un Mémoire adressé à l'Assemblée nationale, les administrateurs du département des Côtes-du-Nord, le 10 février 1792, protestent contre les charges imposées par ces nouvelles fonctions aux citoyens et déclarent l'impossibilité où ils se trou-

vent de recruter un nombre de jurés suffisant (1).

« Contraindre un citoyen d'abandonner ses affaires sans nul dédommagement, le forcer à se rendre dans le chef-lieu du département souvent fort éloigné de son domicile, l'obliger à y faire un séjour dispendieux sous peine de 50 francs d'amende et d'être privé de ses droits d'éligibilité, c'est dire au citoyen peu aisé qui paie une imposition au delà de ses forces pour être compté au nombre des électeurs, c'est lui dire qu'outre ses sacrifices sans nombre, il faut non seulement qu'il soit privé de ses espérances les plus flatteuses, mais encore qu'il paie une amende qui absorbe sa subsistance et celle de ses enfants, si ses facultés ne lui permettent pas d'aller faire quelquefois un long séjour dans le chef-lieu du département. »

Gilbert, homme de loi et avoué près le tribunal du district de Melun, dans un Mémoire qu'il adresse à l'Assemblée nationale déclare (2) :

« Ce qui ne paraît pas se concilier avec la liberté rationnelle c'est que tous les citoyens sont forcés sous des peines de quitter leurs affaires, leur commerce, la culture de leurs terres, de perdre leur temps, de dépenser leur argent pour s'occuper de

1. Extraits des Archives nationales. D³ 321. Section moderne.

2. Archives nationales. D³ 321.

choses qui ne sont point de leur état, pour remplir des fonctions qui déterminent les jugements criminels auxquels ils n'entendent rien. Et si un citoyen a la délicatesse de ne pas se présenter pour concourir à un jugement parce qu'il sera assez modeste pour reconnaître son incapacité ou qu'il voudra éviter les remords intérieurs qu'aura toujours un honnête homme de participer avec d'autres personnes sans expérience à la condamnation d'un innocent et à l'absolution d'un coupable, il subit une peine d'amende. »

M. Saint-Martin, président du tribunal criminel du département de l'Ardèche, lors de la première réunion du jury de jugement constate (1) le 28 mars 1792, « que les jurés dont quelques-uns appelés des extrémités du département murmuraient en arrivant contre une institution qui imposait aux citoyens des devoirs pénibles et coûteux, mais qu'ils sont repartis, pénétrés du sentiment de son excellence et impatients de la répandre. »

M. Ricard, président du tribunal criminel des Bouches-du-Rhône (26 avril 1792) dit tout l'attrait de ces sortes d'assemblées : « Elles ont tout l'attrait d'un beau drame : la foule voit avec un grand intérêt une forme de jugement si noble, si majestueuse, si simple, si rassurante pour l'innocent. » Un tel

1. Archives nationales. D³ 321.

spectacle devait entretenir le courage des jurés et de la foule car s'il faut en croire le même président : « Nous avons eu des séances de quinze heures poussées dans la nuit et jusques au matin et le public n'a jamais désespéré ; s'il est une institution capable de propager l'esprit public et de faire sentir à l'homme toute sa dignité, c'est celle des jurés (1). »

Le président des assises du Tarn (1^{er} trimestre de l'année 1792) déclare « que les auditions des témoins et les formalités peuvent prolonger la séance presque à un point auquel nulle force humaine puisse suffire (2) ».

Les jurés doivent juger sans désespérer, dit la loi : « Et le président des assises du département de l'Aisne demande à l'Assemblée : s'il est possible aux magistrats et aux jurés de prendre quelque nourriture (3). »

« Si l'on n'assigne quelques dédommagements aux jurés, dit le président Ricard, le tribunal criminel ne peut être permanent. Sur 15 citoyens convoqués nous avons eu pendant deux fois 10 absents. Nous avons dans ce département (les Bouches-du-Rhône) des déplacements qui coûtent quarante lieues de voyage pour aller et venir : il est instant

1. Lettre adressée à M. le président du Comité de législation. D³ 3, 321. Archives Nationales.

2. D³ 3, 321, *idem*.

3. *Idem*, pièce, n^o 48.

que l'Assemblée prenne une détermination finale sur cet objet : il faut plus que du zèle pour faire marcher les tribunaux criminels en l'état d'insuffisance et d'imperfection où se trouve la loi qui les conduit (1). »

Le législateur se rendit bientôt compte de la véritable nature des services imposés aux jurés : le caractère onéreux de ces fonctions devait d'ailleurs encore s'aggraver avec la nouvelle composition du jury :

« L'institution du jury s'est ressentie de la funeste erreur où l'intrigue d'une séance tumultueuse entraîna l'Assemblée constituante, lors qu'après avoir reconnu solennellement l'égalité originelle et permanente de tous les hommes en droits naturels, civils et politiques, elle décréta la monstrueuse distinction des citoyens actifs et non actifs : mais la dernière heure de la tyrannie est venue et avec elle disparaissent toutes les inventions machiavéliques de ses complices. » C'était trop espérer.

Le décret du 12 août 1792

Le décret du 12 août 1792 abolit toute distinction entre citoyens actifs et non actifs appelant aux assemblées primaires tous les citoyens âgés de vingt et un ans : la conséquence de ce changement fut le droit reconnu à tous les citoyens d'accéder aux fonctions

1. *Idem.* D^s 321.

de juré ou l'obligation éventuelle imposée à tous de les remplir ; mais seulement à l'âge de vingt-cinq ans.

Nous avons une liste générale de citoyens³ que la loi présume capables de remplir les fonctions de jurés mais la présomption peut céder devant la réalité des faits.

La loi du 2 nivôse an II

a) *Organisation des jurys.* — La loi du 2 nivôse an II qui régla les détails de cette organisation confia à l'agent national du district, qui d'après la loi du 14 frimaire an II, avait remplacé le procureur-syndic, le soin de former tous les trois mois d'après ses connaissances personnelles et les renseignements qu'il se ferait donner par les agents nationaux des communes une liste des citoyens domiciliés dans l'étendue du district et âgés de vingt-cinq ans accomplis qu'il jugerait propres à remplir les fonctions de jurés. Il les choisissait, ce qui constituait une innovation, dans la proportion d'un juré par mille âmes de population (article 6).

Le vice capital de cette loi fut l'influence que prirent les délégués du pouvoir qui choisissaient les jurés.

L'arbitraire et le despotisme présidaient trop souvent à la confection des listes (1).

D'après M. Esmein : à Paris tous les trois mois on dressait une liste de 665 jurés, soit par an 2.660 jurés, et en sus on choisissait une centaine de jurés spéciaux dont l'abbé Cazalès avait obtenu la création (2).

On devait faire plus de mauvais choix que de bons, et le gouvernement ne pouvait demander compte à personne des conséquences d'un mode essentiellement vicieux.

D'ailleurs on constata bien vite que le soin de confectionner les listes était presque toujours laissé à des employés qui se bornaient à copier les feuilles des sommiers de la population. On pointait parmi les jurés : des voleurs de profession, des personnes décédées et surtout des infirmes et des citoyens entièrement incultes.

b) *Composition des listes du jury.* — Ce jury, composé en majorité de la classe pauvre qui faisait preuve de républicanisme fervent, renfermait trop souvent des citoyens incapables de saisir les questions posées et *a fortiori* d'y faire une réponse sensée ; trop de négligence, trop d'inaptitudes, trop de préventions, de tolérance pour les délits fiscaux et

1. Bourguignon, *Manuel du jury*, 1827, p. 174 et suiv.

2. *Histoire de la Procédure Criminelle en France du XIII^e siècle à nos jours*, 1882.

les atteintes portées à la propriété, tel fut le bilan de cette loi.

c) *Les Indemnités.* — A ce jury composé de tels éléments le législateur devait accorder des indemnités.

Le 12 novembre 1792 la Convention fut saisie de la question par une lettre adressée par le ministre de la Justice, Garat, au président de l'Assemblée et ainsi conçue :

« Citoyen Président,

« Les citoyens français affectés aux fonctions de jurés dans les départements ont prouvé qu'ils ne savaient pas compter les sacrifices que le devoir leur impose. Mais leur désintéressement même est pour moi un motif d'observer qu'ils sont tenus à une sorte de dépense que peut-être il conviendrait de ne pas laisser à leur charge.

« Le ministre rappelle que dans certaines sessions des audiences ont duré jusqu'à soixante heures et que pour ne pas divertir les jurés de leurs occupations, on a dû pourvoir à leur nourriture, ce qui a occasionné certaines dépenses qu'ils ne peuvent pas supporter : Dans ces circonstances, je crois devoir faire observer à la Convention nationale que l'intérêt du service public paraît exiger qu'il soit pris des mesures pour dispenser les jurés de s'occuper de ces sortes

d'arrangements qui pourraient détourner leur attention, et comme il n'est pas indifférent que les frais en soient épargnés à beaucoup d'honnêtes citoyens, dont le civisme est la seule richesse, qu'il me soit permis de l'inviter à examiner dans sa sagesse s'il ne convient pas d'autoriser les tribunaux à pourvoir dans les séances du jury aux besoins de première nécessité...

« Le Ministre de la Justice :

« GARAT » (1).

La Convention répondit à cette lettre par l'allocation à chaque juré individuellement de deux indemnités dont elle fixa la quotité et le mode de paiement dans la loi du 16 août 1793.

ARTICLE PREMIER. — Il sera payé aux citoyens qui rempliront leurs fonctions de juré d'accusation, de jugement et de juré adjoint une indemnité de trois livres par chaque séance.

ART. 2. — A l'égard de ceux qui se déplaceront il leur sera payé 15 sous par lieue pour se rendre au tribunal et autant pour retourner à leur domicile.

ART. 3. — Les indemnités seront payées sur le Trésor public... »

1. Exposé des motifs de la proposition de loi de M. Aucoin, Doc. parlem., Sénat 1899. Sess. Ord., n° 130, p. 3.

On accordait donc une indemnité de séjour à tous les jurés, même s'ils habitaient la ville où siégeait la Cour d'assises, sans qu'il ait été stipulé que ce fût sur leur demande.

Ces indemnités accordées aux jurés du tribunal criminel ordinaire avaient d'ailleurs été précédées de l'allocation d'indemnités à ceux qui faisaient partie de certains tribunaux spéciaux : les tribunaux criminels extraordinaires.

Les jurys spéciaux

La création d'un jury spécial avait été lors de la loi des 16-29 septembre 1791 considérée comme le corollaire nécessaire de l'établissement du jury pour le jugement des crimes de faux, de banqueroute frauduleuse, de péculat, etc. (1).

La liste de ces jurys ne se composait que de vingt-six citoyens choisis parmi les notaires, les hommes de loi, les banquiers, les négociants, ayant la connaissance de ces questions un peu spéciales. Comme les jurés ordinaires d'alors ils n'étaient point rémunérés.

1. Art. 5, titre XII. Loi 16-29 septembre 1791.

Les tribunaux révolutionnaires et leurs indemnités

Sous la Convention, on voit apparaître deux sortes de tribunaux criminels extraordinaires.

Les premiers remontent à la loi du 17 août 1792, qui crée le tribunal criminel extraordinaire composé de huit juges, de huit suppléants et de huit jurés.

Puis on voit apparaître le tribunal révolutionnaire créé par la loi du 12 mars 1793 (1). Il se composait de cinq juges et de douze jurés au début (2).

C'était la Convention elle-même qui choisissait ces jurés. Ils devaient tout naturellement servir ses idées, et la Convention reconnaissante ne tarda pas à les rétribuer.

Un décret du 3 avril 1793 est ainsi conçu : « Ils (les jurés du tribunal criminel extraordinaire) seront payés par la Trésorerie nationale sur le même pied que les juges des tribunaux criminels extraordinaires. On sait ce qu'ils ont été. Le citoyen Lebrun, juré en 1793, écrivait à son collègue Souberbielle : « ceci n'est pas un procès — c'est une mesure : nous

1. Art 7. Duvergier, t. V, p. 238.

2. Note. Bientôt on y voit siéger 16 juges, 60 jurés, 5 substitués répartis en diverses sections. On le reforma encore par la loi du 22 prairial an II, qui ne connaissait plus comme peine que la peine de mort.

ne sommes plus des jurés, mais des hommes d'État. »

C'étaient en réalité des commissions permanentes créées pour l'extermination d'adversaires politiques : on en retrouvera de semblables aux diverses phases de l'histoire, mais ils ne seront point rémunérés et seront pris dans la classe aisée de la population.

« Votre conscience, voilà votre guide, la justice votre règle, l'impartialité votre devoir », avait dit Louis XVI dans une proclamation en date du 15 janvier 1793 concernant l'exécution de la loi sur les jurés (1).

L'expérience prouva qu'il y avait loin de ces paroles à la réalité.

Il fallut ramener bien vite l'institution à l'autorité de la règle.

La Constitution du 5 fructidor an III

La première tentative fut faite par la *Constitution du 5 fructidor an III* qui fit revivre les principes de 1791. Elle admit comme jurés les citoyens âgés de trente ans, les locataires d'une habitation d'un revenu évalué à 100 journées de travail et les fermiers et métayers de biens évalués à un revenu de 200 journées de travail. Les administra-

1. Extrait du *Droit Criminel à l'usage des jurés* par Bascle de Lagrèze, p. 12. Bibl. Nat., F^o 28787, 1854.

tions départementales selon leurs connaissances personnelles dressaient les listes (1).

Le Code du 3 brumaire an IV

Le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV devait modifier ce régime.

ART. 18. — Les administrations départementales formeront à l'avenir les listes des jurés d'accusation et de jugement en la manière dont les formaient précédemment les ci-devant procureurs généraux de département suivant la loi des 16-29 septembre 1791.

ART. 483 du Code des délits et des peines. — La loi appelle aux fonctions de jurés tous les citoyens âgés de trente ans qui réunissent les conditions requises pour être électeurs (c'est-à-dire de payer une contribution quelconque de 50 livres).

ART. 485. — Tous les trois mois chaque administration départementale formera d'après ses connaissances personnelles et les renseignements qu'elle se fera donner par les administrations départementales une liste de citoyens demeurant dans l'étendue du département qu'elle jugera propres à remplir les fonctions de jurés d'accusation ou de jugement.

Il semble ressortir, des très rares documents que l'on trouve sur cette époque, que le Code de brumaire fut très insuffisant pour la protection de la société, que l'esprit du jury fut faussé par les passions

1. Constit., 5 fructidor an III, titre VIII, arti. 237, 238-251. Duvergier, t. VIII, p. 291 et suivantes et loi du 19 vendémiaire an IV, art 18.

politiques et troublé par la multiplicité des questions qui lui étaient posées (1).

La loi du 6 ventôse an V

Le système des indemnités établi par la Convention devait également être modifié : L'état des finances publiques ne permettait plus d'allouer une indemnité à tous les jurés.

Une loi du 6 ventôse an V nous le prouve jusqu'à l'évidence :

Le Conseil des Anciens, considérant que l'état des finances de la République exige une prompte réforme dans toutes parties inutiles déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

ART. 1^{er} Les articles 1 et 2 de la loi du 16 août 1792 relatifs aux indemnités accordées aux jurés sont rapportés ;

Art. 2. Il sera payé comme par le passé aux jurés d'accusation et de jugement qui se déplaceront 3 livres par chaque jour de séance, et de plus 15 sous par lieue pour se rendre au tribunal et autant pour retourner à leur domicile.

1. D'après le Code du 3 brumaire an IV, articles 374 et 377 on ne pouvait poser au jury aucune question complexe. Chaque question ne devait présenter qu'une idée simple et unique. Il se produisait par suite de la multiplicité forcée des questions dans les procès où plusieurs accusés étaient en cause des réponses contradictoires. L'article 337 du Code pénal en permettant l'emploi d'une formule complexe, a essayé de mettre fin à cette situation.

Le 26 brumaire an VI, Rampellon se plaint que le jury (ce palladium de la liberté) n'ait pas reçu toute la perfection dont il est susceptible : « Les administrations départementales n'apportent en effet aucun soin dans la formation des listes : Elles font ordinairement les loisirs d'un commis de bureau, qui prend les noms au hasard sur la liste des citoyens du département (1). »

Loi du 6 germinal an VIII

La Constitution du 22 frimaire an VIII modifia la composition du corps électoral. La loi du 6 germinal an VIII devait réformer le jury d'après l'esprit de cette Constitution.

Ce fut alors le système de l'élection qui triompha. On pensait que le peuple apporterait plus de sagacité dans le choix de ses représentants que n'en avaient montré les administrations.

a) *Organisation.* — Les citoyens de chaque commune désignaient de leurs suffrages le dixième d'entre eux. Point n'était besoin de payer des impositions, ni de posséder un revenu ; il suffisait de réunir la majorité des suffrages. Ces élus choisissaient et élisaient le dixième d'entre eux qui formait la liste départementale : les jurés d'accusation étaient pris sur la

1. Archives Nationales. BB ³⁰, 527, Section moderne.

liste issue du vote communal, ceux de jugement sur la liste départementale.

Mais provisoirement les juges de paix de chaque canton devaient désigner tous les trois mois un nombre de citoyens triple de celui que le canton devait fournir pour le service du jury, trois citoyens sur cent (1). Le sous-préfet réduisait la liste des deux tiers. A son tour le préfet sur le tiers restant, en Conseil de préfecture et par la voie du sort, réduisait encore de moitié les listes de chaque arrondissement (2) : c'est sur cette liste départementale que les jurés étaient tirés au sort (3).

Nous assistons ici à une transformation du régime antérieur : l'élément judiciaire va s'occuper pour la première fois de la confection des listes.

Les juges de paix placés au milieu des citoyens, accoutumés à vivre familièrement avec eux et à traiter leurs affaires connaissaient mieux que quiconque et leur caractère et leur degré d'instruction, mais ils étaient par contre trop portés à se laisser guider dans leurs choix par le souci de leur réélection.

Composition des listes

Ils choisissaient ceux dont ils pouvaient le moins

1. Art. 2.

2. Art. 3, 4.

3. Art. 5.

craindre le ressentiment. Ils oubliaient de porter sur les listes les notabilités qu'ils espéraient plus tard devoir favoriser leur réélection (1). Rien d'étonnant à ce que la composition du jury ait été alors beaucoup plus populaire qu'on ne le pourrait croire.

Campagnards illettrés venant en sabots, barbiers, petits marchands, tisserands, ouvriers, voisinent sur les bancs du jury : sans expérience souvent, sans culture généralement, gonflés d'amour-propre toujours.

La loi du 16 thermidor an X

A cette Constitution provisoire du jury, la loi du 16 thermidor an X apporte une modification (2). On voit apparaître la liste de confiance des collègues électoraux d'arrondissement et de département dont les membres nommés à vie sont élus par les Assemblées cantonales.

Le nombre des électeurs du département où le jury de jugement se recrute est de 200 à 300. Le premier Consul peut, il est vrai, leur adjoindre 20 citoyens remplissant des conditions déterminées d'admissibilité, notamment certains membres de la Légion d'honneur (3).

1. Archives Nationales, Sec. mod., BB³⁰. 526.

2. Rapport adressé par un président d'assises du département de la Roer au Garde des Sceaux.

3. Titre II, articles 4 et suiv. Titre III, articles 18 et suiv.

On voit que la tendance nouvelle était d'avoir un jury composé d'éléments plus élevés dans l'échelle sociale. Elle se précise dans des Mémoires dont le plus connu est celui que Bourguignon fit couronner par l'Institut national. Il déplore que les classes pauvres soient trop largement représentées dans le jury. Il fallait y appeler ceux qui ont intérêt au maintien de l'ordre : les propriétaires. « Car si l'on trouve dans les classes les moins relevées des personnes douées d'un sens droit et de l'amour de la justice, il est rationnel que l'on trouve parmi les hommes revêtus de fonctions publiques et d'emplois principaux plus de lumières et plus d'intérêt au maintien des lois. » Leur situation devait leur rendre la pratique des vertus plus facile et la charge de ces fonctions moins lourde (1).

Après avoir enlevé des listes tous ces citoyens « qui veulent toujours s'élever au-dessus des lois et braver l'opinion publique », on pourrait croire que les listes aient été parfaites : Et cependant ! Écoutez un président d'assises de l'an XII : « depuis l'an VIII, il ne m'a pas encore été envoyé une liste qui n'offre matière à récusation presque en entier. Chaque trimestre la liste est pire que la précédente. On croirait que l'auteur de la loi a été un ennemi

1. *Des moyens de perfectionner l'Institution du jury en France*, par Bourguignon. Prairial an X.

de l'institution et qu'il ait voulu la faire tomber : il aurait alors bien réussi » (1).

Il est curieux de feuilleter les rapports que les Présidents d'assises et les procureurs généraux d'un très grand nombre de départements ont adressé à M. Carrion Nizias, tribun, chancelier de la Légion d'honneur, au cours de l'an XII.

C'était une consultation faite par ce dernier en vue d'appuyer au Tribunat une motion d'ordre qu'il présenta le 9 ventôse an XII « pour supprimer le jury qui menace d'embarrasser notre nouveau Code criminel ».

Adversaire du jury, il donnait à ses secrétaires les instructions suivantes : « Il est surtout important de relever l'unanimité d'opinion et de motifs d'opinion de ceux qui proscrivent l'institution du jury et la diversité infinie et la confusion des projets contradictoires et les amendements divergents de ceux qui veulent conserver et modifier cette institution (2). »

Ces rapports longuement motivés sont favorables ou défavorables à ses vues, mais dans la majorité on trouve, comme le dira, le 29 novembre 1808, M. Faure, orateur du gouvernement devant le corps législatif, que les listes sont presque partout composées de

1. Archives Nationales, Sect. moderne. BB³⁰, 526.

2. Extraits des Archives Nationales BB⁵⁰, 526. Section moderne.

noms de citoyens que le défaut d'instruction et d'éducation, leurs professions, leurs besoins devraient en éloigner. (Locré, t. XXV, p. 578.)

On se plaignait alors que les fonctions de juré n'appartinssent qu'à des individus ne sachant ni lire ni écrire (1). Ces jurés doivent alors se fier au directeur du jury : de plus dans certains départements aucun juré ne parle le français (2). Souvent on leur reproche de subir l'influence fâcheuse de ces avocats de village qui déterminent de pitoyables verdicts dont souffre la société (3).

En présence de cette situation les magistrats prenaient le parti de violer la loi en choisissant les jurés au lieu de les tirer au sort (4).

De plus beaucoup de jurés étaient effrayés des lourdes dépenses que leur causaient ces fonctions : ils se faisaient remplacer à l'aide de mille subterfuges par des individus sortant quelquefois de prison. Ces individus immoraux alléchés par les 3 francs qu'ils touchaient devenaient par l'expérience qu'ils avaient acquise les directeurs des jurys (5).

D'autre part étant donné les mille excuses que s'in-

1. Rapports des présidents d'assises des départements de Maine-et-Loire, Eure-et-Loir.

2. Département des Forêts.

3. Département du Mont-Tonnerre.

4. Moselle.

5. Lot.

géniaient à découvrir les jurés instruits et aisés qui allaient jusqu'à solliciter des accusés même une récusation, il fallait au début de chaque session remplacer la moitié de la liste en recourant à des jurés pris dans la ville où siégeait la Cour d'assises (1).

De là pour ses habitants une charge très lourde étant donné que depuis l'an X, dans ce cas, aucune indemnité n'était accordée : aussi, les personnes se cachaient-elles et se sauvaient-elles aux champs ! on en était réduit à prendre des manœuvriers et des artisans ! (2).

Les jurés devaient être préoccupés de la longueur des sessions qui duraient alors un mois : et la préoccupation du juré qui se trouve dans une situation modeste devient bien vite une obsession, surtout s'il a dû emprunter à un collègue pour sa subsistance, car chaque jour proportionnellement augmente sa dépense (3).

La loi n'accordait alors que 3 francs par jour de séjour et une indemnité de 15 sous par lieue pour couvrir les frais de déplacement : « C'est à peine la moitié de la dépense ordinaire, dit le procureur général du département de la Vienne. Il faudrait doubler et accorder aussi 3 francs par jour aux jurés de la ville,

1. Aude.

2. Ariège.

3. Ain.

qui souvent sont pris parmi les personnes vivant de leur industrie personnelle. »

Le Code de 1808

A l'occasion de la confection du Code de 1808, le gouvernement fit de son côté une enquête auprès des tribunaux et des Cours. Leur presque unanimité condamna le jury d'accusation, la grande majorité demandant également de modifier le jury de jugement.

En 1804, lors de la discussion du projet général du Code d'Instruction criminelle, s'ouvrit devant le Conseil d'Etat un débat d'une grande ampleur sur le jury. L'institution fut attaquée par Portalis, Siméon, Bigot-Préameneu et défendue par Treilhard : Le Conseil d'Etat en admit le principe : on n'aurait pu, sans blesser la Constitution qui instituait la division du fait et du droit, supprimer le jury de jugement, mais par contre on crut pouvoir supprimer le jury d'accusation (1) ; trop d'accusations ou trop légèrement admises ou rejetées contre l'évidence prouvaient sans réplique que c'était là une institution à supprimer. On n'y rencontrait, disent les auteurs,

1. Loqué, t. XXIV, p. 11 et suiv.

qu'ignorance, paresse, partialité, intérêt, corruption même (1).

L'idée qui dominait alors était que le gros bon sens ne suffisait pas pour remplir la fonction de juré « il est bien convenu (2) aujourd'hui que ces fonctions sont très délicates et fort difficiles : qu'elles exigent une véritable sagacité, une aptitude à suivre des détails nombreux au cours de longues et fatigantes audiences. »

Aussi le Code d'Instruction criminelle du 17 novembre 1808 tendit plutôt à considérer que le juré remplit une fonction qu'il n'exerce un droit. La théorie des catégories réapparaît : la formule dont on semble s'être servi alors est : « appeler le plus grand nombre de ceux qui étaient dispensés et dispenser le plus grand nombre de ceux qui étaient appelés jusqu'alors comme jurés ».

a) *Composition des listes.* — Il fallait être citoyen français, âgé de trente ans, jouir de ses droits civils et politiques et faire partie d'une des sept catégories de privilégiés créés par la loi :

1° Etaient appelés ceux qui réunissaient les conditions requises pour remplir les fonctions électives :

(1. Loqué, t. XXV, p. 578, et M. Faure. Séance du 29 novembre 1808.

2. Rapport d'un président d'assises du département du Doubs.

les grands propriétaires et les 300 plus imposés, domiciliés dans le département.

2° Les citoyens investis de fonctions publiques ou d'emplois principaux ou les banquiers et négociants, payant les quatre premières patentes.

3° Le ministre pouvait, en outre, permettre à toute personne ne rentrant pas dans ces catégories mais sur qui le préfet avait recueilli des renseignements avantageux, d'être juré.

b) *Organisation*. — Tous les trois mois sur réquisition du président des assises le préfet dressait, sous sa responsabilité une liste de soixante noms que le président réduisait, d'après ses connaissances personnelles, de vingt-quatre noms (art. 387-388) (1).

Le jury d'alors semble s'être montré très ferme dans la répression. On ne pouvait adresser qu'un reproche à cette loi : c'était la trop grande influence de l'Exécutif. On avait institué des catégories : mais aucun moyen n'existait permettant de contrôler si le préfet s'y renfermait : de là à dire que le législateur avait fait du jugement par jurés un jugement par commissaire (2), il n'y avait qu'un pas. M. Béren-ger (3), déclare que les préfets ne désignaient dans la

1. Chapitre VIII, du jury de jugement et d'accusation. Art. 382, 386, 387 et 388.

2. Faustin Hélie. *Code d'instr. criminelle*, t. VII, p. 126.

3. *De la répression pénale*, 1852. Paris.

bourgeoisie aisée que ceux qu'ils pensaient ne pouvoir être indépendants. Il avait été question de créer une médaille que l'on accorderait aux jurés qui auraient montré un zèle louable, mais on se borna à leur donner des témoignages honorables de satisfaction. (Art. 391 C. I. Cr. *in fine*.)

Cette disposition insérée en vue d'encourager les citoyens à remplir des fonctions alors très peu recherchées fut l'objet de vives critiques. On accusa le jury de ne pas se montrer indépendant (1) :

Il est difficile de juger la valeur de ce reproche, mais ce jury fut avant tout intelligent, ferme et probe.

Le tarif du 18 juin 1811

Ces jurés pris dans la classe aisée ne devaient pas jouir longtemps de l'indemnité allouée par la loi de l'an V.

Ils devaient d'ailleurs considérer comme un honneur très précieux le fait d'avoir été distingués par le préfet et même par le ministre (2).

Le duc de Massa, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, dans son rapport à l'empereur le 6 fé-

1. Aignan. *Histoire du jury*, p. 369.

2. Reflexion d'un procureur général sur l'article 911 du projet.

vrier 1811 écrit : A l'égard des jurés je me suis conformé à ce qui est établi par la loi de ventôse an V. Mais comme ils ne seront pris désormais que dans la classe aisée, Votre Majesté jugera peut-être convenable de supprimer une indemnité qui, étant à peu près nulle pour eux, coûterait néanmoins des sommes assez considérables au Trésor (1).

L'indemnité de séjour fut supprimée, en effet, par le décret du 18 juin 1811. Mais l'indemnité de déplacement fut par contre maintenue.

Le décret porte : Art. 35 (2). — « Les jurés qui auraient été obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence pourront être remboursés des frais de voyage seulement, selon le mode réglé dans l'article 8 ci-après et il ne sera rien alloué pour toute autre cause que ce soit à raison de leurs fonctions. »

Chapitre VIII, article 91 : « Cette indemnité est fixée pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant : 1° pour médecins, chirurgiens, experts, interprètes et *jurés* à 2 fr. 50... »

Cette indemnité était d'ailleurs facultative alors que la loi du 6 ventôse an V déclarait impérativement : il sera payé (article 2). Quelle raison déter-

1. Exposé des motifs de la loi du 19 mars 1907. Sénat, 1899. Session ordinaire, Doc. parlem., n° 130, p. 5.

2. Tarif des frais en matière criminelle, décret du 18 juin 1811.

mina le ministre à ne pas laisser supporter par ces jurés censitaires toute la dépense et à leur allouer l'indemnité de déplacement.

Pour les deux indemnités, le principe est le même. Lorsqu'un individu se déplace pour accomplir une fonction, il dépense une somme qui se compose des frais de transport et des frais de séjour. Il n'y a vraiment aucune raison de distinguer entre les deux déboursés.

La Restauration

L'Empire avait agi en vue de rétablir l'ordre : *la Restauration* tendit à réaliser, sans d'ailleurs y parvenir, l'union de l'ordre et de la liberté.

L'importance du rôle du jury avait été amoindrie pendant l'époque napoléonienne, mais sa conservation même nominale suffit à empêcher cette institution de disparaître de nos lois : Les Bourbons n'eussent pas rétabli avec empressement une institution issue de la Révolution.

Mais ils ne pouvaient que conserver cette institution : ce qu'ils firent dans la Constitution du 5 avril 1814 et dans la charte du 4 juin 1814 (art. 65). Les lois électorales du 5 février 1817 articles 1 et 2 et du 29 juin 1820 article 3, ayant agrandi le cercle des électeurs, le législateur devait songer à organiser le jury sur des bases plus libérales.

La loi du 27 mai 1827

a) *Organisation du jury*. — Ces dispositions ne se réalisèrent que dans la loi du 27 mai 1827 : aux termes de laquelle une liste générale d'au moins 800 noms était dressée par département. Elle était publique et permanente, sauf les rectifications à y insérer. Un droit de réclamation devant le préfet en Conseil de préfecture et en dernier ressort devant la Cour royale était institué. C'était la reconnaissance à tout électeur, à tout citoyen âgé de trente ans et payant 300 francs de contributions directes, à qui on adjoignait les citoyens distingués par leur instruction et indépendants du pouvoir, du droit d'inscription sur cette liste.

Sur ces 800 noms, le préfet, sous sa responsabilité, choisissait 300 noms et en composait la liste annuelle, sur laquelle les listes de session étaient tirées au sort. L'influence de l'Exécutif restait, malgré la nécessité de prendre les noms sur une liste générale, prépondérante.

Dans une circulaire adressée par le Garde des Sceaux aux préfets on lit : « La loi du 27 mai confirme votre droit de désigner les jurés : elle y ajoute la haute prérogative de les choisir seuls (1). »

1. Bourguignon, *Manuel du jury*, 1827, p. 100.

Une lettre d'un procureur général écrite au sujet d'une affaire qui l'intéressait au Ministre de la Justice et lue à la tribune de la Chambre, le 22 juin 1842, suffit seule à prouver l'intérêt que le pouvoir portait aux décisions du jury.

« M. le préfet m'a assuré que les dispositions sont prises à partir du 1^{er} janvier 1842 pour que le jury soit composé de telle façon qu'une condamnation soit à peu près certaine (1). »

Tous les préfets, il est vrai, ne montraient pas un zèle aussi grand. La plupart soit qu'ils eussent méconnu l'importance de cette attribution, ou qu'ils eussent jugé inutile de l'exercer, négligeaient de se servir de la puissance que la loi leur accordait.

En fait, disaient beaucoup de présidents d'assises, c'est sur la liste générale que s'effectuait le tirage au sort du jury : les préfets y prenant à tour de rôle les noms.

b) *Composition du jury.* — Les principaux éléments de ce jury étaient des petits boutiquiers des petites villes, gens envieux, des demi-savants, « des coqs de village », des hommes d'affaires, des notaires dont l'amour-propre croyait devoir s'attacher le privilège de l'intelligence et du savoir (2).

1. Extrait de la *Revue pratique de Droit français*, 1872, p. 431, article : « Des vicissitudes du jury », par Paringault.

2. Rapport d'un président d'assises du département du Loir-et-Cher, 3^e trimestre, 1851.

Le jury était le refuge d'avocats et de médecins inoccupés, qui brûlaient du désir de faire triompher les idées qu'ils jugeaient propres à les faire valoir. Les présidents d'assises notent aussi que les jurés d'alors transportaient dans leurs fonctions les habitudes des luttes électorales : « ils voulaient réformer le Code (1) : ce qu'ils jugeaient avant tout et par-dessus tout c'était la loi, acquittant beaucoup plus par des considérations tirées de la peine encourue, de la position sociale des accusés, de leurs relations de famille que pour des raisons tirées de la cause (2). »

Le bon sens naturel était trop souvent troublé par cette philanthropie dangereuse qui n'a de sympathies que pour l'accusé et qui ne se préoccupe ni de la victime, ni des intérêts sociaux.

La loi du 19 avril 1831 article 1^{er} abaissa le cens électoral de 300 à 200 francs ; le jury ne ressentit de ces changements d'ordre politique. Il est vrai de dire qu'à son tour il servit de base à des revendications d'ordre politique qui amenèrent la Révolution de 1848 : on réclamait, en politique, l'adjonction de capacités aux censitaires, ce qui avait été réalisé, nous l'avons vu, pour le jury.

1. Loir-et-Cher, 3^e trimestre, 1852.

2. Loire-Inférieure, 2^e trimestre, 1851.

*La République de 1848 : Les premiers projets et
le décret du 7 août 1848*

La réforme radicale que la Révolution de Février 1848 avait apportée au régime électoral rendit indispensable la reconstitution des listes du jury, sauvegarde de l'ordre public et des libertés, sur des bases correspondant aux nouvelles institutions politiques.

De plus, le rôle que jouaient les préfets qui faisaient peser l'influence administrative jusque sur la distribution de la justice avait amené de vives et légitimes réclamations. Le gouvernement de la République voulait que la justice s'exercât en dehors de toutes les influences et qu'elle ne puisât sa force qu'en elle-même (1) ; « La séparation des pouvoirs est pour les citoyens une garantie qui doit être respectée. »

Le citoyen Crémieux avait déposé, étant ministre, un projet de loi d'après lequel tous les citoyens aptes à être électeurs l'étaient pour être jurés (2).

On avait proposé de former la liste annuelle par un simple tirage au sort opéré par le président du tribunal sur la liste générale qui, dressée d'après les principes du suffrage universel, comprenait tous les

1. Circulaire ministérielle du 10 septembre 1848.

2. *Moniteur* du 5 août 1848, p. 1882.

citoyens jouissant de leurs droits civils et politiques.

Le système appliqué tel quel eût été déplorable il eût fait des jurés des juges de hasard : citoyens sans moralité, sans capacité, sans indépendance. L'assemblée vit qu'elle avait donné une base trop large au jury ; elle créa des commissions et exigea d'elles qu'elles choisissent avant tout des hommes aptes à remplir ces fonctions : Elle ne reconnut qu'à tout homme sensé et honnête l'exercice légitime de ces fonctions (1). Le décret-loi du 7 août 1848 mit en pratique cette idée.

a) *Organisation du jury*.—Une liste générale était dressée dans chaque commune par le maire d'après la liste des électeurs ayant trente ans accomplis, jouissant de leurs droits et sachant lire et écrire : la présomption de capacité ne devait céder que devant la preuve rapportée par le maire de l'incapacité ou de l'incompatibilité (article 6 § 1).

Un recours était par suite ouvert devant le Conseil municipal aux seuls intéressés (article 6 § 2).

Pour la formation des listes annuelles des commissions cantonales composées de deux délégués de chaque Conseil municipal réunis sous la présidence du Conseil général du canton, assisté du juge de paix, choisissaient et répartissaient les jurés entre les cantons suivant la proportion d'un juré par

1. Rapport de Leroux. *Moniteur* du 1^{er} juillet 1848, p. 1832.

200 habitants, sans dépasser un chiffre de 1.500 jurés par département (article 11).

C'était beaucoup demander aux quatre-cinquièmes des départements : il y avait alors peu de gens instruits et d'ailleurs un aussi grand nombre de jurés à choisir ne se comprenait pas, alors qu'il suffisait de 144 jurés pour les 4 sessions annuelles dans un département.

La réunion de ces listes formait la liste du département sur laquelle on puisait chaque trimestre pour les listes de session (art. 20).

L'innovation principale de cette loi fut de confier la confection de la liste des jurés à des élus : au maire d'abord, puis à des commissions composées également d'élus, indépendants du pouvoir exécutif, à l'exception du juge de paix, magistrat nommé par le gouvernement.

b) *Les Commissions.* — La composition bonne ou mauvaise du jury dépendait essentiellement en 1848 de la composition de la commission cantonale elle-même et de sa façon d'opérer (1).

Là où les conseils municipaux étaient composés d'hommes d'ordre les jurés étaient bien choisis ; s'ils étaient composés de « brouillons » les pires éléments étaient introduits dans le jury : par suite,

1. Rapport du président des assises du département des Basses-Pyrénées pour le 2^e trimestre de l'année 1851.

dans les départements les plus agités les jurés devaient donner le moins de garantie (1).

Les tentatives que pouvaient faire le conseiller général ou le juge de paix en vue d'obtenir de bons choix devaient échouer contre le parti pris ou l'inertie de la plupart des maires ou des conseillers municipaux.

Toute responsabilité cessait d'exister, ces commissions étaient trop nombreuses : 46 personnes devaient trier 1.500 noms empruntés aux communes de tout un département. C'était là une tâche bien délicate donnée à ces commissions, car qui dit choix dit exclusion, et la discussion des noms propres est toujours chose difficile.

Le conseiller général ne voulait se brouiller avec personne : rayer un nom, c'était peut-être porter atteinte à l'amour-propre de quelqu'un.

Le juge de paix, le seul membre qui ne fût pas élu, était peu écouté car il dépendait du pouvoir (2).

Au début de l'application de la loi du 7 août 1848, on vit les maires de tout un canton n'inscrire aucun nom, prétendant que la charge était trop lourde pour leurs administrés ; dans d'autres cantons on

1. Bouches-du-Rhône, I, 1851.

2. Lettre du préfet du Pas-de-Calais au Garde des Sceaux, 21 octobre 1848 et rapport du président des assises de l'Indre-et-Loire, 8 novembre 1848.

inscrivait tous les électeurs : on rendait ainsi moins lourde la charge de chacun, ou bien on n'inscrivait que les adversaires de la municipalité afin de leur faire supporter toute la charge, ou encore quand on prévoyait des procès politiques on voyait les maires n'inscrire que des « partageux » ou des ouvriers appartenant aux sociétés secrètes (1).

c) *Les résultats.* — La démagogie ayant dans le département de la Haute-Loire (2) envahi les mairies, les Conseils municipaux et par suite les Commissions de revision des listes, cette invasion produisit des fruits :

Avant 1848, dans ce département, la moyenne des acquittements était de 33 o/o.

En juin 1851, sur 8 accusations sans caractère politique, 5 acquittements sont prononcés. Sur 15 accusés, 11 sont acquittés.

Puis le personnel des mairies devenant meilleur, les listes annuelles s'améliorent également.

En juin 1852, en moyenne sur 4 accusations, 2 condamnations et 2 acquittements sont prononcés.

En décembre 1852, après la révocation des maires soupçonnés de socialisme, et la dissolution des Conseils municipaux composés de partageux, dans 9 affaires sur 10 des condamnations furent pronon-

1. Allier, 10 décembre 1848.

2. Haute-Loire, 452.

cées, sur 12 accusés, 10 furent condamnés. Rien ne montre mieux quelle répercussion la composition du jury peut avoir sur la répression.

d) *Composition des listes du jury.* — Quels étaient d'autre part les éléments qui composaient les jurys ? En général, les élus chargés de la confection des listes se montraient hostiles aux hommes investis de fonctions publiques ou possesseurs d'une certaine fortune (1).

Ouvriers aisés, petits commerçants et principalement petits cultivateurs, tels étaient les éléments qui composaient en majorité ce jury.

Ces jurés étaient généralement peu ou point éclairés : souvent, pour lire la déclaration il fallait faire passer la feuille aux mains de sept jurés pour en trouver un qui « anonât » la déclaration au milieu des rires de ses collègues et d'un auditoire venu pour se distraire. La justice perd de sa dignité, disait un président (2), quand les hommes qui la représentent, par leur embarras, leur accent, leurs erreurs dans les mots produisent de tels rires. Les jurés bas-alpins (3) sont par exemple de bons gros paysans montagnards fort éveillés et fort déliés à l'égard de leurs petits intérêts, fort habiles à savoir tout ce qu'il

1. Indre, 4^e trimestre, 1851.

2. Hérault, 1^{er} trimestre, année 1852.

3. Basses-Alpes, 2^e trimestre, 1852.

faut connaître de chicane pour défendre leurs droits, mais peu faits pour juger des questions qui sont hors de leurs habitudes. Si tout être a en général la sagacité nécessaire pour se diriger lui-même dans les actes de la vie, il faut quelque chose de plus pour juger les actes des autres.

Les présidents d'assises semblent en général cependant ne pas trop s'être plaints de ce jury qui, quoique d'une ignorance honteuse, faisait preuve, contrairement aux habitudes de ses devanciers, d'exactitude, de bonne volonté, d'attention et de respect pour la magistrature. Mais tous s'accordent pour dire que ce jury devait être dirigé par le président.

« Le juré sans instruction, qui paraît à la Cour d'assises pour la première fois, ne sait où est son devoir, ne veut rien prendre sur lui (1) : le président doit procéder à l'éducation de ces intelligences avec patience, secondé par les personnes éclairées que le jury renferme : tâche délicate en elle-même ! Et souvent l'on constate que même après leur éducation faite, ces jurés ne pouvaient plus se passer de leur éducateur (2) ! »

Le jury composé surtout d'éléments tirés des campagnes comme l'était le jury de 1848 peut donner

1. Corrèze, 1^{er} trimestre, 1852.

2. Gers, 2^e trimestre, 1851.

de bons résultats quand il est composé en grande majorité d'hommes appartenant à ce milieu ou lorsque les jurés éclairés qu'il renferme également sont des hommes de probité et d'ordre.

Le bon sens des masses existe, mais il est ignorant et par suite timide et sans énergie. Toutefois livré à lui seul, sentant plus vivement le besoin de l'ordre que certaines médiocrités bourgeoises, il se laisse difficilement impressionner par les théories subversives (1).

Dans les attentats contre les personnes et les propriétés, ce jury campagnard sera sévère, car les éléments qui le composent ont moins réfléchi que de plus éclairés sur les passions humaines et les causes qui peuvent déterminer le coupable (2).

Mais pour obtenir un résultat satisfaisant, il faut que les preuves fournies par les débats ne dépassent pas la portée des intelligences communes. Si elles sont d'une nature plus délicate, si elles consistent dans le rapprochement de faits n'ayant point un rapport immédiat avec le crime, elles manquent leur effet, le jury ne les saisit pas et s'il est honnête, n'ayant pas compris, il doit acquitter (3).

D'ailleurs le plus souvent le jury contiendra quel-

1. Creuse, 1^{er} trimestre, 1851.

2. Mayenne, 2^e trimestre, 1852.

3. Saône-et-Loire, 2^e trimestre, 1852.

ques hommes instruits vite discernés et écoutés : S'ils sont partisans de l'ordre, les verdicts seront « bons », si au contraire, ce sont des « orateurs » la porte est ouverte à l'imprévu trop fréquent des verdicts qui déconcertent l'opinion.

Les présidents d'assises de cette époque semblent avoir prêté quelque attention au genre de vie des jurés et à leurs fréquentations.

Plus ils sont ignorants du monde des villes, plus ils seront faciles à éblouir ; alors, facilement, ils deviendront la proie de mauvaises influences qui vont parfois les saisir à leur arrivée au chef-lieu et les suivant dans de mauvaises auberges dans lesquelles le besoin d'économie les entraînent : par exemple dans cet hôtel du Grand-Coq, à Coutances (Manche) qui fait l'objet des doléances du président des assises du troisième trimestre de l'année 1851.

Ils se plaignaient de voir ces jurés fréquenter les cabarets « ces antichambres des Cours d'assises où leur opinion se fait ou leur est dictée (1) ».

Les parents et les amis des accusés ne sont quelquefois pas aussi discrets que ne l'est le ministère public qui n'invoque que le crédit de la froide raison et de la puissance des témoignages.

Faut-il tirer de tout ceci avec un président d'assises de l'époque cette conclusion :

1. Creuse, 1^{er} trimestre, 1852.

« Après tout ce que j'ai vu et observé depuis que l'élément du suffrage universel a passé dans le jury il m'est resté cette triste conviction que ce qu'on appelle la justice du pays n'est la plupart du temps que la justice de croix ou pile » (1) ?

Il convient sans doute de faire la part de l'exagération. Mais il ne semble pas niable que pour l'époque le législateur avait confié à trop d'individus le pouvoir de juger leurs semblables : l'instruction primaire n'était pas encore assez répandue, l'esprit public n'était pas encore assez développé pour permettre de donner au jury une base assez large.

Parmi ces jurés tirés des entrailles de la nation, beaucoup trouvaient très pénible l'abandon de leur petite culture, de leur petite industrie ou de leur travail. Les jurés dans la Creuse venaient à pied de loin, se logeaient dans le plus simple réduit. C'étaient là des faits malheureux pour leur dignité : ils étaient par suite l'objet d'obsessions, d'intrigues, de séductions (2).

Un président cite pour le tenir du conseiller général du canton habité par l'individu (qui le lui avait lui-même raconté) qu'un petit propriétaire ayant reçu 24 francs d'indemnité de séjour avait avec cette somme trouvé moyen de faire face à tous ses frais et

1. Ain, 2.52.

2. Creuse, 2.51.

qu'en outre il était reparti avec 3 francs d'économie (1). !

Si le décret du 7 août 1848 s'est préoccupé de démocratiser le jury, il faut avouer que son texte était élaboré d'une façon incomplète : il ne facilitait point l'accès aux citoyens peu aisés.

Les indemnités. — Le législateur se devait à lui-même de suivre l'exemple de la Convention : il aurait dû modifier les dispositions relatives à l'indemnité des jurés contenues dans le décret du 18 juin 1811, dispositions qui avaient pu subsister étant donné la composition censitaire des jurys, mais qui ne se comprenaient plus désormais. Une tentative fut faite devant l'Assemblée Constituante par un député, M. Gaudin, qui déposa un amendement en vue d'accorder aux jurés, outre les frais de transport une indemnité de 2 francs par jour de séance (2).

Malgré le chiffre très modique de l'indemnité, cette proposition fut rejetée. Les arguments de M. Gaudin et du rapporteur du budget, M. Leroux, ont reparu dans les discussions parlementaires récentes et à ce titre ils sont intéressants à noter.

Dans son article 5 § 2, la loi prévoyait un cas de dispense facultative. « Pourront sur leur demande ne point être portés sur la liste ceux qui vivant d'un

1. Dordogne, 3^e trimestre année 1851.

2. *Moniteur universel* du 8 août 1848, p. 1917.

travail journalier justifieraient qu'ils ne peuvent supporter les charges résultant des fonctions de juré. »

La dispense ne pouvait être accordée d'office par le maire, elle devait être demandée. On ne devait pas en effet priver arbitrairement un citoyen d'une fonction, alors que, aux termes de l'article 1 de la même loi tous les individus devaient être portés sur la liste du jury, sauf les cas d'incapacités ou de dispense prévus par la loi.

M. Gaudin disait : « Les citoyens qui se trouveront dans la situation prévue par l'article 5 § 2 ne seront plus libres de se laisser porter sur les listes du jury. Ils devront sacrifier leurs droits de citoyen aux besoins de leur famille. Ce qu'on accorde dans l'article 1, on le retire dans l'article 5 § 2 (1). »

M. Leroux, rapporteur, répondait : « Les fonctions de juré sont non seulement un droit pour celui qui prétend les exercer, mais une charge imposée à tout citoyen qui est dans la situation de la supporter. Si on ne réclame pas le bénéfice de la dispense, c'est que l'on reconnaît pouvoir supporter la charge. » Et il ajoutait : « Cela coûterait environ 500.000 fr. (2) ! »

Les auteurs de la loi du 7 août 1848 trouvèrent

1. Exposé des motifs de la proposition de M. Aucoin, Doc. parl., Sén. 1899, Sess. ord., n° 130, p. 6.

2. *Moniteur Universel* du 8 août 1848, p. 1917.

plus simple en vue de ne pas grever d'un nouveau chapitre de dépenses le budget national d'octroyer la faculté de se faire dispenser de ces fonctions aux citoyens dont les salaires tirés d'un labeur quotidien forment les seules ressources.

Mais si le législateur montrait quelque désir de ne point imposer de lourdes charges aux prolétaires, il leur imposait par contre l'obligation blessante, au cas où ils entendraient user de la dispense prévue par l'article 5 § 2 de rapporter la preuve de leur situation peu aisée.

L'Empire et la loi du 4 juin 1853

Le coup d'Etat du 2 décembre 1852 devait encore amener un remaniement du jury.

M. Langlais, rapporteur de la commission nommée pour la préparation de la loi du 4 juin 1853, déclarait qu'étant donné le peu de soin apporté par les commissions cantonales à la confection des listes il y avait danger à conserver une loi qui se traduisait dans la pratique par une diminution considérable dans le nombre des condamnations obtenues. Au lieu de 33 condamnations sur 100 obtenues avant 1848, on n'atteignait plus que 18 0/0 (1).

1. *Moniteur* du 11 mai 1853. Corps législatif annexe J. n° 37 (séance du 4 mai 1853).

La loi du 4 juin 1853 contenait une innovation dans la nature de l'aptitude à être juré.

a) *Conception du rôle du juré.* — Elle considère que le juré remplit avant tout une fonction et si elle met dans son article 1^{er} comme seule condition fondamentale à l'inscription sur les listes l'âge de trente ans, et la jouissance des droits, l'esprit de la loi est que tout citoyen a seulement l'aptitude à devenir juré et qu'il ne le sera réellement que s'il en est jugé capable et digne (1).

b) *Organisation.* — Elle soumet tous les deux ans au choix de deux commissions les noms des jurés. Une première commission est présidée par un fonctionnaire : le juge de paix du canton, et comprend les maires du canton, alors également fonctionnaires (art. 8).

Une seconde commission siégeait au chef-lieu d'arrondissement sous la présidence du préfet ou du sous-préfet et comprenait les juges de paix des cantons ; elle procédait par retranchement, ne prenant en moyenne qu'un juré par six cents électeurs (2). Cette faible proportion permettait de choisir des jurés qui soient, ainsi qu'on le désirait alors, sûrs et fermes. Aussitôt les acquittements deviennent rares !

1. Exposé des motifs, et discours de M. Rouher au Corps législatif. *Moniteur Universel*, du 11 mai 1853.

2. Article 11.

Dans la Cour d'assises de Saône-et-Loire en 1852 on comptait 29 0/0 d'acquittements, on n'en compte plus que 25 0/0 en 1853 et en 1854 sur 55 affaires il n'y eut que quatre acquittements (1).

c) *Composition*. — Dès le premier trimestre de 1854, alors que la loi était appliquée pour la première fois, les présidents d'assises constatèrent qu'un changement important s'était produit dans la composition du jury. « C'est le meilleur de mes vingt-quatre présidences d'assises : attentif et intelligent », écrit un président (2).

Ce n'était pas cependant sans inquiétude qu'un président des assises du Morbihan examinait la nouvelle liste des jurés. Il y voyait apparaître à la place des honnêtes cultivateurs du Morbihan un grand nombre d'individus « équivoques, demi-bourgeois des petites villes, chirurgiens de campagnes ou industriels, dont la lecture mal digérée des journaux a la plupart du temps égaré le jugement (3). Ce fut une vaine crainte et dans tous les rapports d'alors il y a unanimité pour constater une amélioration sensible sous le triple point de vue de l'intelligence, de la moralité et de la fermeté (4).

1. Saône-et-Loire, 4^e trimestre, 1854.

2. Cour d'assises des Basses-Pyrénées, 4^e trimestre, 1854.

3. Morbihan, 1^{er} trimestre, 1854.

4. Lettre du procureur général de l'Ille-et-Vilaine, au ministre, 9 décembre 1854.

Notaires, avocats, bourgeois aisés et grands propriétaires étaient indulgents avec prudence et fermes avec sagesse. « Ils servaient la justice avec une ardeur et une sévérité qui n'avaient ni besoin d'être éveillées, ni même excitées : leurs délibérations n'étaient pas longues et ils se décidaient par eux-mêmes (1). Ils étaient au-dessus des passions, des ignorances, des préjugés de la foule, plus indépendants aussi, car ils n'étaient pas en butte aux suggestions qui assaillent les individus nécessaires (2). »

Est-ce à dire qu'aucune critique même dans les débuts de la loi ne s'éleva contre cette composition du jury !

On entrevoyait que l'esprit du jury serait celui de l'administration : sévère ou indulgent suivant les désirs de cette administration, et que les jurés seraient pris dans telle ou telle classe suivant que le pouvoir s'appuierait lui-même sur cette classe. Le procureur général de Bourges, le 7 décembre 1854, demandait « à ce que les jurés soient pris un peu dans toutes les classes, car on voit trop qu'ils ne sont pris que dans les classes élevées ».

La conséquence nous est déduite par le procureur impérial de Périgueux dans une lettre du 4 novem-

1. Nièvre, 4. 1854.

2. Allier, 2. 54.

bre 1854 : « Les verdicts sont maintenant difficiles contre les individus appartenant à la classe élevée, aisée. L'égalité devant la loi pourra souvent n'être qu'une chimère. »

Les maires sont circonvenus, les jurés cherchent à se faire écarter de ces listes, et convoqués, ils viennent avec regret : En 1854, le procureur général de Poitiers le constate⁽¹⁾ : « S'il n'y avait pas d'amende, il ne serait pas possible de réunir douze jurés. » Notons que cependant comme en 1808 les fonctionnaires faisaient à nouveau partie des jurys : En 1870, sur 41.500 jurés on voit 5.435 fonctionnaires inscrits⁽²⁾.

Pour caractériser l'esprit du pouvoir à cette époque il est curieux de parcourir les circulaires des ministres de la Justice aux procureurs généraux⁽³⁾. Le 26 août 1853 le ministre écrit : « Tout citoyen peut être désigné pourvu qu'il soit ferme⁽⁴⁾. »

Une circulaire du 26 janvier 1857 prescrit : « Les procureurs généraux et impériaux près les Cours d'assises doivent essayer de connaître ce qui se passe

1. Lettre adressée au ministre, le 6 novembre 1854.

2. *Compte général de l'Administration de la Justice criminelle en France pendant l'année 1870*, tableau CI, p. 202 et 203.

3. Lettre adressée au ministre, le 6 novembre 1854.

4. *Revue pratique de Droit français*, 1872, article cité, p. 446 et suiv.

dans l'intérieur de la Chambre des délibérations du jury. Ils doivent ensuite signaler aux procureurs généraux les retranchements à opérer en ce qui concerne les jurés qui n'auraient pas montré l'aptitude convenable ». Qu'entend-on par aptitude convenable, demandait Jules Ferry à la Tribune de la Chambre, en 1870 (1) ?

La circulaire du 26 janvier 1857 prescrit aux présidents d'assises de faire connaître les catégories de citoyens qui offrent les meilleures garanties de justice ferme et éclairée.

Les réponses ne semblent pas avoir été ou concordantes ou concluantes, car on lit dans la circulaire du 27 novembre 1862, ces lignes : « N'y aurait-il pas avantage à n'avoir désormais que des jurés urbains, et dans les villes à ne prendre que dans les classes les plus riches et les plus éclairées pour y trouver le plus de capacités spéciales. »

La Troisième République

L'Empire tendait donc à n'avoir plus qu'un jury composé d'éléments tirés de la classe riche. La République à ses débuts ne pouvait qu'abroger la loi du 4 juin 1853.

1. *Revue pratique de droit français. Ibidem.*

Décret des 14-17 octobre 1870. — Le décret des 14-17 octobre 1870 portait (1) en effet :

Le gouvernement de la Défense nationale considérant... que la loi du 4 juin 1853 n'est pas en harmonie avec les principes du gouvernement républicain ;

Art 1. — Le décret du 7 août 1848 sur les jurés est remis provisoirement en vigueur....

Un revirement politique réagissait une fois encore sur l'organisation et la composition du jury (2).

Le régime provisoire établi par le décret des 14-17 octobre 1870 ne dura d'ailleurs que jusqu'au 21 novembre 1872, date à laquelle fut promulguée la loi qui régit encore actuellement l'institution du jury.

b) *La loi du 21 novembre 1872.* — M. Dufaure présenta un projet de loi qui est devenu la loi du 21 novembre 1872. La présomption de capacité pour être juré s'étend à tous les citoyens âgés de trente ans, jouissant de leurs droits civils, civiques et de famille.

M. Desjardins dans son rapport (3) déclarait : En principe tout citoyen est apte à recevoir la délégation de la société, mais aucun n'est fondé à la réclamer.

1. Dal. per., 70. 4. 97.

2. La préoccupation politique fut ici la seule cause qui détermina le changement de législation. Les questions de capacité judiciaire ne furent point examinées.

3. Rapport à l'assemblée, Dal. per., 72. 4. 132.

α) *Esprit de la loi*. — Il est certainement dans l'esprit de la loi de 1872 que les jurés soient pris indistinctement dans toutes les classes de la société. La liste électorale est la source de la liste du jury : le maire chargé de la confection des listes communales ne doit pas avoir d'autre base de travail. C'est sur elle qu'il opère les éliminations motivées par des incompatibilités ou des incapacités, ou les dispenses accordées notamment à ceux pour qui cette charge pourrait être trop lourde.

Ces exceptions ne restreignent pas le cercle où se puisent les jurés, elles ne font que déclarer des empêchements individuels qui mettent obstacle dans l'intérêt de la justice à ce que tels individus en participant aux jugements soient pour la société un danger et un scandale.

On a prétendu que dans cette loi les intérêts de la majeure partie des citoyens sont aussi méconnus que sous les législations antérieures (1).

Par le jeu des incompatibilités et des excuses la loi éloigne, en effet, des listes ce qu'on pourrait appeler les intellectuels et le vaste élément populaire qui se dispense de cette charge en vertu de l'article 5 § 2.

Il faut y ajouter les adversaires politiques des membres des commissions et parmi les amis de ces

1. Ajam. *Monographie d'un jury d'assises*.

derniers, ceux — et ils sont nombreux — qui ne « veulent » pas être jurés. La seule classe moyenne de la société compose le jury.

β) *Commissions*. — Cela tient au mode de travail des commissions instituées par la loi de 1872. Lors du redressement des listes, le juge de paix du canton prie les maires de chercher dans leurs communes quelles sont les personnes à remplacer sur la liste et quelles personnes sont susceptibles d'y être portées.

Les listes sont examinées par la commission cantonale composée des maires du canton et du juge de paix ou de son adjoint : on doit veiller à ce que chaque commune fournisse un nombre de jurés proportionnel à sa population, mais aucun texte ne prévoyant un roulement annuel entre les citoyens, la discussion ne porte que sur un petit nombre de noms (1) : on ne discute que les nouveaux venus : la liste cantonale comprend un fonds de liste composé des noms de ceux portés les années précédentes sur les listes, qui ne sont pas décédés et qui n'ont pas effectivement été jurés.

Les maires sont tout puissants dans ces commissions dont ils constituent la majorité (2). Dans les

1. Ajam, déjà cité.

2. On ne se demande pas dans ces commissions si telle personne est apte à bien juger, mais si elle est apte à bien

campagnes, les municipalités étant généralement élues par les petits cultivateurs, le maire fait du recrutement du jury une question de caste. Il n'enverra généralement pas ses supérieurs, il préférera prendre ses égaux et parmi ces derniers ses électeurs : Le principe qui détermine le choix des maires est l'opinion politique de leurs administrés. M. Bérard de Glajeux, ancien magistrat, écrit dans ses Mémoires. « Les conseils municipaux font le choix de jurés qu'ils admettent ou éliminent à leur gré suivant les préoccupations politiques et électorales inhérentes à leur situation. »

Le travail de la première commission doit être révisé par une commission qui siège au chef-lieu d'ar-

voter (Garraud). (Lettre lue à la Société générale des prisons, 1900, p. 9). La prépondérance qu'a l'élément électif dans ces commissions fait que la composition du jury se règle sur le niveau général de la représentation nationale. D'ailleurs ordinairement une partie des personnes convoquées ne viennent pas : surtout dans les villes. Le choix est alors fait par les quelques personnes présentes, qui toutes apportent leurs listes. Un ingénieur par exemple apporte une liste composée d'éléments bourgeois, un marchand de vins en apporte une autre composée de ses amis, petits commerçants ; tel chapelier apporte une liste où seuls les chapeliers de la ville sont inscrits (Ajam. *Monographie d'un jury d'assises*). A Paris, quatre anciens jurés généralement désignés par le juge de paix, le conseiller municipal et le maire de l'arrondissement font avec ces derniers partie de la commission de leurs quartiers, et ces errements sont suivis : C'est une lutte de listes.

rondissement, composée des juges de paix des cantons et du conseiller général de la circonscription réunis sous la présidence du président du tribunal.

En fait, l'examen des listes n'est et ne peut être qu'une formalité. Si l'article 13 de la loi de 1872 donne à cette commission le droit de porter des noms de personnes dans la proportion d'un quart, en fait personne ne veut prendre la responsabilité de proposer de nouveaux candidats : le souci de l'intérêt général n'est pas assez fort pour triompher du désir de tranquillité personnelle qui anime les membres de ces assemblées : la crainte des indiscretions les retient (1).

*Les projets de réforme de la loi du
21 novembre 1872*

Des députés s'aperçurent des défauts de ce travail des commissions et des points vulnérables de l'institution du jury français.

On tenta un essai de réhabilitation de la théorie d'après laquelle tout citoyen a le droit d'être juré. Les progrès de l'instruction primaire semblaient aux yeux des auteurs de ces projets devoir en permettre la réalisation. Les progrès de la démocratie comman-

1. Ajam, *Monographie d'un jury*, déjà cité.

daient une répartition plus populaire de ces fonctions.

Pour MM. Constans, Talandier, Boysset, la fonction de juré se rattache à la direction des affaires générales et leur proposition se résume ainsi : Tout citoyen électeur, tout électeur juré (1). On excepte cependant ceux qu'une indignité personnelle rend incapables de remplir ces fonctions.

La commission nommée pour l'examen de ce projet conclut à son rejet pur et simple. Elle jugeait impossible à soutenir que tous les esprits fussent préparés à l'exercice de ces fonctions.

D'autres propositions de MM. Aristide Boyer, en 1875, Duvernay, en mars 1880, Cazot en novembre 1880 (2), Jules Roche en 1882 attirèrent sans la retenir l'attention des Chambres sur le jury.

MM. Cliché, Amiel et Jourde, déposent en 1892 une nouvelle proposition en vue d'élargir les cadres de la loi de 1872.

Le système des commissions établi en 1872 est contraire, disent-ils, au droit que possède tout citoyen d'exercer les fonctions de juré : il est dangereux de remettre le sort d'un accusé aux mains d'un jury trié par quelques hommes politiques ou quel-

1. Exposé des motifs de la proposition de M. Boysset, 28 mars 1882. Débats parlementaires 1882, 1069.

2. *J. off.*, novembre 1880, p. 11.170.

ques fonctionnaires : il convient donc de rendre à tout citoyen sa part légitime de souveraineté. Tous les citoyens, âgés de trente à soixante-dix ans, jouissant de leurs droits, sachant lire et écrire seront portés sur la liste du jury (sauf les cas d'incapacité et de dispense prévus par la loi de 1872. Un droit de recours était à cet effet institué. Les citoyens vivant d'un travail journalier qui justifieraient de ne pouvoir supporter les charges résultant des fonctions de jurés, recevraient une indemnité fixée par le Conseil municipal de leur commune et payée par les fonds communaux (1).

Si le mode d'établissement de cette indemnité paraît défectueux, car l'institution du jury profitant à la société tout entière, on ne sait pour quelle raison certains fonds communaux devraient y contribuer directement et non d'autres, on voit néanmoins se manifester l'intérêt que le législateur commençait à porter à la classe peu aisée.

Le peu de succès que rencontra cette proposition aurait dû indiquer à M. Leydet, qui déposa à son tour, le 23 octobre 1894, une proposition de loi conçue dans le même esprit, quel était l'état d'âme du législateur.

Le jury criminel doit être pour lui l'image du pays

1. Session ordinaire, Chambre 1892. Documents parlém., p. 2.212.

sans distinction de classes ni d'opinion. Il s'étonne de la très faible proportion de citoyens choisis sous la loi de 1872 pour être jurés (1 sur 1.000).

Il critique ces « choix de clocher » faits par un juge de paix qui connaît souvent mal les habitants de la circonscription et s'en rapporte trop au choix des maires. « Tout citoyen français jouissant de ses droits et sachant lire et écrire, âgé de quarante à soixante ans doit être porté d'office sur la liste du jury du département où il réside. »

Cette liste dressée par le juge de paix de chaque canton est soumise à une commission composée des conseillers généraux qui se borne à statuer sur les cas d'incapacité, d'incompatibilité ou de dispense. Elle arrête la liste des jurés pour l'année et c'est sur cette liste que sont tirés au sort les jurés de session.

Il convenait également de réformer le tarif de 1811. Il produisait en effet suivant que la résidence du juré était ou non distante du chemin de fer des effets différents et parfois injustes. On devait accorder une indemnité de déplacement majorée et une indemnité de séjour.

La Commission fut comme les précédentes effrayée de voir confier ces fonctions à des citoyens, sans qu'un examen sérieux de leurs aptitudes ait été fait (1).

1. Session extraordinaire. Séance du 6 décembre 1894.

Le sort est impartial, mais la raison de son impartialité est peut-être qu'il est aveugle, et si dans la liste générale se trouve une majorité incapable ou prévenue, il est à supposer que le sort amènera le même vice dans la liste de session.

La commission refusa de prendre en considération la question de l'allocation d'une indemnité de séjour : sans être par elle-même une charge très lourde pour le budget, elle devait faire naître de tous côtés des demandes de même nature.

La proposition Aucoin.

Ayant vu le peu de succès de ces propositions successives qui demandaient beaucoup et n'obtenaient rien, M. Aucoin déposa le 15 mai 1899 une proposition sur le bureau du Sénat qui est devenue la loi du 19 mars 1907 (1). Elle n'avait qu'un article : *A partir de la promulgation de la présente loi, il sera alloué une indemnité de séjour aux membres du jury criminel ayant droit à une indemnité de déplacement.*

Son exigüité même fut probablement la cause pour laquelle huit années s'écoulèrent avant que de pro-

Rapport fait au nom de la 9^e Commission d'Initiative parlementaire, par M. Lorient, député.

1. Sénat, 1899. Sess. ord., Doc. parlam., n^o 130.

position, elle ne devint loi. Huit ans, pendant lesquels deux propositions successives : l'une de M. Beauregard, en date du 28 janvier 1903 et la seconde de M. Lamy, en date du 8 décembre 1904 (1), ayant la même teneur que celle de M. Aucoin furent en vain déposées.

Au cours de la discussion, M. Aucoin se défendit avec énergie contre l'idée qu'on lui prêtait de vouloir changer la composition du jury en facilitant l'accès aux ouvriers. Sa proposition visait uniquement à modifier le tarif du 11 juin 1811. Aucun changement n'était apporté à la teneur de l'article 5 § 2, de la loi du 21 novembre 1872 qui dispensait les ouvriers de ces fonctions.

Sa seule intention était de dédommager les jurés peu fortunés des dépenses souvent hors de proportion avec leurs ressources, que nécessite un séjour dans la ville où se tiennent les assises (2).

Cette loi fut soutenue avec une grande chaleur par M. Aucoin et appuyée par le ministre de la Justice d'alors, M. Chaumié, qui en montrèrent le caractère équitable et démocratique, mais elle fut combattue par le rapporteur de la commission qui concluait au rejet de cette proposition. M. Guillier faisait surtout valoir la dépense budgétaire que le

1. *J. Off.* du 8 décembre 1904, 2^e séance, p. 2.952.

2. Débats parlem., Sénat., Sess. ord., 1905, p. 328 et suiv.

vote de cette proposition entraînerait. Il se plaignait de voir que la proposition eut été exagérément réduite dans le but de faire passer le principe : On ne devait indemniser que les jurés qui devaient se déplacer, mais le rapporteur entrevoyait l'immédiate nécessité où se trouverait le législateur de faire plus : d'accorder une indemnité aux jurés peu aisés qui, habitant la ville où siégeait la Cour d'assises, perdraient leurs salaires (1).

M. Guillier comme M. Gourju, sénateur, s'écriait : La loi est enfermée dans un dilemme : ou bien elle sera maintenue telle quelle : elle sera alors insuffisante, excluant formellement les ouvriers : elle ne produira pas cet effet de démocratisation du jury criminel qui a été sa principale raison ; ou bien elle sera complétée, étendue aux jurés habitant la ville (et c'est seulement à la ville ou à peu près qu'on rencontre des ouvriers), auquel cas elle sera impraticable, parce qu'elle coûtera trop cher.

Cet argument n'était pas assez impressionnant, la dépense n'était pas assez forte pour retenir le Parlement (2).

M. Guillier, en outre, indiquait la nécessité de ne confier le jugement de certaines affaires délicates qu'à des hommes capables de les résoudre. Les nou-

1. Sénat, débats, p. 337.

2. Débats, Sénat, 3 mars 1905, p. 352.

veaux éléments à qui on serait bientôt obligé d'ouvrir les portes du jury, étaient-ils aptes à remplir ces fonctions (1) ? M. Aucoin avouait ne pas comprendre les doutes du rapporteur sur ce point, étant donné les progrès de l'instruction et de l'esprit public (2).

Quoiqu'il en soit la proposition fut adoptée par le Sénat, puis votée sans discussion à la Chambre. Elle se bornait à établir le principe de l'indemnité de séjour sans en déterminer le quantum. Ce fut un décret du 12 avril 1907 qui fixa le montant de cette indemnité.

Il rabaisait à 0 fr. 10 par kilomètre parcouru tant en allant qu'en revenant le taux de l'indemnité de déplacement que l'article 91 du décret du 18 juin 1811 avait fixé à 2 fr. 50 par myriamètre parcouru tant à l'aller qu'au retour. Cette mesure devait com-

1. Débats. Sénat, 3 mars 1905, p. 337.

2. On suppose gratuitement, disait en substance M. Guiliér que les jurés peuvent juger d'après leur seul bon sens et que des qualités particulières ne leur sont pas nécessaires.

En réalité la plupart des verdicts se réfèrent à des faits embrouillés où il faudrait faire preuve d'esprit critique et souvent de connaissances assez étendues. On dit ordinairement que le juré n'a à statuer que sur le fait : c'est une expression qui ne correspond plus exactement aujourd'hui à la réalité. Il y a d'autres éléments qui doivent contribuer à former leurs verdicts. Ils doivent prendre en considération le caractère et les responsabilités de l'accusé. Que veulent dire les mots « circonstances atténuantes » si ce n'est cela !

penser, en diminuant l'indemnité de déplacement, l'augmentation des dépenses budgétaires causées par l'allocation des indemnités de séjour.

Elles sont dues, sur la demande du juré, pendant la durée de la session, et pour chaque journée on les fixe pour Paris à la somme de 10 francs ; dans les villes de 40.000 habitants à la somme de 8 francs, et dans les autres villes à celle de 6 francs.

Les jurés peuvent-ils prétendre que cette indemnité de séjour doit être calculée à raison du nombre de jours pour lequel la session était indiquée et comprendre les dimanches, jours fériés et les jours où la Cour d'assises n'a pas siégé ?

L'indemnité de séjour implique que le juré qui l'a réclamée a quitté sa résidence habituelle pour se rendre au siège de la Cour d'assises.

Elle ne peut être due que pour les journées pendant lesquelles son séjour effectif lui a occasionné des frais de nourriture et de logement.

Si on peut, en province, présumer que les jurés viennent se fixer au lieu du siège de la Cour d'assises pour toute la durée de la session, il semble bien difficile de soutenir que la même présomption s'applique aux jurés habitant dans la banlieue des grandes villes, comme Paris par exemple, où à raison des facilités des communications, les jurés rentrent ordinairement chez eux chaque soir. Ils ne sont nullement tenus de quitter leur résidence habituelle quand

la Cour d'assises ne doit pas siéger, ce qu'a dû indiquer le président la veille : Cependant les termes du décret du 12 avril 1907 permettraient de soutenir également l'opinion contraire. Mais au cas où le juré habitant la banlieue justifierait de s'être fixé à Paris pour toute la durée de la session, aucun doute ne pourrait subsister alors : l'indemnité de séjour devrait lui être attribuée pour toute la durée de la session. Ajoutons que pour que le juré puisse toucher l'indemnité, il suffit qu'il ait répondu à l'appel de son nom au début de l'audience.

Textes de la loi du 19 mars 1907 et du décret du 13 avril 1907 :

*Loi accordant une indemnité de séjour aux jurés
qui perçoivent une indemnité de déplacement.*

ARTICLE PREMIER. — A partir de la promulgation de la présente loi il sera alloué une indemnité de séjour aux membres du jury criminel qui ont droit à une indemnité de déplacement.

ART. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

ART 3. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Décret 13 avril 1907

Le Président... sur le rapport... Vu...

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé aux membres du jury criminel, s'ils le requièrent, une indemnité de déplacement

de 10 centimes par kilomètre parcouru en allant et autant pour le retour lorsqu'à raison des fonctions qu'ils doivent remplir ils sont obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence.

Les membres du jury criminel reçoivent également dans ce cas, si toutefois ils le requièrent, pendant la durée de la session et pour chaque journée une indemnité de séjour : à Paris de 10 francs ; dans les ville de 40.000 âmes et au-dessus de 8 francs ; dans les autres villes de 6 francs.

ART 2. — Sont abrogées les dispositions du décret du 18 juin en ce qu'elles sont contraires au présent décret...

La réforme de la composition du jury

Sous la pression de l'esprit démocratique grandissant, la loi du 19 mars 1907 devait recevoir toute sa portée. On pensait que le jury était mal recruté, que les listes en usage n'étaient pas assez étendues, qu'il fallait appeler les ouvriers, les petites gens qui ont beaucoup souffert et peuvent être à même de juger plus humainement les conséquences de la misère (1).

Pour cela, il fallait accorder à tous les jurés une indemnité, même à ceux qui ne se déplaçaient pas, les ouvriers habitant généralement la grande ville du département où le plus souvent siège la Cour d'assises.

1. Rapport de M. Besnard, Sess. ord., 1908. Annexe, n° 1567 p. 11.

a) *La circulaire du 29 janvier 1908.* — C'est alors qu'intervint la circulaire du ministre de la Justice, M. Briand, en date du 29 janvier 1908.

L'article 5 § 2 de la loi du 21 novembre 1872 accorde une dispense facultative des fonctions de juré à ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier. On évite aux ouvriers une charge qui peut leur être trop onéreuse. L'ouvrier que le sort fait tomber du jury a donc le droit d'être juré, mais n'a pas l'obligation de remplir cette fonction. Il lui suffit de se faire dispenser de l'exercice de ces fonctions par la Cour en déclarant qu'il est ouvrier et qu'il rentre dans les conditions requises par l'article 5 § 2. Les ouvriers devaient donc être portés par les commissions sur les listes du jury. On s'aperçut vite que les ouvriers usaient toujours de la faculté de se faire dispenser (1). A cette raison s'ajoutait surtout dans les débuts de l'existence de la loi le peu de faveur dont jouissaient les ouvriers au sein des commissions.

Le principal souci de ces commissions était de n'inscrire que des « personnes jouissant notoirement de l'estime publique (2). Les citoyens si honnêtes qu'ils fussent mais occupant dans la société un rang modeste voyaient leurs noms rester enfouis dans les

1. *Circulaire du Garde des Sceaux*, du 29 janvier 1908, p. 1.

2. *Id*, p. 1.

cartons des listes permanentes. Il n'étaient jurés que sur le papier. Par raison d'humanité, elles exonéraient ensuite les petits propriétaires. Le résultat fut que le jury, au début de l'existence de la loi, n'était composé que de propriétaire aisés et de représentants des professions libérales. On s'explique qu'aucune réclamation ne se soit élevée au début, en vue de modifier le tarif de 1811 accepté par la loi de 1872.

Bien que cette situation se soit quelque peu modifiée, le jury ne se recrutait pas dans l'ensemble des citoyens.

C'est contre ce fait qu'a réagi le Ministre de la Justice : Il voulut que les ouvriers soient portés sur les listes par les commissions.

L'excuse que pouvaient alléguer les ouvriers, tirée du caractère onéreux de ces fonctions n'était plus pour beaucoup d'entre eux valable. Et la raison que les commissaires pouvaient invoquer n'existait plus pour le Garde des Sceaux qui déclarait que le développement de l'instruction populaire met pleinement les ouvriers à même de remplir les fonctions de juré (1).

« Les commissions devront désormais s'assurer que les ouvriers qu'elles porteront sur les listes seront, si le sort le désigne, disposés à accepter les fonctions de jurés. Ces renseignements officiels

1. *Circulaire du Garde des Sceaux*, p. 2.

seront fournis par le maire et de plus les intéressés seront prévenus de leur inscription par le juge de paix. Ils présenteront oralement ou par écrit dans la quinzaine leurs observations qui seront transmises aux commissions d'arrondissement appelées à arrêter les listes définitives. »

La situation qui résultait de la circulaire du ministre était donc celle-ci : Les commissions devaient à l'avenir contrairement à leurs habitudes porter les ouvriers sur les listes du jury. Si ces derniers avaient à se déplacer, ils pouvaient ou simplement user de la dispense de l'article 5 § 2 de la loi du 21 novembre 1872 ou bien toucher les indemnités prévues par la loi du 19 mars 1907 en venant siéger.

S'ils n'avaient pas à se déplacer et s'ils désiraient siéger, ils ne touchaient aucune indemnité.

L'on n'avait, en effet, rien fait encore pour accorder une indemnité quelconque à ceux qui habitaient la ville, siège de la cour d'assises. On considérait en 1907 que l'exercice de ces fonctions n'entraînait aucune dépense spéciale, qu'il n'y avait pas lieu par suite à indemnité (1).

Mais il fallait permettre à ceux qui ont besoin de leur salaire journalier pour vivre (art. 5 § 2, loi 1872), habitant la ville, ou à moins de deux kilomètres du

1. Débats. Sénat. S. ord., 2 mars 1905, p. 337.

siège de la Cour d'assises, d'être à même de renoncer à leur dispense.

Il fallait rétablir l'égalité entre les jurés ouvriers de la campagne et de la ville ; d'autre part il fallait éviter de créer des distinctions blessantes entre les jurés.

Si l'on allouait une indemnité on ne pouvait pas l'accorder aux seuls ouvriers, il fallait en faire bénéficier tous les jurés sans exception, riches ou non, qui n'ont pas droit aux indemnités de séjour instituées par la loi du 19 mars 1907.

b) *La loi du 17 juillet 1908.* — Ce projet devint une loi qui fut promulguée le 17 juillet 1908.

Elle comprend un article unique que l'on adjoignit à l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1907 : *Les membres du jury criminel qui n'ont pas droit, aux termes du paragraphe précédent, à l'indemnité de séjour recevront sur leur demande pendant la durée de la session une indemnité qui sera fixée par décret.*

Par décret du même jour, cette indemnité était fixée pour chaque journée de session :

- 1° Pour la Cour d'assises de la Seine, à 8 francs ;
- 2° Pour les Cours d'assises siégeant dans les villes de 40.000 âmes et au-dessus, à 6 francs 50 ;
- 3° Pour les cours d'assises siégeant dans les autres villes, à 5 francs.

En résumé : La République en imposant à un citoyen une fonction ne doit considérer que sa capa-

cité, sans se préoccuper de savoir s'il est riche ou pauvre. Mais s'il n'a pas les moyens de faire les dépenses nécessaires, elle doit les lui fournir. C'est dire que dans une démocratie toutes les fonctions doivent être rétribuées afin d'en permettre l'accès aux citoyens dépourvus de ressources, à ceux dont le civisme est la seule richesse.

Telle est l'œuvre que le législateur a péniblement réalisée. C'est là tout ce qu'il était, semble-t-il, possible de faire : on ne pouvait songer à indemniser les jurés du préjudice que le temps perdu par l'accomplissement de cette charge pouvait occasionner. Le calcul de ces indemnités nécessairement variables eût été impossible et sans doute inexact. La perte du temps fait partie directement de l'exécution même du mandat du juré : charge civique (1).

c) *La proposition Besnard*. — Il est vrai cependant que M. René Besnard, député, dans une proposition de loi qu'il déposa le 28 janvier 1908 (2) trouvait que même en indemnisant les jurés de leurs déboursés et de leurs frais de subsistance l'exercice de ces fonctions était encore impossible aux citoyens visés par l'article 5 § 2 de la loi du 21 novembre 1872. Ouvriers, ne perdent-ils pas pendant le temps des

1. C'est une dépense budgétaire évaluée à 115.000 francs.

2. Chambre des députés. Session ordinaire 1908, annexe n° 1473.

sessions le salaire qui leur est nécessaire pour nourrir leur famille ? On devait donc accorder une indemnité représentative de leur salaire à ces citoyens, mais à eux seuls afin de leur permettre sans hypocrisie l'exercice de ces fonctions, mais il ne s'opposait pas à ce qu'on accordât aussi aux petits propriétaires, aux petits patrons une indemnité représentative de la perte de leurs profits, si ces profits issus du travail personnel constituaient leur seul revenu. C'eût été créer des classes dans le jury et c'était une réforme très vaste qui eût été pour le Trésor une charge considérable.

Voyons maintenant quelle répercussion pourra avoir sur la répression de la criminalité la réforme réalisée, et surtout quelle influence elle pourra avoir sur la composition même du jury.

*Composition du jury d'après les principes
de la loi du 21 novembre 1872*

La majorité du jury parisien comme l'a constaté M. Cruppi dans son livre : *De la Cour d'assise*, se composait surtout de négociants : « la juridiction criminelle y est en réalité une juridiction consulaire. »

M. L. Loubet dans son livre sur la *Justice criminelle en France* (1) cite la composition détaillée d'un

1. Paris, 1890, in-16. B. Nat. Lf 113-125, Paris.

jury de trente-six noms pris dans une grande ville ; on y rencontre également une majorité de commerçants : 5 rentiers, 2 mécaniciens, 1 mégissier, 1 marchand de beurre, 1 distillateur, 1 entrepreneur de peinture, 1 marchand de fontes, 1 marchand de futailles, 1 fabricant d'encre, 1 marchand de volailles, 1 cor donnier, 1 sculpteur, 1 fabricant de bâches, 1 marchand de literie, 1 marchand de meubles, 1 fabricant de perles, 1 fabricant d'eau de seltz.

M. Ajam nous indique ce que peut être dans la Sarthe, pays agricole et de petite propriété, la composition du jury (1). On y rencontre 6 o/o de cultivateurs travaillant eux-mêmes leurs terres. Le reste comprend sur une centaine de listes de jurys : 8 moyens et grands cultivateurs, 2 commerçants et industriels, 1 notaire, 1 médecin et pharmacien.

Les meilleures intentions animent ces petits cultivateurs. Si quelquefois ils demandent au président comment s'écrit « majorité », ou s'ils s'écrient au moment de déposer leur bulletin de vote : « le procureur a ben parlé, l'avocat a ben parlé, on n'votera point », ou s'ils disent au « grand homme » qui fait partie du jury : « Faites comme il vous plaira, notre opinion est la vôtre » (2), leurs verdicts sont souvent plus sévères et plus sensés que ceux que le petit bour-

1. *Monographie d'un jury d'assises*, 1899, in-8.

2. Ajam, *passim*.

geois pitoyable et sentimental de Paris ou d'ailleurs se croit obligé de rendre.

Nous avons vu que l'on a souvent fait au jury tel que l'a composé la loi de 1872, le reproche de ne pas refléter la conscience du pays ; d'être un jury de classe : Les classes comme les hommes ont leurs préjugés, dont les esprits les plus droits portent inconsciemment le joug : Les jurés ne considèrent comme vraiment punissable que ce dont ils peuvent eux-mêmes souffrir.

Aussi M. Gaudin s'écriait à la tribune : « En 1870 la République fut proclamée, mais si peu ! Car vous savez messieurs, quelle était la formule de beaucoup d'entre ceux qui avaient à ce moment adhéré à ce gouvernement : ils acceptaient la République à la condition que ce fût une République sans républicains. Il ne faudra pas nous étonner lorsque nous parlerons de la loi de 1872, de trouver qu'elle répond peu à des sentiments démocratiques. »

Par contre le rapporteur M. Guillier disait en substance : « Ce que vous reprochez à ce jury, c'est d'être trop bourgeois (1). »

Or le mécanisme des épurations se conçoit sous un gouvernement oligarchique ou censitaire. « Les jurés, disait sous la Restauration, M. Bourguignon (2), doivent être pris parmi les plus intéressés au maintien

1. Débats. Sénat, 5 mars 1905, p. 335.

2. *Manuel du jury*. Paris, 1827, p. 29 et suiv.

de l'ordre social parce que l'intérêt est le plus grand mobile des actions des hommes, la principale garantie de leur zèle et de leur attention à remplir les devoirs que la société leur impose. »

La tendance actuelle vers l'élargissement des cadres du jury. — Nouvelle composition du jury

Mais sous un gouvernement imbu d'idées démocratiques où le suffrage universel fonctionne avec l'attribution d'une valeur égale au bulletin de vote de chaque électeur, étant donné la relation existant entre la loi électorale et le jury, ce serait une injustice de ne pas ouvrir aussi largement qu'il est possible de le faire, en tenant compte de la capacité morale et intellectuelle, les portes du jury. C'est ainsi que l'on popularise ses décisions en leur donnant le caractère de vérités sociales tout en offrant le plus de garanties aux accusés eux-mêmes (1).

Avantages de cette réforme

Ce jury composé de toutes les classes de la société trouve dans sa composition même les éléments

1. Rapport sommaire Volland. Sénat, annexe 183, 27 juin 1899 et discours du Garde des Sceaux. Sess. ord., 1905, p. 343.

indispensables pour parvenir à la réalisation d'une bonne justice. On y rencontre des hommes qui ont acquis par leur expérience personnelle la connaissance de certaines manières de vivre et des difficultés de la vie, qui savent que la misère est mauvaise conseillère. Ils feront entendre leur voix à ceux qui n'ayant pas été dans les mêmes alternatives doivent normalement faire une application plus stricte des lois.

Mais participer à cette opération, l'une des plus délicates de l'entendement humain, qu'est le fait de porter un jugement, n'est-ce pas permettre au peuple de déroger au principe : *ne sutor ultra crepidam*.

Le bon sens, a dit Goëthe, ne se trompe que s'il veut résoudre des problèmes trop élevés : en ce qui concerne la pratique, ce sens droit et ferme, c'est la plus haute raison.

N'est-ce point demander trop au bon sens populaire que de lui donner à décider de la vie et de l'honneur des individus ?

Il semble que les législateurs de l'an II et de 1848 aient trop présumé des forces intellectuelles du peuple, d'où cette phrase d'un président d'assises de 1848 :

« Illusion pure, ce bon sens populaire, cet instinct de bien, ce consciencieux orgueil qui ferait s'élever d'un seul coup les hommes du peuple au

niveau de ceux qui comprennent le caractère important des fonctions de juré ».

Il semble qu'aujourd'hui les progrès de l'instruction primaire ont introduit un élément nouveau dans le problème.

Au point de vue de l'instruction il paraît en effet difficile de soutenir que les éléments tirés de la classe moyenne soient préférables aux éléments honnêtes et intelligents de la classe ouvrière. Le principe de leurs connaissances est le même. L'école primaire et obligatoire le leur a fourni. L'intelligence de l'ouvrier trouve autant que celle du cabaretier suburbain à se développer.

Etant donné ce développement de l'instruction primaire la déchéance dont en fait souffrait le peuple n'avait plus, semble-t-il, de raison d'être.

Quels changements la réforme apportera ?

La réforme dans la composition du jury rendue possible par l'allocation d'indemnités est-elle de nature à modifier beaucoup la situation présente : il ne semble pas que pour les éléments tirés des *campagnes* elle apporte des changements bien appréciables.

Maires, adjoints, conseillers municipaux continueront ou bien à se réserver l'exercice de ces fonctions plus agréables désormais, puisqu'elles ne sont plus onéreuses, ou enverront siéger leurs électeurs qui eux aussi rempliront avec plus d'empresse-

ment ces fonctions, et la tendance démocratique y aidant, le recrutement se fera plus populaire encore.

Il est cependant à croire que les maires généralement conscients de leurs devoirs sauront ne faire porter leurs choix que sur des individus présentant des garanties de probité et de discernement.

L'enquête est facile à faire à la campagne : tout se sait. Ce n'est pas, je crois, de ce côté que des craintes peuvent surgir.

Dans les villes, par contre, les modifications apportées à l'état présent pourront être plus sensibles.

C'est là que se rencontrent surtout l'ouvrier et l'employé que visent les circulaires du Garde des Sceaux.

Le reproche que l'on a pu faire à la loi de 1872 de ne fournir qu'un jury de classe (1) recevait ici toute sa portée.

Le jury, privé des éléments intellectuels par les incompatibilités nombreuses et du vaste élément populaire par la dispense facultative de l'article 5§ 2, ne puisait sa presque unanimité que dans la classe moyenne.

Le vaste élément populaire va pénétrer dans le jury : mais en ne supprimant pas le choix, le législateur a entendu subordonner l'exercice de ces fonc-

1. Rapport de M. Besnard. *J. off.*, Chambre, 1908, annexe 1567, p. 10.

tions à des conditions d'aptitude intellectuelle et morale. La réforme est destinée à ne permettre l'accès qu'à l'élément intelligent et probe de la classe ouvrière, mais non à la classe ouvrière.

L'œuvre considérée sous cet aspect permet d'espérer que les éléments populaires des villes qui viendront siéger ne seront nullement inférieurs à certains membres de la classe moyenne, qu'ils seront même supérieurs, je crois, aux éléments tirés des campagnes, éléments qui font partie du jury actuel.

La vie plus active des villes leur permet d'acquérir certaines connaissances que ne peut avoir l'habitant des campagnes. Ce dernier peut avoir une conscience droite, mais, la vie calme entretenant chez lui une certaine mollesse d'esprit, il se laisse trop facilement convaincre et entraîner.

Mais si à ce point de vue le législateur semble avoir réalisé une œuvre de justice sociale, il est une question qui pourrait avoir dans l'avenir un certain intérêt.

La question de la capacité morale et de l'indépendance a en ces matières une importance capitale.

a) *Les conséquences au point de vue de l'indépendance morale.*

Que de gens savent avec un art progressif « friser » la police correctionnelle !

Le fonctionnement des commissions actuelles per-

met-il d'espérer qu'elles seront renseignées d'une façon exacte ?

Tout repose sur elles : elles doivent, tâche difficile, peser l'intelligence, la conscience, la moralité des futurs jurés !

Et d'autre part souvent le juré, même après avoir apporté une grande attention aux débats, ne se prononce que guidé par une sorte d'instinct. Il importe qu'aucune influence étrangère d'ordre politique ou syndical ne vienne faire impression sur lui : les jurés doivent avant tout défendre leur conscience contre les suggestions, d'où qu'elles viennent, qui peuvent les assaillir à leur entrée en fonctions.

Les prud'hommes et le mandat impératif.

L'institution des prudhommes a révélé notamment en 1890 certaines tendances qui pourraient dans une certaine mesure faire ici naître quelques craintes.

Le 5 décembre 1890, le préfet de la Seine cédant aux instances du président de la Chambre syndicale du bâtiment soumettait au Conseil de préfecture de la Seine la question de savoir si les Chambres syndicales ouvrières pouvaient (ainsi qu'elles le faisaient depuis huit années), imposer à leurs candidats aux fonctions de conseillers prud'hommes des mandats impératifs.

On voyait dans des proclamations aux électeurs,

des candidats s'engager à statuer, dans les différends qui leur seraient soumis, dans un sens toujours favorable aux ouvriers et notamment à leur accorder dans tous les cas le prix fixé par un tarif minimum de salaire sans avoir égard aux conventions contraires intervenues entre les parties.

Le Conseil d'Etat annula ces singulières élections comme viciées dans leur essence (1).

Il y avait une autre voie suggérée par M. Glasson : c'était, au lieu d'annuler ces élections, de récuser ces juges qui avaient donné leur avis à l'avance.

On ne peut pas, certes, demander aux conseillers prud'hommes, qui sont élus par l'élément de la société dont ils font eux-mêmes partie, une indépendance absolue, mais on peut leur demander de ne pas s'engager vis-à-vis du Comité électoral qui les patronne et vis-à-vis de leurs électeurs d'une façon aussi avouée et aussi catégorique.

Mais on doit demander au juré criminel une indépendance absolue : c'est avec sa seule conscience qu'il doit juger. Il n'a pas à s'engager, à défendre des idées quelles qu'elles soient.

Trop d'occasions s'offrent déjà normalement à lui.

Si les jurés du Nord allaient juger les accusés du

1. Conseil de préfecture de la Seine, 21 janvier 1892. *Journal des prud'hommes*, 1892, p. 194.

Conseil d'Etat, 18 décembre 1891. Ouv. précité, 1892, p. 40.

Midi, leur indépendance pourrait être entière, mais ayant à juger des hommes dont ils connaissent la famille ou des amis, on devine de quelles suggestions ils sont déjà l'objet, suggestions auxquelles il leur est d'autant plus facile d'obéir que le droit de grâce est doux à exercer. On se console en se disant que pour un acquitté de plus ou de moins la société n'en mourra pas !

Etant donné l'intransigeance et le désir de domination dont ont fait parfois preuve les associations ouvrières vis-à-vis de leurs membres, n'est-il pas à craindre que pour telle affaire qui intéresse tel membre ou tel intérêt de l'association, les dirigeants du syndicat n'influent sur la conscience des affiliés d'une façon plus ou moins impérative ?

Sans revêtir une forme aussi apparente que celle que l'institution des prud'hommes révèle, cette pression pourra exister cependant aussi réelle, aussi dangereuse.

b) *Les conséquences prévues au point de vue de la répression.*

On a aussi dans les débats de la loi de 1907 beaucoup parlé des « verdicts d'apaisante humanité » que ce nouvel élément pourra déterminer (1).

Espérons que ces verdicts ne se produiront pas

1. Rapport Besnard. Sess. ord. Ch. annexe, 1567, p. 10.

trop souvent et que les nouveaux membres du jury ne réserveront pas aux seuls « bourgeois » les nécessaires rigueurs (1) dont on a parlé également.

Espérons, en un mot, que l'on ne verra plus apparaître l'esprit étroit d'une justice de classe dans les sentences de ce jury recruté sur l'ensemble des citoyens, réalisant enfin « la justice véritablement populaire ».

D'autre part cette apaisante humanité que les ouvriers et employés pourront tirer de la connaissance de certains états d'âme était-elle à désirer à l'heure actuelle où la criminalité progresse alors que les pénalités diminuent ?

Ce n'est certes pas l'humanité qui fait défaut aux jurés. Le jury de la Seine, par exemple, du 1^{er} janvier au 15 mars 1908 a jugé 122 affaires concernant 215 personnes : 89 acquittements furent prononcés.

Si l'on ajoute 20 condamnations à l'emprisonnement avec sursis on arrive au total de 109 individus mis en liberté sur 215 prévenus, soit un peu plus de 50 0/0 (2).

Conclusion

Pour toutes ces raisons il convient d'applaudir avec une certaine réserve aux espérances de progrès

1. Rapport Besnard. Sess. ord. Ch. annexe, 1567, p. 10.

2. Ces chiffres n'ont pas un caractère exceptionnel : dans la session supplémentaire de la première quinzaine de jan-

que les indemnités allouées aux jurés en permettant l'accès de nouveaux éléments a indirectement fait naître dans cette institution. Tant vaut le peuple, tant vaut sa justice. C'est surtout par une réforme des mœurs, des habitudes des citoyens, ici comme dans d'autres institutions, que l'on progresse.

C'est en ne prenant que les membres indépendants, intelligents et probes de la classe ouvrière, surtout les ouvriers plus instruits des Universités populaires, que les commissions tenant ainsi compte des nécessités de la répression, tout en s'inspirant de l'idée démocratique du législateur, devront ouvrir les portes du jury à ce nouvel élément.

L'avenir seul dira s'ils apportent un sens plus net des besoins sociaux, s'ils font preuve dans les verdicts d'une justice égale et ferme ou si malgré les raisonnements que l'on peut faire en faveur de cette institution la formation des listes ne sera pas toujours un infranchissable écueil.

vier 1908, 11 prévenus sur 19 sont acquittés. Dans la session de la seconde quinzaine de février, 19 sur 31 sont acquittés.

SECTION II

LE JURY D'EXPROPRIATION

Au nombre des charges sociales dont l'accomplissement incombe aux citoyens figure celle d'être membre du jury d'expropriation.

Le législateur de 1907 ne pouvait se préoccuper de ces jurés. Il s'agissait alors seulement de modifier la teneur du tarif du 11 juin 1811 ne portant règlement que pour « l'administration en matière criminelle, correctionnelle et de simple police ».

Cependant M. Aucoin déclarait à la tribune qu'il serait juste d'accorder à ces jurés des indemnités de déplacement et de séjour : il convenait seulement de faire de cette idée l'objet d'une proposition spéciale (1). Aussi M. Milliaux, député, déposa le 21 février 1908 une proposition de loi à cet effet (2).

1. *J. off.* Sénat, séance du 2 mars 1905. Déb. parl. p. 334.

2. *J. off.* Ch. dép. Doc. parl. n° 1534, session ordinaire 1908.

Son principe a été de faire œuvre de logique et d'équité, on y voit d'ailleurs également percer l'esprit démocratique : on veut rendre l'accès de ce jury plus facile aux personnes de condition modeste, mais aptes et honorables.

Les Origines

Voyons quelles furent les origines et les modifications apportées au jury d'expropriation, laquelle en est et en sera peut-être la rémunération.

La Déclaration des Droits de l'homme du 26 août 1789 dans son article 17 déclarait la propriété inviolable et sacrée. A ce principe elle n'apportait qu'une seule exception : « Nul ne peut en être privé si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ».

Ces conditions strictes ne furent point alors appliquées à la lettre (1).

Le juge de paix et ses assesseurs étaient alors

1. Le mot « expropriation » n'était pas français il y a un siècle : on ne le trouve dans aucun dictionnaire fait avant la Révolution. Beaucoup de routes et de canaux avaient cependant été exécutés sous l'ancien régime, mais aucune loi ne réglait le mode suivant lequel l'autorité s'emparait des terrains nécessaires pour ces travaux. L'arbitraire pur présidait à cette prise de propriété, à la fixation et au paiement de l'indemnité.

experts de droit pour l'évaluation des immeubles acquis : on réservait au directoire du département le soin de trancher, s'il y avait lieu, tout litige (1).

Puis on voit une loi du 4 avril 1793 réserver à deux experts nommés, l'un par l'exproprié, et l'autre par le directoire du district, l'évaluation des biens en litige (art. 13).

Ces régimes ne donnant pas toute satisfaction, lorsque l'on créa les tribunaux administratifs on crut devoir leur confier comme rentrant dans le contentieux des travaux publics le règlement des indemnités et la solution des litiges qui s'y rattachaient. La loi du 28 pluviôse an VIII décide que l'administration détermine les parcelles à exproprier : le Conseil de préfecture devant fixer l'indemnité (art. 4).

La propriété était à la discrétion de l'administration, et le principe de l'indemnité préalable était alors peu respecté.

Puis la « déclaration d'utilité publique » se substitue dans le Code civil (art. 545) à la « nécessité publique » : l'intérêt public entendu dans un sens trop large sert de prétexte à l'arbitraire (2). Les abus

1. Loi des 7-11 novembre 1790 sur l'organisation judiciaire, article 4.

2. Une loi spéciale relative au dessèchement des marais en date du 16 septembre 1807, appliqua pour la première fois les principes établis antérieurement. Le Conseil de préfecture évaluait l'indemnité.

qui résultent de l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat à l'article 545 du Code civil et à la loi du 16 septembre 1807 sont tels que l'opinion publique s'émeut et prévient l'empereur. Il écrit de Schœnbrunn le 29 septembre 1808 à Cambacérès, une note brève et lucide qui fixe les bases des lois postérieures : seul le chef d'Etat aura le droit d'autoriser les travaux d'expropriation, les achats de terrains ou d'édifices destinés à des objets d'utilité publique. Les citoyens pourront discuter l'application du plan à leurs immeubles. La propriété sera placée sous la sauvegarde naturelle des tribunaux d'ordre judiciaire chargés de prononcer l'expropriation et de fixer le montant de l'indemnité préalable. La loi du 8 mars 1810 (1) reproduit ces principes.

Mais bien vite l'administration se plaint de ce que les magistrats ne ménagent pas assez les deniers publics, alors que les particuliers leur font le reproche inverse (2).

L'administration proteste contre les lenteurs de la procédure des tribunaux judiciaires. Des affaires duraient jusqu'à cinq années : c'étaient un temps précieux perdu, des frais énormes, des travaux commencés devenus inutiles souvent.

De plus le personnel judiciaire semblait peu pré-

1. Articles 1 et 2.

2. Extrait de Malapert et Protat, 1856, p. 58 et suiv.

paré à ce calcul d'indemnités. Il se bornait à enregistrer le travail d'experts qui devenaient alors les véritables juges : supplément de délais et de frais (1).

Il fallait innover : En 1832, l'idée vint d'introduire en France le jury en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

C'est donc après avoir essayé tous les autres modes que l'on tourna les yeux comme on l'avait fait déjà en 1789 vers l'Angleterre où les grands travaux s'exécutaient avec célérité et profit pour le Trésor : On y voyait fonctionner un jury composé des principaux propriétaires de la région arbitrant en dernier ressort les indemnités (2).

Quels meilleurs experts pouvait-on trouver que les propriétaires qui chaque jour réalisent des ventes et des achats : ils n'ont pas de clientèle à ménager ? Et cependant, par contre, ils peuvent être tentés de hausser la valeur de la propriété : « Jurés aujourd'hui, indemnitaires peut-être demain, n'est-il

1. Ces experts étaient naturellement portés à favoriser les propriétaires aux dépens de l'Etat ou des Compagnies : C'étaient des hommes du pays qui avaient pour clients les propriétaires dont le sort était remis entre leurs mains. Cédant naturellement au désir de conserver leur état et à la crainte de déplaire, ils ne manquaient pas de fixer le prix du bien à exproprier à 3 ou 4 fois sa valeur réelle. (Exposé des motifs de la loi de 1833.)

2. Extraits du *Moniteur* du 13 décembre 1832, p. 2135.

pas humain de leur part de faire passer leur intérêt particulier avant l'intérêt général ? » Mais le législateur croyait alors qu'il y a une relation nécessaire entre le prix des travaux et les avantages entrevus qui ont décidé à les entreprendre, et qu'en conséquence les sentiments d'honneur, d'équité, de prudence et de patriotisme des jurés devaient leur interdire tout désir personnel qui serait de nature à grever de dépenses exagérées les grandes entreprises (1).

Ce devait être, hélas, une illusion !

Mais se posait le problème du choix de jurés éclairés et honorables ! Quelques-uns préoccupés du principe sur lequel repose le jury criminel voulaient accorder une grande part au sort dans la désignation des jurés.

Etant donné le rôle particulier que joue en cette matière le jury il n'y avait aucune raison, répondrait-on, pour le composer à l'imitation du jury criminel.

Les jurés d'expropriation sont avant tout des experts et si le sort était intervenu, il aurait pu permettre à des jurés n'ayant aucune des connaissances nécessaires en ces matières spéciales de venir prendre part à l'appréciation délicate des indemnités.

1. Extrait du *Moniteur*. *Ibidem*.

La loi du 7 juillet 1833

Aussi la loi du 7 juillet 1833 semble avoir été bien inspirée en donnant au Conseil général toute latitude pour choisir tels citoyens que désigneraient particulièrement leurs aptitudes personnelles sur la liste des électeurs et la seconde partie de la liste du jury (1).

Les jurés de chaque session sont choisis sur la liste dressée pour l'arrondissement de la situation des biens expropriés par la première Chambre de la Cour ou du tribunal du chef-lieu : ces jurés ne sont ainsi choisis qu'après avoir pris connaissance des affaires : on élimine alors les propriétaires voisins des biens en litige qui pourraient être trop intéressés dans l'opération.

Une question préoccupa la Chambre au moment du vote de la loi. M. Martin du Nord, rapporteur à la Chambre des députés disait : « On se demande si dans tous les cas les jurés seront privés de toute indemnité : nous répondrons qu'à notre avis les fonctions du jury sont essentiellement gratuites : tel est le principe en matière criminelle, tel il doit être en matière d'expropriation ; la mission temporaire confiée au jury est trop importante, trop honorable pour être rabaisée par un salaire qui, nécessairement, serait

1. *Moniteur* du 11 mai 1833, p. 1318.

hors de proportion avec le service rendu, c'est le sentiment d'avoir rempli un devoir, c'est la reconnaissance du pays qui doivent payer les sacrifices que les jurés s'imposent dans l'intérêt de la chose publique (1). »

Le rapporteur exprime donc avec une lumineuse clarté les raisons qui ont déterminé le législateur d'alors à n'accorder des indemnités ni aux jurés criminels ni aux jurés d'expropriation : c'est une charge honorifique, elle serait rabaissée s'il intervenait une question d'argent.

La loi de 1833 avait amélioré le régime antérieur. Mais les abus relevés au cours de l'exécution des grands travaux de cette époque devaient bien vite soulever contre cette loi de vives protestations. La procédure trop lente, le jury trop enclin à accepter les prétentions des propriétaires : autant de griefs invoqués par l'administration contre le régime institué par cette loi.

On ne songeait nullement à supprimer le jury, mais on déclarait vers 1840 « que si sept années n'avaient pas suffi à l'éducation du pays, il fallait espérer que les esprits se formeraient, s'éclaireraient peu à peu. Il convenait d'attendre pour se prononcer définitivement que le temps en ait donné le droit » (2).

1. *Moniteur* du 30 mai 1833, p. 1521.

2. Discours du comte Daru, 22 décembre 1840.

La loi du 3 mai 1841

La loi du 3 mai 1841 améliora la loi de 1833 : on modifia la procédure, on abrégea les délais, on facilita l'expropriation dans les cas d'urgence. Mais la constitution du jury demeura intacte.

Les événements survenus après 1841 ont beaucoup modifié les conditions dans lesquelles les choix des jurés sont faits.

Suivant les besoins présumés du service pendant l'année, le Conseil général choisit de 36 à 72 noms de personnes ayant leur domicile réel dans l'arrondissement sur les listes électorales, qui, avec le suffrage universel contiennent plus de 50.000 noms (1) : c'est chose difficile, car le Conseil général n'a pas d'autres qualités à reconnaître que celles de l'électorat politique et du domicile réel dont l'existence est présumée légalement au profit de toute personne par ce fait cette dernière est portée sur les listes électorales : il n'a pas à voir si la personne a été à tort ou à raison portée sur la liste électorale. Cette présomption légale peut avoir des inconvénients, mais elle est indispensable pour écarter les exceptions qui eussent pu être soulevées au cours des expropriations.

1. *Moniteur* du 13 décembre 1832, p. 2136.

Le Conseil général est guidé par ses connaissances locales et par l'esprit de la loi qui veut que le jury se compose de propriétaires fonciers, de chefs de manufactures et de citoyens voués à des professions diverses, capables non seulement d'évaluer des propriétés foncières ou industrielles, mais aussi d'apprécier les troubles de jouissance de ces mêmes établissements.

D'autre part, le Conseil général est devenu depuis sa participation aux élections sénatoriales un corps politique ; or le jury d'expropriation fait œuvre de juge ou d'expert : devrait-il en conséquence rester soumis aux fluctuations de la politique, à ses influences, ou aux volontés des corps électifs.

La rémunération du jury

Un changement semble s'être produit également, nous l'avons vu, dans l'esprit du législateur sur la question des indemnités.

Contrairement aux idées émises par M. Martin du Nord, M. Milliaux trouve équitable d'indemniser le juré, car il serait contraire à l'esprit de justice que le « sacrifice fait au devoir civique devint pour celui qui le remplit une cause de gêne ou de préjudice (1),

1. Exposé des motifs, p. 1.

s'il ne convient pas que l'exercice de ce devoir civique l'enrichisse, il ne doit pas non plus l'appauvrir» d'autant plus que M. Milliaux déclare que cette réforme a pour but « d'ouvrir plus facilement l'accès du jury d'expropriation à des gens de condition modeste, mais présentant par ailleurs toutes les conditions désirables de compétence et de savoir » (1). La question, n'était plus d'ailleurs au mois de février 1908 entière, après le vote de la loi du 19 mars 1907 favorisant les seuls jurés criminels. L'équité aux yeux de M. Milliaux commande que les deux jurys concourant à une œuvre de justice et le dérangement étant le même dans les deux cas, le régime soit le même (2).

Les jurés d'expropriation se trouvent même dans une situation moins favorable que celle où se trouvaient sous l'empire du tarif du 18 juin 1811 les jurés criminels.

a) *Les indemnités d'après l'ordonnance du 18 septembre 1833.* — La loi du 7 juillet 1833 ne renvoyait nullement au tarif de 1811 et ne prévoyait pas d'indemnité de déplacement en faveur des jurés qui devaient se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence pour se rendre au lieu où devait se réunir le jury d'expropriation.

Dans un intérêt de bonne justice l'article 18 de l'or-

1. Exposé des motifs, p. 2.

2. *Idem.*, p. 2.

donnance du 18 septembre 1833, non abrogé par la loi du 3 mai 1841, avait cru devoir accorder : 1^o une indemnité de déplacement aux jurés « en cas de transport sur les lieux ; » et 2^o une indemnité de séjour « en cas de séjour forcé au cours d'un de ces transports » (1).

C'est pour s'acquitter de leurs fonctions, afin de s'éclairer sur la véritable valeur d'une propriété, que les jurés sont obligés à un déplacement. Ces voyages n'ayant lieu que dans le seul intérêt des plaideurs on aurait pu craindre, si les dépenses étaient restées à la charge des jurés, qu'ils ne se soient abstenus d'opérer ce déplacement (2). Cette indemnité n'était cependant allouée qu'au cas de demande formelle de leur part ; la pensée du législateur a été que cette indemnité ne serait accordée que si la position de fortune du juré la rendait nécessaire mais ils sont seuls juges de l'opportunité de leur demande. En général il est à noter que dans ces cas l'administration et surtout les Compagnies mettent à la disposition des jurés des moyens de transport, leur épargnant toute dépense et surtout l'ennui de réclamer le remboursement.

Les indemnités accordées aux jurés sont acquittées comme frais urgents par le receveur de l'enre-

1. *Moniteur* du 30 mai 1833, p. 1521.

2. *Extrait du Commentaire des Lois de l'Expropriation*, de Lalleau, p. 285, t. II et *Moniteur* du 30 mai 1833, p. 1521.

gistrement sur un mandat du magistrat directeur (1). Ce mandat doit indiquer le nombre de myriamètres parcourus et faire mention de la demande d'indemnité (art. 26).

Ces frais sont compris dans les dépens et supportés par la partie ou l'administration en vertu d'un exécutoire du directeur du jury dressé suivant les formes ordinaires (2).

L'article 24 de l'ordonnance du 18 septembre 1833 allouait aux jurés en cas de séjour forcé (par suite de force majeure) une indemnité de 2 fr. 50 par jour.

Afin de prévenir tout abus de nature à augmenter les frais de l'expropriation le juré devait faire constater par le juge de paix ou un de ses suppléants par le maire ou un adjoint, la cause du séjour forcé en route et représenter le certificat à l'appui de la demande de taxe (3).

On voit que les précautions les plus minutieuses étaient prises pour prévenir tout abus dans ce cas très spécial de transport sur les lieux.

Les parties essayaient de tourner la loi trop in-

1. Extrait de Lalleau, p. 284, t. II. — Malapert et Protat, 1856.

2. Extrait de Lalleau, p. 285, t. II.

3. Ces frais urgents doivent être dispensés de la formalité préalable d'ordonnancement. Instr. Enregistrement, 28 janvier 1834.

grate à leurs yeux pour les jurés. Elles violaient ainsi le principe de la gratuité de la justice en allouant par suite d'un accord entre elles une certaine somme à chaque juré et en la faisant taxer par le magistrat directeur du jury.

La Cour de cassation a eu maintes fois à statuer sur des espèces semblables :

Une ordonnance de magistrat directeur ayant alloué aux jurés en dehors du cas légal de résidence forcée une indemnité de séjour, la Cour de cassation, le 22 novembre 1864, reconnut que cette allocation avait été indûment accordée (Dalloz, 66. 5. 206 et *Gazette des Tribunaux*, 23 nov. 1864.)

La Cour suprême admet que, malgré une convention des parties ou leur accord, l'une d'elles pourra former opposition à la taxe et faire rejeter la somme allouée pour indemniser les jurés. Elle décide, il est vrai, que cette convention si regrettable qu'elle soit ne vicie pas les opérations : les décisions du jury ne pouvant être légalement considérées comme rendues en violation du principe de la gratuité de la justice. (Cassation, 20 février 1889, et Cassation, 5 mars 1877. Dalloz, 1877. 1. 468.)

Ces conventions ont en fait le grand inconvénient que si une partie refuse les indemnités accordées par l'autre, le jury peut être indisposé contre elle !

b) *La répartition des indemnités alloués aux jurés*

dans la proposition Milliaux. — La réforme préconisée par M. Milliaux mettrait fin à ces petites illégalités.

Mais il convient de savoir par qui faire régler les frais qu'occasionnerait l'innovation préconisée par M. Milliaux.

L'article 4 de la loi du 3 mai 1841 met dans certains cas à la charge de la partie expropriée les frais postérieurs aux offres de l'administration et à la notification du jugement d'expropriation.

Si l'on mettait à la charge de la partie expropriée les indemnités accordées aux jurés, ne se pourrait-il pas que dans les expropriations portant sur des immeubles de peu de valeur une partie de l'indemnité ainsi accordée ne fut absorbée ?

L'auteur de la proposition préfère mettre ces indemnités à la charge de l'administration. Il les assimile aux frais antérieurs à la notification du jugement d'expropriation et aux offres de l'administration, frais qui sont toujours supportés par elle (article 41 de la loi du 3 mai 1841).

Il propose d'accorder l'indemnité de déplacement suivant le mode et la quotité fixés par l'article 1^{er} du décret du 12 avril 1907.

Quant à l'indemnité de séjour, M. Milliaux propose de laisser le magistrat directeur du jury la fixer d'après les éléments de fait qui seront à sa connaissance, sans que l'on puisse dépasser 10 francs à

Paris, 8 francs dans les villes de 40.000 âmes et au-dessus et 6 francs dans les autres villes.

Le magistrat directeur du jury, placé en face des jurés, pourra difficilement leur refuser le maximum !

M. Milliaux ajoute que cette indemnité ne serait due que lorsque la mission des jurés les aurait retenus hors de leur domicile au-delà du jour de la convocation.

Pourquoi cette distinction ? Le taux de l'indemnité de déplacement n'est plus aussi élevé que celui qu'alloue le tarif de 1811 aux témoins. M. Milliaux voudrait assimiler dans ce cas les jurés aux témoins.

Le coût réduit des moyens de communication actuels permet aux témoins de « vivre » un jour sur leur indemnité de déplacement.

Avec le tarif du 13 avril 1907, les jurés d'expropriation ne se trouvent plus dans la même situation.

La portée sociale de la proposition

M. Milliaux semble entrevoir la possibilité en accordant cette indemnité de permettre à un plus grand nombre d'individus de prendre part aux opérations du jury d'expropriation.

Les auteurs d'un projet de loi déposé le 10 mai 1890 modifiant sur certains points la loi de 1841 s'étaient déjà préoccupés des conséquences que pourrait

présenter l'introduction d'éléments nouveaux dans les corps électoraux. Ils avaient exprimé la crainte de les voir se laisser aller à de trop fortes indemnités, n'étant pas en mesure d'apprécier la valeur de l'argent. Les jurés sont les gardiens des caisses publiques, ils doivent se pénétrer de cette idée qu'il faut les ouvrir dans la mesure nécessaire pour réparer, mais sans dilapider le Trésor, les dommages causés. Ces craintes sont-elles fondées ? Je craindrai plus volontiers que les petits propriétaires qui pourraient faire partie de ce jury ne donnent pas aux grandes propriétés toute leur valeur : soit que l'allocation d'une indemnité élevée en elle-même, mais cependant inférieure à la valeur réelle de cette propriété leur paraisse une « fortune » et par suite être une somme suffisante ; soit qu'ils se laissent pénétrer par certaines idées politiques ou se laissent aller à l'envie qui souvent existe au cœur du petit propriétaire, surtout à la campagne. Et de plus pour être juré d'expropriation il faut, je crois, autre chose que ce que l'on a pu apprendre à l'école primaire et surtout retenu de ces études, et autre chose que ces connaissances nécessairement vagues que la vie peut permettre d'acquérir ensuite.

Les jurés d'expropriations sont au fond des experts et des juges. Ils ont, tâche délicate, à choisir entre les offres de l'expropriant et celles de l'exproprié ; les offres sont le plus souvent défendues avec

adresse et vigueur. Le bon sens ne me semble pas devoir ici suppléer à la science, mais plutôt devoir coexister avec elle et avec l'instruction.

La proposition de M. Milliaux en ce qu'elle a de social est un vœu généreux, mais ce n'est probablement que dans un avenir assez lointain qu'elle pourra avec sagesse être réalisée.

Législation étrangère

Cette juridiction se retrouve en Angleterre et aux Etats-Unis.

La France est le seul pays de l'Europe continentale qui la possède.

Cette institution n'existe ni en *Belgique*, ni en *Suisse* où une loi fédérale confie le règlement des indemnités à une commission de 3 membres désignés par le tribunal fédéral, le Conseil fédéral et le Gouvernement du canton, ni en *Espagne* où une loi du 10 juin 1879 attribue ce règlement au gouverneur de la province, ni en *Italie* où le préfet règle d'après experts nommés par le tribunal l'indemnité.

En *Algérie* même, c'est le tribunal civil de première instance de la situation de l'immeuble exproprié qui arbitre le montant de l'indemnité due. (Ordonnance du 1^{er} octobre 1844, art. 37, maintenue par la loi du 16 juin 1851.)

En *Angleterre* (1), le jury d'expropriation est formé comme le jury spécial. En général, on dresse une liste de 48 noms sur laquelle chaque partie intéressée peut en récuser 12. Il faut vingt jurés et après les récusations, s'il y a quelques absents, on doit avoir souvent recours à la liste des jurés ordinaires.

Les jurés reçoivent une indemnité journalière de 26 fr. 50. Elle est doublée au cas de transport sur les lieux : on remarque que les jurés éprouvent toujours, dans l'intérêt de la justice, le besoin d'effectuer ce transport. Ils l'effectuent d'ailleurs gratuitement : les compagnies de chemin de fer (qui sont les principales parties expropriantes en ce pays) les transportant gratuitement et leur offrant un lunch plantureux « ce faisant, elles ne pensent pas nuire à l'impartialité des jurés ».

1. Report 1868, évidence 267.

SECTION III

LE JURY DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

ALLEMAGNE

Près de chaque tribunal régional (Landgericht), dont chaque Etat détermine le nombre et la résidence, existe une Cour d'assises composée de 3 magistrats et de 12 jurés. Elle ne juge que les crimes punis par la loi pénale d'une peine supérieure à cinq années de travaux forcés (art. 80 du C. P. P.), et qui ne sont pas de la compétence des Chambres correctionnelles ou du tribunal supérieur de l'Empire. Elles ne jugent que 14 0/0 environ des crimes.

a) *Composition du jury.* — D'après la loi du 27 janvier 1877, il n'existe pour être juré aucune condition de cens. Il suffit d'être Allemand, d'avoir trente ans, de savoir lire et écrire et de jouir de ses droits. On doit en outre résider dans la commune sur la liste de laquelle on est porté, depuis deux années. Il ne faut être ni fonctionnaire, ni instituteur et n'être pas compris dans le nombre de ceux qui

peuvent en vertu des articles 26, 31 à 35 de cette loi décliner les fonctions.

b) *Organisation du jury*. — Le chef de la commune tous les ans dresse une liste comprenant tous les citoyens susceptibles d'être jurés en les prenant sur la liste générale dressée pour le choix des échevins (art. 85). Ces listes sont examinées ; les noms sont réduits au triple du nombre nécessaire pour assurer le service de l'année. Une commission instituée près de chaque tribunal de bailliage, présidée par le juge de bailliage assisté d'un représentant de l'Etat et de 7 délégués élus par les corps représentatifs des cercles, des communes, prononce sur la réclamations. (Art. 90 à 95, Code d'organisation judiciaire.)

Ces propositions sont adressées au président du tribunal régional qui, assisté de 4 membres de ce tribunal, arrête la liste annuelle sur laquelle sont tirées les listes de session et de jugement.

L'élément judiciaire joue donc un grand rôle dans la confection de ces listes.

Cette institution paraît dans ce pays donner de bons résultats.

L'article 35 de la loi du 27 janvier 1877 dispose :

Ne sont pas portés sur les listes les individus qui justifient de ne pouvoir supporter les frais qu'entraîne l'exercice des fonctions d'échevins.

Il suffit que les déclarations soient croyables : ces dispositions sont applicables aux échevins et aussi aux jurés.

c) *Indemnité*. — Quant à l'indemnité, une loi du 31 mars 1880 alloue pour frais de voyage aux jurés dans les affaires criminelles, aux délégués à la confection des listes dans chaque tribunal de bailliage et aux échevins, s'ils ont à parcourir lors de leur résidence une distance supérieure à 2 kilomètres :

1° Si le voyage peut s'effectuer par chemin de fer ou bateau à vapeur : 15 pfennigs par chaque kilomètre commencé à l'aller et du retour :

2° Si le voyage ne peut s'effectuer ainsi : 30 pfennigs pour chaque kilomètre commencé à l'aller et au retour.

En tout au moins 3 marks.

Si ces mêmes personnes ont à parcourir sans sortir de leur résidence une distance de plus de 2 kilomètres, il leur sera alloué pour frais de voyage une indemnité de 3 marks (1).

ANGLETERRE

C'est l'Angleterre qui la première fixa et généralisa l'usage du jury dans les temps modernes. Cette

1. Extrait de D aguin. *Code de procédure pénale*, p. 307. Introduction, p. 77, 102 et suivantes.

Dubarle. *Code d'org. judiciaire*, introduction, p. 222.

institution fut en effet établie dans ce pays par le roi Henri III.

La grande innovation fut de soumettre au jury les crimes commis indistinctement par tous les membres de la société : Aux temps de la féodalité on voit employer le jury pour le jugement des seigneurs ou des nobles, mais c'était un jury composé de pairs, c'est-à-dire de nobles de même degré que les accusés. Les ecclésiastiques étaient de même jugés par des tribunaux composés d'ecclésiastiques ; seuls les bourgeois et les paysans ne pouvaient réclamer ce privilège : leurs juges étaient désignés.

L'organisation et la composition du jury anglais sont intéressantes en elles-mêmes, mais en outre étant donné la grande influence qu'eut cette institution sur notre jury, il convient de l'examiner avec quelques détails.

Le service du jury est pour les citoyens anglais une lourde charge.

Cela tient à l'usage qui est fait de cette institution en toutes matières.

Dans une enquête (1) sur le jury anglais, en 1868, on voit que le chiffre des jurés appelés au cours d'une année s'élevait dans le comté de Lancashire à 3.200, pris sur une liste de 4.400. C'est, il est vrai,

1. Analyse d'une enquête par Du Buil, 1869. *Bull. Soc. Leg. comparée*, p. 155.

un comté populeux, mais la charge reste très lourde ; aussi réclame-t-on depuis longtemps des modifications à la procédure qui règle le mode de recrutement et la composition du jury anglais.

Mais cette institution, outre son domaine très étendu est l'objet d'une sorte de culte de la part des Anglais : ces deux raisons suffisent à expliquer qu'aucune réforme n'ait encore pu aboutir.

Les juridictions criminelles anglaises

Pour l'intelligence des explications qui suivront, il convient de jeter un rapide coup d'œil sur les juridictions criminelles de ce pays (1).

La Haute-Cour de justice se divise en trois Chambres :

1° Le Banc du Roi est une Chambre investie de la compétence la plus large en matière criminelle. Mais en fait elle se réserve de juger avec l'assistance du jury ordinaire les affaires d'une gravité exceptionnelle ;

2° La Cour des plaids communs, s'occupe des affaires civiles ;

3° Le Banc de l'Echiquier juge les questions fiscales et administratives.

1. Franqueville. *Système judiciaire de la Grande-Bretagne*, t. I, p. 203.

Chacune ne se compose que de 4 membres : 3 juges et 1 président nommés par la Couronne.

Les Cours d'assises

A ces 12 membres de la Haute-Cour de Justice appartient la mission de tenir les assises (en vertu d'un mandat spécial du souverain pour chacune des assises) dans les 40 comtés anglais divisés à leur tour en six circuits (1). (On excepte de cette division Londres, l'Irlande, l'Ecosse et le Pays de Galles.)

A deux époques de l'année deux juges se rendent dans chaque circuit et le parcourent : l'un s'occupant des affaires civiles, l'autre de la justice criminelle.

La Cour centrale criminelle

Il y a en outre à Londres une Cour spéciale pour juger les crimes commis dans cette ville et dans la banlieue. C'est la Cour centrale criminelle (2) dont la compétence est identique à celle des Cours d'Assises précisées.

1. *Bull. lég. comparée*, 1878, p. 546-565 et de Fanqueviller.
— *Glasson. Institutions judiciaires de l'Angleterre*, t. VI, p. 569 et suiv.

2. Statuts 4 et 5, Guillaume IV, cap. 36 et statut 5 Victoria, cap. 5.

Elle a une composition un peu différente de celle des autres Cours, il y a un président et un assesseur (simple spectateur d'ailleurs), alors que dans les autres Cours il n'existe qu'un magistrat. Les assises y ont lieu douze fois par an.

Les Cours de sessions trimestrielles

Il existe encore un jury près des Cours de sessions trimestrielles. Ce sont des Cours de justice criminelle inférieures connaissant de tous les délits, sauf des crimes très graves pouvant entraîner la peine capitale ou la servitude pénale perpétuelle (5 et 6 Victoria, cap. 36, 20 et 21 Victoria, cap. 3). Elles tiennent quatre sessions par an (1).

Ces Cours de sessions sont subdivisées en trois catégories :

α) *Les Cours trimestrielles de Comté* où les juges de paix siègent quatre fois par an, sous la présidence d'un d'entre eux qu'ils élisent, avec le concours d'un jury (2).

β) *Les Cours trimestrielles de bourgs.* — La présidence en appartient à un fonctionnaire.

γ) *La Cour de juridiction commune ou des petites sessions* qui juge sans jury les petits délits et les contraventions.

1. Statut 11, Georges IV et statut 1, Guillaume IV, cap. 70, art. 2.

2. Statut 21 et 22, Victoria, cap. 73, art. 9 et 11.

Il faut distinguer en Angleterre le petit jury ou jury de jugement, et le grand jury ou jury d'accusation, dont la procédure est secrète et qui juge à huis clos.

Composition des grands jurys

Grand jury de la Cour des sessions trimestrielles.

— a) *Dans les Comtés.* — Le grand jury se recrute parmi les personnes les plus honorables du comté : freeholders, fermiers, industriels, anciens magistrats (Franqueville, t. I, p. 527).

b) *Dans les bourgs* — Ces fonctions sont recherchées, car ceux qui les remplissent sont en fait dispensés du service du jury ordinaire plus pénible. On y rencontre les notables, mais on les choisit ordinairement parmi les voisins des accusés.

Dans beaucoup de localités, il suffit, paraît-il, de donner aux agents du sherif une somme de 8 à 10 shillings pour être porté sur la liste.

c) *A Londres.* — Le grand jury est de composition très mélangée, : gentlemen voisinent avec des tenanciers d'hôtel meublé (1) ;

d) *Le grand jury des Cours d'assises* dans les bourgs est formé comme celui des Cours de sessions trimestrielles (2).

1. Franqueville, ouvrage cité, t. I, p. 527.

2. *Ibidem.*

e) *Le grand jury des Cours d'assises dans les comtés* est composé de personnages considérables par la fortune et le rang : on y voit d'anciens sherifs et juges de paix. Il est ordinairement présidé par le député de la circonscription au Parlement.

Dans certaines villes, le grand jury se recrute parmi les possesseurs de certains privilèges spéciaux correspondant à un droit de bourgeoisie.

Les récusations s'exercent sur une liste de 23 noms jusqu'à ce qu'il n'en reste que 12 : Pour qu'un individu soit condamné, il faut que 12 de ses concitoyens le mettent en accusation et que 12 autres le condamnent.

Les jurys de jugement

Pour le jury de jugement ou petit jury : voyons tout d'abord la confection des listes.

Organisation. -- Une liste paroissiale est dressée chaque année par les overseers et les churchwardens (administrateurs chargés de la surveillance des pauvres et fabriciens de l'église). Elle comprend les habitants de la paroisse qui ont les aptitudes requises par la loi. Elle reste affichée trois dimanches consécutifs à la porte principale de l'église. Chacun peut réclamer contre ou pour une inscription devant le juge de paix. Ces réclamations solutionnées par les juges de paix réunis en session, chaque juge de paix

centralise les listes de son comté et les transcrit alphabétiquement sur le Jurorsbook qui est valable pour un an : c'est la liste du comté.

Après ces vingt jours les listes particulières sont envoyées au shérif du comté qui en extrait la liste des personnes qualifiées pour être jurés spéciaux, le restant des noms doit fournir la liste des jurés ordinaires.

Le *shérif*, fonctionnaire nommé par la Couronne dont il représente les intérêts dans le comté, sur la réquisition que lui adresse le président des assises, choisit 48 ou 72 noms, suivant le nombre des causes à juger et par ordre alphabétique les couche sur une feuille de parchemin : le panel. Aucune limitation n'est apportée à son pouvoir discrétionnaire ; il est beaucoup plus indépendant que ne l'était le préfet en France. C'est ordinairement un grand propriétaire du comté nommé par la Couronne sur la présentation des 12 grands juges. Ses fonctions sont annuelles et gratuites et n'étant pas rééligible le pouvoir n'a que fort peu de prise sur lui. En 1869 au cours d'une enquête sur le jury on ne put rien redire à la façon dont personnellement les shérifs s'acquittaient de leur mission (1).

On ne peut pas faire des overseers le même éloge. Ils se contentent en effet ordinairement de recopier

1. Enquête, 1869. Du Buit, déjà cité.

la liste précédente, d'où de grossières erreurs : souvent on trouve 7 à 8 noms d'inconnus ou de morts, sur 23 noms tirés.

La liste de service, liste intermédiaire ainsi dressée par le shérif, est envoyée à la Cour : copie en est annexée au dossier de chaque affaire afin que les parties puissent connaître la composition exacte du jury de session.

La facilité extrême des récusations atténue singulièrement le danger que pourrait présenter l'omnipotence du shérif (1).

Composition du jury de jugement ordinaire

Les règles de sa composition varient suivant que l'on considère les comtés ou bien les bourgs.

a) *Comtés.* — Dans les comtés, on est juré de vingt à soixante ans. Avant l'Act 33 Victoria les citoyens anglais pouvaient seuls faire partie du jury. Les étrangers avaient cependant le droit de demander à être jugés par un jury mixte : la partie étrangère se composant d'étrangers résidant en Angleterre.

1. L'accusé peut en effet en récuser en bloc les 12 jurés de jugement s'il prouve qu'un fait de partialité à son égard a été commis dans la composition de la liste, ou bien il peut opérer des récusations motivées en nombre illimité ou récuser péremptoirement 25 à 30 noms.

Il paraît que les étrangers étant plus sobres que les Anglais et par suite pouvant rester plus longtemps enfermés contraignaient ces derniers par de longues délibérations à suivre leur avis (1).

Désormais (Act 33 Victoria, cap. 44) on peut prendre les jurés parmi les citoyens anglais et parmi les étrangers résidant depuis dix ans en Angleterre.

Il est bien difficile de donner un signe extérieur fixe et précis qui soit l'indice de la capacité d'un juré anglais : on a placé en Angleterre ce signe dans la propriété, sans ignorer qu'il fut souvent inexact.

Pour être inscrit sur le Jurorsbook, il faut être propriétaire d'immeuble d'un revenu net de 10 livres sterling (250 fr.) ou jouir d'un revenu soit viager, soit constitué pour une durée de vingt et un ans, productif d'un revenu net de 300 francs.

Sont également inscrits les habitants d'une paroisse rurale imposés à la taxe pour l'assistance aux pauvres ou à la taxe sur les maisons habitées à raison d'un revenu de 750 francs pour le canton de Midlesex ou de 500 francs dans tout autre comté (Act 6, George IV, cap. 50, n° 1).

La pensée du législateur en maintenant ce cens fut moins de chercher une preuve de capacité que d'éviter aux citoyens pauvres un fardeau trop onéreux (2).

1. Franqueville, ouv. cité, t. I, p. 507.

2. Franqueville, ouv. cité, t. I, p. 509.

Il est à noter qu'en Angleterre la qualité de juré une fois acquise constitue pour le citoyen un droit sérieux dont il peut pratiquement user, alors qu'en France si le droit existe théoriquement pour tous les citoyens aptes, il faut encore être de la part des autorités l'objet d'un choix trop souvent politique.

En fait, les jurés ordinaires anglais sont pris dans une classe sociale peu élevée : petits fermiers et petits commerçants. Dans le comté de Sussex les jurés portent presque tous la blouse, ils ont une grande difficulté à comprendre, à résister au sommeil, habitués qu'ils sont à la vie au grand air (1).

Dans les comtés agricoles, les sherifs sont obligés de trier les jurés : ils évitent d'appeler des classes entières de laboureurs et de petits marchands portés sur les listes.

Il n'y a à cela rien de bien étonnant étant donné le nombre considérable des personnes exemptées des fonctions de juré ordinaire. Il faut aussi tenir compte de ce fait que les négociants préfèrent se laisser condamner à l'amende plutôt que de siéger (enquête 1868, évidence 1274). Beaucoup d'individus se font inscrire en fraude comme jurés spéciaux alors que

1. Enquête 1868. Evidence 1335 et page 513. Franqueville, t. I.

d'autres pratiquent le « tipping the sheriffs officers » : les agents du shérif déclarent dans ce cas moyennant 12 fr. 50 qu'il leur a été impossible de trouver la personne à son domicile ou de remettre à un voisin la convocation (Evidence 564).

b) *Bourgs*. — Dans les bourgs et les cités les règles en principe sont identiques, sauf quelques modifications de détail : Il n'y a pas de règles fixes pour dresser les panels : cette réponse fut faite lors d'une enquête sur le jury par l'unanimité des autorités locales : « la liste est dressée conformément à des usages locaux et valable pour un an » (1).

c) *Londres*. — A Londres, les listes de session sont dressées par un fonctionnaire spécial, le secondary, qui prend les jurés dans deux wards (quartiers), puis dans deux autres.

Les listes sont dressées suivant les numéros des rues (2). Aussi selon que l'on prend la liste dans Board Street, le jury se composera de banquiers, dans Mark Lane, de négociants en gros, dans Tower Street, de marchands de vins, dans Cripplegate Without, de marchands en détail.

La liste comprend tout propriétaire, toute personne occupant une boutique, un magasin, un comptoir, une chambre ou une maison de commerce dans la

1. De Franqueville, ouv. cité, t. I, p. 516.

2. Erle : *The Jury Laws*.

la Cité et possédant un revenu net annuel de 2.500 francs (1).

Indemnité. — La fonction de juré ordinaire est loin d'être une sinécure. Ces jurés ne reçoivent pour les affaires civiles qu'une indemnité minime en comparaison de celle qui est accordée aux jurés spéciaux. A Londres il leur est accordé un shilling par cause (2). En cas de descente sur les lieux l'indemnité est de 5 shillings par jour. En province on les retient souvent longtemps hors de leur domicile et ils ne touchent, que 80 centimes (Evidence 1868, 666, 997).

Ils sont en outre mal assis, en général obligés de rendre leurs verdicts à l'unanimité, privés de feu, de nourriture et de toute communication avec l'extérieur tant que le verdict n'est pas rendu. L'unanimité est une condition indispensable de la décision du jury, et d'autre part les lois anglaises mettent la plus grande rigueur à tenir pendant les débats les jurés privés de toute communication avec le dehors. En fait généralement les délibérations ne durent que peu de temps : Le jury émet son vote après les débats dans la salle même, et ce n'est qu'au cas où l'unanimité n'est pas réunie qu'il se retire pour en délibérer dans une salle spéciale.

1. St. 6. George IV. C. 50, art. 2. Extr. de Franqueville.

2. Franqueville, ouv. cité, t. I, p. 517.

Les indemnités que nous venons de voir attribuer aux jurés en matière civile ne leur sont pas attribuées au criminel.

Ils ne touchent alors absolument rien. Un clerk près la Cour centrale criminelle de Londres racontait dans une enquête les propos qu'il tenait aux jurés qui se plaignaient :

« Vous aurez probablement besoin quelque jour d'un jury pour juger un individu qui vous aura volé, et dans ce cas vous n'aimeriez pas sans doute à payer les jurés (1). »

Une loi 33 Victoria, cap. 77 (1870), avait décidé qu'ils auraient droit à l'allocation de 12 fr. 50 par jour de session — les jurés spéciaux dans cette même loi devaient toucher 1 guinée. — Cette loi fut abrogée par l'Act 34 Victoria, cap. 2.

Jury spécial de jugement

a) *Organisation.* — En dehors du jury ordinaire existe un jury spécial, dont l'existence légale remonte à un statut du 22 juin 1825 encore en vigueur (2).

On y lit que le citoyen défendeur ou demandeur dans une action relative à un fait qui ne constitue

1. Enq, 1868. Evid., 1346.

2. Mittermaier. *Traité de la procédure criminelle*, 1868, p. 439 et suiv.

pas un cas de trahison ou de félonie, peut demander un jury spécial ; le juge peut accorder ou refuser cette faculté. Le plaideur supporte l'augmentation des frais, sauf si le verdict est en sa faveur, et à moins que le juge ne déclare que la cause comportait un tel jury (Act 6, George IV, cap. 50 art. 54) (1).

Composition. — La liste de ce jury est composée par le shérif qui se borne à relever sur les listes générales du jury environ 48 noms d'esquires, de banquiers, de grands négociants.

Telles étaient les seules conditions pour être inscrit sur la liste de ce jury d'après l'Act de George IV, mais la loi 33-34 Victoria, cap 57, article 6 a permis de porter sur cette liste : les habitants dont la maison est imposée à la taxe des pauvres, ou à la taxe sur les maisons habitées à raison de 2.500 francs dans les villes de plus de 20.000 âmes, et à raison de 1.500 francs dans toute autre. On y voit également figurer les locataires d'un immeuble quelconque imposé de 100 livres sterling de revenu, les fermiers payant un fermage de 300 livres sterling.

De singulières fraudes se pratiquent afin d'être portés sur la liste de ce jury.

Les personnes qui ont légalement droit au titre

1. Notons que, au civil, le jury spécial ne comprend que 5 jurés et au criminel 12.

d'esquire : les avocats, les officiers, sont dispensés par la loi en grande partie et la plupart de celles à qui on donne ce titre sur ces listes n'y ont pas droit.

M. Erle déclare qu'il n'est probablement pas une personne sur 500 parmi celles qui sont légalement en situation de porter ce titre qui le porte, alors que l'on voit boutiquiers et marchands de vins s'en faire gloire (1).

On voit tel marchand de chiffons ne sachant ni lire ni écrire être jury spécial à titre de « merchant », alors que l'on compte parmi les jurés ordinaires de grands négociants qui, parce qu'ils ne font pas à la fois l'exportation et l'importation, n'ont pas légalement droit à ce titre (2).

La loi n'a pas accordé au shérif un pouvoir d'appréciation : il doit respecter les qualifications, même erronées, indiquées par l'overseer, rédacteur primitif ou par le secondary, souvent peu zélés.

On se borne pour choisir ces jurés à inscrire sur la liste des jurés ordinaires la lettre S en face de leurs noms.

Ce jury fonctionne rarement au criminel, et les personnes qui le composent n'étant en fait jamais con-

1. Report from select committee on jury, 1867. Evidence 290.

2. Franqueville, ouvr. cité, t. I, p. 521.

3. Franqueville, ouvr. cité, t. I, p. 520.

voquées comme jurés ordinaires, il en résulte que les accusés sont ordinairement jugés par les personnes les moins éclairées.

« C'est une chose absurde, disait Sir Bromwell, en s'adressant au grand jury du comté de Nottingham : que dans le cas où la vie d'un homme est en jeu, on commence par enlever du jury les personnes les plus compétentes, après quoi l'on choisit parmi les autres celles qui doivent prononcer le jugement, tandis que pour une question de vente de cheval qui porte sur 1.200 francs on laisse de côté le résidu et on fait trancher la question par des personnes spécialement choisies. »

Indemnité.— Au point de vue de l'indemnité, chacun des jurés spéciaux appelé à siéger dans une affaire civile, reçoit une indemnité dont le juge fixe le montant, et qui en fait est toujours de 26 fr.25. Il n'y a point d'indemnité au criminel.

Même somme est payée en cas de descente sur les lieux et en outre tous les frais de déplacement sont remboursés.

Notons en outre une indemnité que les jurés français ignorent : l'indemnité de « refreshment » (rafraichissements) d'une quotité de 6 fr. 25 par jour.

La fonction de juré spécial est donc assez avantageuse : aussi quoi d'étonnant qu'un témoin entendu dans une enquête parlementaire ait déclaré que

les jurys spéciaux se composent presque toujours des mêmes personnes, et « que bien qu'il soit très au courant de la question, il n'ait pu s'expliquer comment cela pouvait se faire ! »

Cette situation s'explique cependant par le commerce des remplaçants : on les dénomme en Angleterre « guinea pig » jeu de mots sur guinea, et pig, cochon d'Inde (1).

Il existe encore un jury assez intéressant à étudier c'est le jury des Coroner.

Jury du coroner

Il est choisi par le coroner sans condition de capacité spéciale. Il se compose de vingt-quatre householders : gens loyaux et honnêtes. Son rôle se borne à s'enquérir *super visum corporis* de tous les cas de mort subite ou suspecte : l'enquête devant être faite rapidement, on choisit les personnes qui résident dans le voisinage du local où doit avoir lieu la réunion. Ce jury examine le cadavre, entend les témoins, les médecins, les experts nommés par la

1. Demombynes, t. I, pp. 80 et suiv.

Tous ces renseignements sont puisés dans de Franqueville. *Système judiciaire de la Grande-Bretagne*, 2 vol. in-8, 1893, Paris. — N° 7038. *Bull. Soc. Légis. étr.*

Bull. de la Soc. de Légis. comparée, 1884, pp. 178 et suiv.

police ou la famille. Le coroner résume les dispositions : les jurés déclarent si la mort est due à une cause inconnue ou à un crime.

Dans ce dernier cas, si on relève contre quelqu'un des charges, on dresse contre cette personne un acte d'accusation ; on renvoie l'affaire devant un juge qui procède à l'instruction sans tenir compte du verdict de ce jury.

Cette institution a été critiquée. Les jurés opèrent sur une procédure trop sommaire. Mais cependant cette intervention de citoyens peut être considérée comme une garantie utile contre « l'étouffement » de certains crimes (1).

AUTRICHE

a) *Composition.* — Une loi spéciale du 23 mai 1873 règle la composition du jury dans ce pays suivant le système des catégories.

Tous les crimes ne sont pas de la compétence de la cour d'assises : vingt-six crimes et délits sont seuls spécialement désignés pour lui être soumis.

Sont portés sur la liste préparatoire (Urliste) annuelle établie dans chaque commune par une commis-

1. Leydet. *Bulletin de Législation comparée*, 1881, t. 15, p. 194.

sion électorale composée du maire et de deux conseillers municipaux les individus, citoyens autrichiens, âgés de trente ans, sachant lire et écrire, possédant un droit de bourgeoisie dans une commune d'un pays représenté au Reichsrath, y ayant un an de domicile, payant une contribution de 10 florins si la commune a moins de 30.000 âmes et une contribution de 20 florins si la ville est plus peuplée. Sont également jurés, quoique non portés sur le rôle des contributions les gradués, et les personnes occupant des professions libérales.

Cette liste est rendue publique et un droit de réclamation est accordé à chaque intéressé.

b) *Organisation.* — Le sous-préfet en envoyant la liste à l'élément judiciaire indique quelles personnes lui paraissent les plus aptes à être jurés.

Une liste principale qui sert au tirage du jury pour l'année suivante est dressée définitivement par une commission de quatre membres : le président du tribunal et de trois juges ou de trois notables, avocats ou délégués des conseils municipaux (1).

c) *Indemnités.* — Les jurés reçoivent une indemnité en vertu de l'article 25 de cette loi :

Tout juré ou tout notable qui a rempli ses obligations, obtient sur sa demande, lorsqu'il réside à plus d'un mille du siège du tribunal de jurés une in-

1. Articles 4, 5, 10, 17 et suivants.

demnité de déplacement dont un règlement spécial détermine le montant. Il n'y a point d'indemnité de séjour (1).

BELGIQUE

Les lois des 1^{er} mars 1832, 18 juin 1869 articles 87 et suivants, et la loi du 15 avril 1878 sur l'organisation des cours d'assises s'occupent du jury.

Le président du tribunal de première instance assisté de 2 juges réduit de moitié le nombre des individus inscrits sur une liste dressée par une députation du Conseil provincial pour chaque arrondissement. Peuvent être jurés les citoyens belges ou les personnes jouissant de la grande naturalisation domiciliées dans une province belge, jouissant de leurs droits, ayant trente ans, payant un cens qui varie suivant les provinces, mais qui ne peut être inférieur à 90 francs de contributions directes ou bien portées sur la liste des capacitaires énumérés dans la loi du 18 juin 1869 (art. 87 et s) (2).

Le premier président de la Cour dresse la liste de

1. *Ann de lég. étr.*, 3^e année, p. 247. — Bertrand et Lyon-Caen. *C. d'inst. criminelle autrichien*. — Vainberg. « Org. et fonctionnement du jury en Autriche. » *Bulletin soc lég. comp.* t. IV, p. 61.

2. Article 87, loi 1869. — Articles 7 et suivants de la loi du 15 avril 1878.

service — il tire au sort 30 noms de jurés titulaires et 4 suppléants — au sort à l'audience de la Cour d'assises on tire les 12 jurés de jugement (1).

On voit quel rôle important jouent dans la composition des listes les magistrats ; on n'a point craint dans ce pays leur esprit de corps (2).

Une loi du 18 juin 1853 sur le tarif criminel (art. 76) allouait aux jurés à titre d'indemnité de voyage lorsqu'ils se transportaient à plus de 2 kilomètres de leur résidence, une somme de 25 centimes par kilomètre parcouru à l'aller et au retour. Une indemnité de séjour de 3 fr. 17 par jour était allouée aux jurés domiciliés à plus de 5 kilomètres de la commune où se tiennent les assises. En cas de force majeure, le séjour forcé était payé au juré à raison de 6 francs par jour (art. 8). L'article 11 de la loi du 15 avril 1858 allouait aux jurés résidant à plus de 5 kilomètres du lieu où se tiennent les assises une indemnité de 10 francs par jour de séjour, sans distinguer s'ils avaient pu ou non retourner à leur résidence le même jour. Le 8 avril 1899, un mouvement identique à celui qui s'est produit en France, mais à tendance plus démocratique prenait naissance : MM. Gheude et Hirsch demandaient d'allouer à tout juré une indemnité de 10 francs par jour pour toute la durée de la session.

1. Articles 102 à 108.

2. Demombynes, t. 1, p. 279.

Ils demandaient que tous les électeurs à la Chambre sans exception puissent faire partie du jury et recevoir une indemnité suffisante. « Le recrutement du jury doit assurer la représentation des diverses classes sociales et notamment de la classe ouvrière, tant industrielle qu'agricole (1). »

BOSNIE-HERZÉGOVINE

D'après le Code pénal du 1^{er} janvier 1892 la compétence en matière criminelle est donnée aux tribunaux ordinaires composés de trois juges siégeant avec deux assesseurs pris dans la population et destinés à éclairer les juges sur certaines coutumes juridiques et religieuses. Ils traduisent les langues et les patois étrangers aux magistrats. Ils participent aux débats et au jugement avec les juges.

BULGARIE

Le tribunal départemental connaît de tous les crimes. Il siège avec trois assesseurs jurés dans les affaires de crimes pouvant entraîner des peines perpétuelles. Ces jurés sont juges de la question de droit

1. Malepeyre. « La Magistrature en France : Projets de réforme. » *Bibl. de Législ. comparée*.

et de la question de fait, mais ne participent pas à l'application de la peine.

a) *Composition*. — D'après la loi du 23 septembre 1882 tout sujet bulgare possédant une instruction primaire, s'il est électeur, s'il est propriétaire d'immeubles ou s'il paie 100 francs d'impôts, ou s'il a reçu une instruction moyenne ou supérieure, peut être juré.

b) *Organisation*. — Le préfet dresse la liste des personnes aptes à être jurés.

Le Conseil départemental élit les 24 jurés de l'année — 6 sont convoqués lors de la session — 3 seulement siègent.

c) *Indemnités*. — Ils touchent une indemnité journalière de 10 francs comprenant les frais de déplacement et de séjour (1). Cette indemnité s'imposait dans un pays où les communications sont assez onéreuses.

ESPAGNE

Historique. — Après plusieurs tentatives infructueuses en 1808 et en 1812, les partisans du régime constitutionnel firent admettre le jury en matière de presse par la loi du 22 octobre 1820. Cette institution dès lors suit comme en France toutes les vicissitudes de la politique. Supprimé, il est rétabli par la Constitution de 1869, article 93. Une enquête du

1. Renseignements puisés à la légation de Bulgarie.

gouvernement en 1874 prouve que la fonction de juré est une charge trop lourde pour la population espagnole. On le supprime en 1875. Mais la loi du 20 avril 1888 le rétablit.

a) *Composition.* — Les fonctions de juré sont obligatoires et ne sont remplies que par les Espagnols séculiers.

Il faut avoir trente ans, jouir de ses droits, posséder une instruction primaire, être chef de famille et habiter une commune depuis quatre ans, posséder un titre académique ou être fonctionnaire public appointé d'au moins 3.000 pesetas ou ancien député etc.

Il y a donc deux listes : celle des chefs de famille, celle des capacitaires (chap. III, art. 8 et 9).

L'article 13 dispense ceux qui demandent au travail manuel de chaque jour le salaire nécessaire à leur subsistance.

b) *Organisation.* — Chaque année les listes préparatoires sont dressées par des commissions composées du juge fiscal municipal, d'un alcade et des 3 propriétaires les plus imposés. Les intéressés ont un délai de quinze jours pour réclamer et un droit d'appel est institué devant l'audience du district.

Ces listes sont transmises au juge d'instruction qui réunit un conseil de district composé de 8 membres parmi lesquels le curé et l'instituteur public et 6 membres tirés au sort parmi les plus imposés. Cette liste est transmise à l'audience provinciale.

c) *Indemnité.* — Les jurés qui ont rempli leurs fonctions reçoivent sur leur demande une indemnité fixée par l'ordonnance royale du 12 mai 1875 (1). Cette mesure fut prise pour préserver la dignité des jurés, leur indépendance à la suite des attaques de M. Silvela. On voyait, paraît-il trop souvent les jurés mendiant à la porte du tribunal (2). Et cependant il ressort de l'examen des conditions requises pour être juré que la composition du jury doit être assez choisie !

L'institution de ce tribunal populaire n'est pas encore, semble-t-il, entrée dans les mœurs espagnoles. Le peuple espagnol est loin d'apprécier l'honneur de cette fonction qui n'en compense pas les obligations.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le jury fonctionne dans la presque unanimité des Etats-Unis. On retrouve, en ce qui concerne son organisation, les caractéristiques du jury anglais : l'existence de jurys de jugement, d'accusation et de jurys spéciaux.

1. *Gazette de Madrid*, du 14 mai 1875.

2. Manuel Silvela. *Le jury criminel en Espagne*, 1884, p. 41 et suivantes. — *Annuaire de la législation étrangère*, 12^e année, p. 693 et suivantes, 18^e année, p. 526-530.

Pour la composition on s'en réfère à ce principe : celui qui jouit de ses droits de citoyen, s'il est âgé de vingt et un à soixante ans et s'il paie l'impôt peut être juré :

Toutes les juridictions particulières accordent aux jurés des indemnités de séjour et de déplacement, variables, il est vrai, suivant l'importance de la charge que du fait de ces fonctions les citoyens ont à supporter.

La composition elle-même des listes varie, mais dans des proportions assez restreintes.

Le jury d'accusation

Le jury d'accusation met en accusation de toutes poursuites pour crime capital ou pour les offenses d'une gravité particulière, sauf pour les crimes relevant de tribunaux militaires. Il se compose de 23 membres, mais le verdict est régulier quand 12 membres ont voté.

Le jury de jugement

Le jury de jugement juge en principe tous les crimes commis dans l'Etat où il fonctionne. Il juge également les causes civiles de droit commun, si l'intérêt en litige est supérieur à 20 dollars. Le juge doit faire connaître aux jurés quelle est la loi et il résume

les débats. Le jury prononce : 1^o ou bien sur la réalité des faits laissant au juge le soin de déduire les conséquences juridiques, ou bien il rend un verdict général portant sur la réalité des faits et les caractères juridiques des faits allégués, verdict motivé ou non.

Ces jurés civils sont payés et chaque année des sommes importantes sont inscrites au budget général pour le service de leurs indemnités.

Des lois sévères et nombreuses les défendent de la subornation, de la corruption (1).

Composition des jurys en général

La composition particulière de la population de chaque Etat cause de la diversité dans les conditions imposées aux citoyens pour être jurés.

D'après le Code de procédure de l'Etat de New-York de 1850, p. 12, modifié en 1881, tout homme blanc, citoyen américain, âgé de vingt-et-un à soixante ans, domicilié depuis six mois ou un an dans la commune sur la liste de laquelle il est porté peut être juré, si toutefois il jouit de toutes ses facultés, s'il est honorable et possède quelque instruction et un bon jugement. Il doit posséder un immeuble, franc de toute charge, de 150 dollars ou une fortune

1. Constitution américaine, section 2, article 3.

mobilière ou immobilière pour laquelle il payait une imposition de 150 dollars sous la législation de 1850 ; il suffit maintenant qu'il paie un impôt quelconque public ou communale (1).

Avec ce système, dit Livingston, on exerce la plus salubre influence sur les mœurs : on inculque au citoyen le respect de soi et le sentiment de la dignité morale. Tout citoyen, même celui qui se trouve aux degrés inférieurs de l'échelle sociale sait qu'il est tenu de protéger par son vote l'innocence des accusés comme aussi de garantir à la société par une intégrité à toute épreuve qu'aucun coupable n'échappera à la peine méritée.

Le sentiment d'un tel devoir sera surtout efficace quand il vibrera dans le cœur du plus humble ouvrier, de celui qui vit au jour le jour et que la possibilité d'être appelé à juger son semblable grandira dans sa propre estime (2).

Ces vœux sont exaucés à New-York : Mais le juge Barrett déclare que le jury box y est une insulte à une grande cité. « Cela semble ne représenter que ce qu'il y a de plus bas, d'ignorant, de vicieux,

1. Etat de New-York, Code de procédure pénale 1881. *Ann. de Légis. étr.* 11^e année, p. 786 et s.

2. Livingston. *Rapport préliminaire sur le projet de droit criminel*, p. 28 et 78, t. I. Edit. franç. — *Bibl. Ste Geneviève*, F. 8, sup. 3204.

d'inintelligent. Ce jury obéit beaucoup à des considérations politiques, on y compte trop de lager bier (débitants de bière)... les personnes aptes se dérobent... souvent un article de journal, l'usage des dés décident (1). »

D'après la loi du 3 mai 1872, on prend le dixième du nombre des électeurs. Sur cette liste renouvelée tous les deux ans on tire au sort 200 noms. Deux tirages au sort successifs donnent la liste de jugement (2).

Les jurys dans les Etats particuliers

CALIFORNIE. — En vertu de la Constitution du 7 mai 1879 le jury existe, mais facultatif : le consentement des deux parties, sauf s'il y a félonie, peut l'écarter (3).

CAROLINE DU NORD. — On s'attache à la capacité du juré : la Cour de justice choisit dans le nombre des personnes imposées celles qu'elle croit les plus aptes. Elle en compose une liste sur laquelle au sort sont tirés les jurés.

1. Extrait de *The Nation New-York*, juin 1877, ex-Cruppi, p. 259.

2. Le Code de procédure criminelle de l'Etat de New-York a été traduit par M. Fournier. Voir en note pour la formation du jury d'accusation, les pages 112 et suivantes, et pour le jury du jugement, les pages 182 et suivantes, en note.

3. *Ann. de Législ.*, 9^e année, p. 836.

CONNECTICUT. — Les juges de paix, les constables, etc. réunis, effectuent parmi les électeurs de chaque ville un tirage au sort. Puis ils choisissent comme jurés les personnes jouissant d'une bonne réputation, d'un jugement sain et d'une instruction suffisante. Les jurés sont pour chaque session tirés au sort sur ces listes. Ces jurés d'accusation touchent 2 dollars 50 par jour, ainsi que les jurés de jugement. Une indemnité de déplacement de 6 cents par mille parcouru leur est également allouée.

COSTARICA. — Les jurés forment une magistrature permanente. Ils sont élus par l'assemblée de la province au nombre de 40 à 80 siégeant 7 fois par semaine (1).

ILLINOIS. — Aux termes des statuts révisés de 1845 et de l'act du 10 avril 1872 combinés (2), la désignation des jurés se fait dans les mêmes formes que dans l'État de New-York. Le statut règle qu'on doit allouer aux petits et grands jurés 2 piastres par jour d'indemnité de séjour et une indemnité de déplacement de 5 centins par mille. On fait aux jurés la vie aussi agréable que possible : des soins médicaux, des livres de lecture leur sont distribués pendant la durée de la session : car ils ne peuvent communiquer avec l'extérieur (3).

1. *Bull. de la Soc. de Législ. comparée*, 1888, p. 944.

2. *Ann. de Législ. étr.*, 2^e année, p. 116.

3. Les renseignements sur les jurys, leur composition,

KENTUCKY. — Tout blanc, âgé de vingt et un à soixante ans, qui n'est pas aubergiste, débitant de liqueurs fortes ou qui depuis six mois dans un but de lucre n'entretient pas un cheval, un âne ou un bœuf peut être juré et toucher de ce chef 2 piastres par jour, s'il est petit juré, et 1 piastre $1/2$ s'il est grand juré.

Ajoutons qu'en outre le petit juré doit avoir des qualités morales qui semblent difficiles à estimer : il doit être sobre, circonspect, paisible et avoir des habitudes régulières.

LOUISIANE. — Il suffit pour être juré d'avoir de vingt et un à soixante ans, d'avoir un an de résidence dans l'Etat et six mois dans la paroisse où l'on est inscrit. Il faut en outre jouir de ses facultés, d'une réputation parfaite, d'un jugement sûr et savoir l'anglais. Il n'y a aucune distinction entre les hommes de couleur et les blancs : « car cela est sans influence sur la capacité. » Mais il existe dans ce pays des dispenses en nombre considérable ; en outre parmi les personnes qui devraient siéger, on voit les banquiers, les négociants, les marchands, la plupart de ceux qui estiment leur temps à un trop haut prix pour le perdre comme jurés, s'incorporer

leurs indemnités sont extrait du *rapport sur le Système du Jury*, par Cloran. Québec, 1850. Bibliothèque de législation étrangère.

pour la forme dans les compagnies de pompiers où moyennant une contribution mensuelle on les exonère de tout service actif.

Voilà donc un pays où règne le suffrage universel, où la composition des jurés ne peut présenter de garanties sérieuses de capacité. On y use rarement, pour ce motif, du jury civil.

Pour le jury criminel, alors que l'instruction dans ce pays est peu développée, on le voit s'engager à ne se décider, à l'unanimité, que suivant la loi et les preuves, et non d'après son intime conviction (1) !

DANS L'ÉTAT D'ONTARIO. Le régime du cens existe. Les autorités qui choisissent les jurés peuvent rejeter les citoyens qui possèdent un cens foncier suffisant sans toutefois pouvoir faire preuve d'assez d'intelligence, d'instruction et de caractère. Les jurés touchent 1 dollar 50 par jour, et 10 cents par mille. On leur donne la possibilité de retourner chez eux le dimanche, si la session est longue, au moyen d'une nouvelle indemnité de 10 cents par mille.

DANS L'ÉTAT DE MASSACHUSETTS, peut être juré tout citoyen, âgé de vingt-et-un ans, propriétaire d'un immeuble de 60 livres de valeur et produisant

1. Magne, avocat à la Nouvelle-Orléans. Le jury en Louisiane, 1873. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, p. 50.

un revenu annuel de 3 livres. Les jurés y touchent une indemnité de 3 piastres par jour. M. Galwin, attorney des Etats-Unis, déclare : « C'est la moyenne journalière d'un ouvrier habile. »

DANS L'ETAT DE QUÉBEC, les jurés se plaignaient d'être pendant souvent plusieurs jours enfermés dans une petite chambre non balayée : à la fois cabinet de toilette, salle à manger ou fumoir, et cela pour y délibérer. Ils se plaignaient aussi de n'avoir que de mauvais repas, insuffisants, de n'avoir pas de vaisselle et de coucher habillés sur de mauvais lits de camp.

Ils demandaient quelques livres de littérature et surtout des indemnités.

Ces plaintes amères qui s'élevaient vers 1850 (1) ont dû être entendues depuis lors.

TORONTO. — Le système censitaire existe pour le choix des jurés. Mais on souhaite en outre qu'un examen soit institué afin d'obtenir des jurés éclairés. M. Mowat, ancien shérif de Toronto déclare que, si une affaire dure plus d'une journée, on prend le plus grand soin des jurés : on les conduit dans un hôtel pour y dîner aux frais du Trésor, et s'ils doivent y passer la nuit on prend une ou deux chambres contenant 16 lits : 12 pour les jurés et 4 pour les

1. Rapport sur le système du jury, par Cloran. Québec, 1850.

constables chargés de les empêcher de communiquer avec l'extérieur le tout aux frais publics.

Ils touchent en outre 1 piastre et demie par jour, et 10 cents d'indemnité de déplacement par mille parcouru.

VISCONSIN. — Tout citoyen des Etats-Unis qui possède en cet Etat la qualification d'électeur peut être juré.

Pour y former les listes, on confie le soin de choisir des personnes d'intégrité éprouvée, de jugement sain aux syndics des villages ou aux échevins des villes qui envoient une liste par eux dressée aux Conseils de comté qui choisissent les jurés de l'année. Les jurés touchent 2 piastres par jour quand ils siègent, et 2 centins par mille parcouru à titre d'indemnité.

On voit qu'aux Etats-Unis où le recrutement des jurés se fait sur des bases très larges on tient compte plus de l'intégrité et de l'indépendance que de l'instruction. On considère également que si un pays veut avoir des jurés d'un haut caractère, honorables et attentifs, il faut leur accorder tout le confort possible: C'est un abus de pouvoir de la part de l'Etat d'obliger les citoyens à le servir en quelque capacité que ce soit au détriment des intérêts particuliers de l'individu.

A CHICAGO. — Les grands et les petits jurys sont composés de citoyens jouissant d'une intelli-

gence au-dessus de la moyenne. On se montre dans cette région très satisfait de cette institution.

INDIANA. — Les jurés touchent une indemnité de séjour de 5 piastres, et une somme de 2 centins par mille parcouru.

Dans l'Etat de *New-Jersey* ils ne touchent qu'une indemnité de 2 piastres, à laquelle dans un autre Etat *Rhode-Island*, on ajoute une indemnité de déplacement de 10 centins par mille parcouru.

GRÈCE

La dernière loi sur le jury est du 20 juillet 1892 (1).

On applique le système des catégories. Il faut pour être juré posséder un revenu de 500 francs ou justifier d'une capacité intellectuelle assez élevée. Ce sont les agents du pouvoir : Préfets et sous-préfets qui choisissent les jurés sur des listes dressées par les maires.

ITALIE

Le recrutement et le fonctionnement du jury sont actuellement réglés dans ce pays par la loi du 28 juin 1876 complétée par la loi du 19 décembre 1886 (2).

1. *Ann. de Lég. étr.*, année 1892, p. 858.

2. *Ann. de Lég. étr.*, année 1886, p. 395.

Sous la législation antérieure qui datait de 1865 la fonction de juré était considérée non comme un honneur, mais plutôt comme une charge que n'allégeait pas l'indemnité de quelques francs allouée pour l'exercice de ces fonctions. Mais si ceux qui offraient les meilleures garanties la considéraient ainsi, on voyait par contre des individus siéger pendant sept ou huit sessions par an : cette même indemnité leur était une ressource momentanée dans un pays où l'on vit de peu.

a) *Composition des listes.* — D'après la loi de 1874 il faut être citoyen italien, jouir de ses droits et avoir de vingt-cinq à soixante-cinq ans. Elle a opéré la séparation de la qualité de juré de celle d'électeur : On appelle pour être juré ceux qui sont capables, honnêtes et fermes. On adopta pour cela le système des catégories. La capacité est présumée par l'existence de certaines études, l'exercice de certaines professions, mais aussi par le paiement d'un certain chiffre d'impôts, dont la quotité varie suivant la population : de 40 à 300 francs.

En résumé la liste se compose d'hommes de science et d'hommes du monde (1).

b) *Organisation.* — L'épuration de la liste générale est faite par trois commissions graduées et tous les ans. Elles représentent les intérêts de la commune,

1. De Marcy. *Code pénal Italien*, t. II, p. 219 et suiv.

de l'arrondissement, de la province, de l'Etat et les divers éléments politiques, administratifs, électifs, judiciaires y prenant part. Un droit de réclamation est ouvert à tout intéressé (article 15).

Ce jury donne-t-il satisfaction ? Le jury a eu dans ce pays ses détracteurs. M. Garofalo (1) entre autres dit que même en cas d'évidence frappante il y a trop souvent lieu de craindre l'impunité d'un scélérat ; d'autres disent que la Maffia et l'or jouent quelque fois un rôle prépondérant dans les verdicts : Dans certaines provinces, il y a des jurés qui ont leur tarif pour un acquittement ou une condamnation.

Un juré sicilien se serait plaint à un député de ce qu'un procès n'avait rien rendu aux membres du jury ; « on voit des complices pauvres condamnés, alors que le véritable auteur est acquitté, car il est riche » (2).

Les jurés italiens ne sont pas en principe rémunérés : ils touchent cependant des indemnités de déplacement très faibles qui varient suivant les parties de l'Italie. Dans ce pays où les fonctions publiques (députés, sénateurs) sont gratuites, on ne pouvait songer à rémunérer les jurés (3).

1. Criminologie, p. 391 et suiv.

2. Duboys. « Le jury en Italie et la formation des listes », 22 pages in-8. 1872. — Bull. de Légist. comp. 12^e année, p. 402.

3. Renseignement puisé à l'ambassade d'Italie.

NORVÈGE

Le jury y a été introduit par le Code de procédure pénale du 1^{er} juillet 1887 et mis en application en 1890. Dans les sept ressorts d'Assises 10 jurés sont adjoints à la Cour. Ils se prononcent sur la question de culpabilité dans toutes les affaires où une peine de trois ans de réclusion peut être appliquée (1).

PORTUGAL

Chaque tribunal de première instance se transforme en tribunal criminel pour le jugement des crimes. Il se compose alors d'un magistrat juge de droit et d'un jury formé de 9 membres ou de 12 (au cas de procès en matière de fausse monnaie).

Pour chaque comarca (circonscription dans

1. *Annuaire de la Soc. de Lég. étr.*, 17^e année, p. 711. Les jurés sont élus tous les deux ans. Dans chaque circonscription communale est dressée une liste des citoyens aptes. Il faut être citoyen norvégien, être électeur, avoir vingt-cinq ans, connaître bien la langue norvégienne, être domicilié depuis cinq ans en Norvège, payer un impôt de 4 ou de 8 kron suivant que l'on habite la ville ou la campagne. Sont dispensés ceux à qui leurs ressources ne permettent pas l'exercice de ces fonctions. Une indemnité est accordée aux jurés pour leurs frais de déplacement et d'entretien hors de chez eux (art. 484).

laquelle fonctionne le tribunal de première instance) la liste annelle se compose de 120 jurés recrutés parmi les citoyens qui ont suivi un cours complet d'instruction supérieure ou secondaire ou qui jouissent d'un revenu de 2.200 francs ou immédiatement moindre.

A Lisbonne et à Porto la liste comprend 60 jurés ayant fait des études, et 60 jurés à capacité censitaire. La liste de session comprend 36 noms et chaque jury de jugement en compte 9. Ils ne sont pas indemnisés car ils sont pris dans la classe aisée (1).

ROUMANIE

La loi qui a organisé le jury est du 13 septembre 1890. Il existe une Cour d'assises au chef-lieu des 32 districts. La Cour est composée de 3 membres et le jury est formé de 12 Roumains âgés de vingt-cinq ans, jouissant de leurs droits, tirés au sort sur une liste dressée tous les ans par le préfet. Y sont portés les individus ayant reçu une instruction secondaire, ou exerçant une profession libérale, ou possédant un revenu de 1.500 francs, et habitant la ville où siège la Cour d'assises (art. 260, 266, 269, C. Proc. pén.).

1. Demombynes, t. I, p. 538.

RUSSIE

Un avis du Conseil de l'Empire, approuvé par l'empereur, en date du 28 avril 1887, modifiait les dispositions relatives à la confection des listes de jurés établies par le législateur de 1864. Ce dernier avait admis comme jurés même des illettrés, on dut demander au moins aux jurés de savoir lire le Russe.

Chaque tribunal de cercle qui a pour ressort un certain nombre de districts après de lui un jury jugeant en matière pénale seulement. Les jurés sont élus par les habitants de chaque localité sans distinction entre les 4 classes : noblesse, clergé, habitants des villes, habitants des campagnes, dont se compose la société russe.

Composition des listes et organisation. — Il faut pour être juré être citoyen russe, être âgé de vingt-cinq ans à soixante-dix ans, résider depuis deux ans dans le district où l'on sera porté (les coutumes locales sont en Russie nombreuses et très dissemblables). La liste générale est établie pour chaque district et révisée annuellement par une commission spéciale élue chaque année par le Conseil du district (1).

1. 10^e année. *B. Soc. lég. étr.*, p. 567 et 17^e année, p. 753 et suivantes. — Lehr. *Organisation judiciaire russe*, 1875. — Demombynes, ouvrage cité, p. 630.

Y sont inscrits : les juges de paix honoraires, les fonctionnaires civils des dix dernières classes, les élus (à l'exception des maires des villes), des propriétaires d'immeubles et de biens d'une valeur de 2.000 roubles dans la capitale et de 1.000 ou 500 roubles ailleurs.

Les réclamations sont portées devant la commission, ou le gouverneur, ou le Sénat (1).

Ces listes sont alors adressées au maréchal de la noblesse du district qui choisit librement une liste annuelle de 1.200 noms dans les deux capitales, et de 400 noms s'il y a plus de 400.000 âmes dans le district. Il choisit également une liste de 200 ou 60 suppléants (2).

On a voulu empêcher la présence sur les listes d'individus dans le dénuement, qui n'auraient pas eu de quoi subsister durant la session, car aucune indemnité n'est allouée aux jurés (3).

SERBIE

a) *Composition.* — Une loi du 21 octobre 1871, reproduite presque sans modification par la loi

1. *Ann. de Lég. étr.*, 10^e année, p. 567, et 17^e année, p. 753. Démombynes. *Const. europ.*, t. I, p. 547 et suivantes.

2. Extrait du Code d'organisation judiciaire russe par Jean Kapnist. *Bibl. de Législ. étr.*

3. Renseignement puisé à l'Ambassade de Russie.

du 31 mars 1892 décide que les jurys sont élus tous les ans par les conseils municipaux : il suffit d'être citoyen serbe et d'avoir trente ans, de payer 15 francs d'impôts directs, d'occuper une situation indépendante, d'être domicilié depuis cinq ans dans la commune où se fait l'élection pour être juré (1).

b) *Organisation.* — Le tribunal des jurés n'a qu'une compétence limitée : il se compose de 3 juges et de 4 jurés siégeant tous ensemble, délibérant et votant ensemble quand il s'agit d'attentat à la propriété privée.

Ces 4 jurés sont tirés au sort : le premier parmi les jurés de la commune, d'où le prévenu est originaire, le second parmi ceux de la commune où le fait a été commis, le troisième et le quatrième parmi les jurés de la ville où siège ce tribunal, qui est au fond le tribunal de première instance transformé (2).

Ces jurés sont élus tous les ans par les habitants de chaque commune en nombre proportionnel à la population.

SUÈDE

Dans les pays scandinaves, les partisans du jury sont rares.

1. *Ann. lég. étr.*, 1892, p. 854.

2. Demombynes. *Constit. europ.*, t. I, p. 741.

En Suède, le jury ne fonctionne que pour les procès de presse.

Les jurés ont à décider la question de savoir si l'auteur de l'écrit poursuivi doit être ou non condamné (1).

On rencontre 12 jurés dont le tiers est choisi par l'accusé, un tiers par le plaignant, un tiers par le tribunal.

Mais, en outre, on rencontre dans ce pays une institution particulière : *les tribunaux des campagnes*.

Chaque district a son tribunal de première instance, il se compose du président et de 12 assesseurs (*næmerdemæn*) élus par les habitants du district pour six ans et non rétribués. Après deux ans, s'ils le désirent, ils peuvent se retirer.

Les assesseurs participent avec le juge à l'examen de la question de droit et de fait. Ils jugent dans ces tribunaux des questions civiles et quelquefois d'ordre criminel.

Leur influence y est grande, grâce à leur connaissance des affaires et des personnes du district, qui les ont d'ailleurs elles-mêmes choisis parmi les personnes honorables et de jugement sûr (2).

SUISSE

a) *Les assises fédérales*. — Il y a tout d'abord

1. Demombynes. *Constitutions européennes*, t. I, p. 127.

2. Renseignements puisés au Consulat de Suède.

dans ce pays une justice fédérale. Ces assises fédérales sont une institution inconnue en France. Elles ont été instituées par une loi du 19 juillet 1872, révisée par la loi du 22 mars 1893, pour connaître des crimes politiques, de haute trahison, les crimes et délits commis contre le droit des gens (art. 107 et s.) (1).

b) *Composition des listes du jury fédéral.* — Les jurés assistent le tribunal fédéral siégeant à Lausanne. Ils statuent sur le fait. Tout électeur peut être juré.

Ces fonctions sont obligatoires de vingt à soixante ans. Les jurés sont élus directement par le peuple des cantons au nombre d'un juré par 1.000 habitants. Les listes sont renouvelées tous les six ans (art. 109, 110 à 112).

c) *Les jurys criminels.* — En matière criminelle proprement dite, il n'y a de jurés que dans 9 cantons : Argovie, Berne, Genève, Fribourg, Neuchâtel, Tessin, Thurgovie, Zurich et Soleure.

Dans le canton d'Argovie, la Cour d'assises se compose des 3 membres du tribunal criminel auxquels sont adjoints 12 jurés. Chaque cercle élit un citoyen pour 1.100 habitants ou par fraction de plus de 550.

Dans le canton de Berne : la Chambre composée de 3 magistrats connaît avec l'assistance de 12 jurés,

1. *Ann. de lég. étr.*, 1893, p. 447.

de tous les crimes et délits politiques et de presse (1), mais elle juge seule les affaires pénales dans lesquelles l'accusé a avoué (2 mai 1880, art. 1).

Les jurés sont élus par les assemblées politiques ou groupes de 2.000 âmes qui composent une paroisse. Ils sont pris parmi les citoyens actifs, âgés de vingt-cinq ans à raison d'un juré par 300 habitants. Les jurés qui siègent ont droit à une indemnité (2).

CANTON DE GENÈVE. — C'est une loi du 1^{er} octobre 1890 qui règle actuellement l'institution du jury, à laquelle on doit adjoindre une loi du 10 février 1904.

La Cour composée d'un président ou d'un juge se réunit au jury composé de 12 jurés pour appliquer la peine.

Sur la liste générale des électeurs les Conseils municipaux du canton choisissent 800 noms pris parmi les citoyens de vingt-cinq à soixante ans. Ces listes préparatoires sont envoyées au Conseil d'Etat qui vérifie la capacité des jurés et les transmet au grand Conseil. Une commission de quinze membres

1. Demombynes, p. 356. *Ann. lég. étr.*, 10^e année, p. 459.

2. Demombynes. *Constitutions européennes*, p. 356 et suiv. *Annuaire de législation étrangère*, 10^e année, p. 439 et 4^e année, p. 492, 2^e année, p. 460.

Gineste. Thèse, 1896, Paris.

tire au sort les 600 noms de la liste définitive du jury, qui d'ailleurs est facultatif pour l'accusé.

Les jurés reçoivent, paraît-il, une indemnité de déplacement (1).

NEUFCHÂTEL. — Les douze jurés sont élus par le peuple dans chaque collège électoral à raison de 1 juré par 200 âmes pour trois ans sur la présentation d'une liste préparatoire dressée par les présidents des Conseils municipaux, le juge de Paix et le député au grand Conseil, sous la présidence du préfet.

La fonction est dans ce canton obligatoire et gratuite ; on doit participer à une session criminelle ou à 3 séances correctionnelles (car il y a un jury correctionnel) et cela par an (2). (Loi 13 juillet 1874 et 27 septembre 1893).

SOLEURE. — Les douze jurés sont tirés au sort sur une liste formée par voie d'élection dans les districts. Le nombre des jurés élus est de 1 sur 600 âmes.

TESSIN. — Les jurés sont élus par le peuple pour une durée de six ans parmi les citoyens domiciliés dans le district dans la proportion de 1 juré par

1. *Annuaire de Législation étrangère*, 20^e année, p. 604. Pascaud, nouvelle org. du jury à Genève « *Gazette des tribunaux* », 1^{er} et 2 avril 1891.

2. *Annuaire de législation étrangère*, 5^e année, p. 762 et Gineste, ouvr. cité, p. 301.

500 âmes. Ces fonctions sont obligatoires pour les élus.

Le jury existe encore dans les cantons de Zurich, de Vaud, de Thurgovie. Leur composition est identique à celle des précédents.

Ces systèmes de l'élection ou du tirage au sort peuvent être pratiqués dans ce pays car les passions politiques et locales y sont peu vives et d'autre part l'instruction primaire y est beaucoup plus poussée qu'en France au point de vue des devoirs civiques de chaque citoyen suisse.

ALGÉRIE

Historique de la juridiction criminelle algérienne

La juridiction criminelle a subi en Algérie depuis l'occupation française de nombreuses transformations.

Au début, les criminels européens devaient être envoyés en France pour y être jugés. Les indigènes ne relevaient que du cadî ou du rabbi. Puis la distinction des territoires militaires et civils fut effectuée.

1^o Les crimes et délits commis en territoire militaire furent déférés à la juridiction du Conseil de guerre sans distinction de nationalité jusqu'au 15 mars 1860, date d'un décret qui ne maintint que les musulmans sous cette juridiction ;

2° Les crimes et délits commis en territoire civil furent sans distinction de nationalité déférés aux tribunaux civils jugeant au criminel à charge d'appel au tribunal supérieur puis à la Cour d'Alger.

Ce régime dura jusqu'au 19 août 1854, date à laquelle furent établies les cours d'assises jugeant en dernier ressort sans jury tous les crimes commis en territoire civil et depuis le 15 mars 1860, ceux commis par les Européens et les Israéliens en territoire militaire.

Le jury criminel

Le décret du 8 août 1848. — Le jury criminel institué par le décret du 24 octobre 1870 fut au début comme dans la métropole régi par le décret-loi du 7 août 1848. La loi du 21 novembre 1872, qui abrogea en France ce décret, ne fut pas rendue applicable à l'Algérie. Il y eût une discordance fâcheuse entre les deux régimes notamment en ce qui concernait les incapacités : la loi de 1872 s'étant montré beaucoup plus stricte de ce chef.

b) *La loi du 8 février 1900.* — Ce n'est qu'un décret du 8 février 1900 qui rendit applicable à l'Algérie les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, § 1 et 2, 20 de la loi de 1872, assurant ainsi un recrutement meilleur du jury algérien.

En vertu des dispositions du décret du 7 août 1848 et d'une loi du 30 juillet 1881 sur le jury algérien,

ce dernier siégeant au chef-lieu de chaque département connaissait de tous les crimes sans avoir égard à la nationalité de l'accusé.

Les jurés, colons français, étaient surchargés : on estimait que la charge était pour eux vingt-cinq fois plus lourde que celle qui pesait sur les citoyens de la métropole. Les jurés algériens, déclarait M. Flaudin, député d'Alger, à une séance de la Société Générale des Prisons en 1900, en étaient arrivés à fonder des sociétés de secours mutuels pour subvenir aux charges que leur imposait l'honneur de siéger en qualité de jurés : « il y a la caisse du jury, comme il y a la caisse du phylloxera et des sauterelles ».

De plus ce régime ne répondait pas au principe du jury qui est le jugement par les pairs : si ce jugement est bon, c'est que l'accusé est jugé par des hommes de même milieu, de même loi, dominés par les mêmes traditions que lui, mais ici les indigènes régis par un statut tout spécial, voyaient dans ceux qui les jugeaient plutôt des adversaires que des juges.

c) *La loi du 30 décembre 1902.* — Une loi du 30 décembre 1902 est venue alléger la charge imposée aux colons algériens, tout en accordant aux indigènes une satisfaction d'amour-propre et des garanties de bonne justice :

α) *Les cours criminelles et les jurés assesseurs.* — Au cas où un crime serait commis par un indigène

musulman, le jury est remplacé par un corps d'assesseurs composé de deux Français et de deux indigènes musulmans que l'on adjoint à la Cour composée de trois magistrats, sous la présidence d'un conseiller. Ces deux éléments délibèrent ensemble sur la culpabilité et l'application de la peine.

Ces cours criminelles aux termes de l'article 2 de la loi précitée siègent au chef-lieu de chaque arrondissement de l'Algérie.

Les Cours d'assises qui continuent à siéger comme avant la loi pour le jugement des crimes commis par des colons français ou étrangers sont par suite déchargées d'un lourd fardeau.

β) *Composition des listes des jurés assesseurs.* — Les jurés assesseurs français (art. 3 de la loi du 30 décembre 1902) sont choisis sur la liste des jurés de l'arrondissement dans les conditions prévues par loi du 30 juillet 1881 et suivant les formes de la loi du 21 novembre 1872 (applicable aux jurés simples de l'Algérie).

Les jurés musulmans sont choisis sur une liste dressée en la même forme que la liste du jury. Elle doit comprendre par arrondissement de 10 à 20 noms. Y sont portés les musulmans, majeurs d'après la loi musulmane, âgés de vingt-cinq ans et capables de comprendre le français.

Les sessions doivent au plus durer quinze jours.

d) *Les indemnités.* — Les jurés assesseurs touchent les indemnités dues aux jurés (art. 6).

A l'époque de la promulgation de cette loi, ces indemnités étaient celles qu'avait fixées le décret du 18 juin 1811.

Jurés et jurés assesseurs trouvaient la charge lourde à ce point de vue.

En France, en effet, les centres de population sont presque tous rapprochés du chemin de fer et le juré peut en toute saison et à peu de frais se rendre au chef-lieu du département où se tiennent les assises.

En Algérie, toute autre est la situation. Le périmètre de chacun des départements d'Alger ou d'Oran ou du ressort de la Cour d'assises de Constantine est vingt fois plus étendu que celui d'un département français, il faut souvent parcourir 300 kilomètres en moyenne pour se rendre à la Cour d'assises par des moyens de communication lents, fatigants et coûteux.

De plus, la position de fortune des individus est loin d'être équivalente à celle de la moyenne des Français de la métropole : les gens riches ou simplement aisés y sont très peu nombreux.

Aussi les plaintes s'élevaient nombreuses—et justifiées, semble-t-il.

La loi du 19 mars 1907 et celle plus récente du

1. Larcher. *Législation algérienne.*

17 juillet 1908, ont comblé une lacune regrettable de la législation sur le jury algérien.

TUNISIE

Le régime du jury en Tunisie est régi par la loi du 27 mars 1883, complétée par un décret rendu en exécution de cette loi en date du 29 novembre 1893.

a) *Organisation.* — Il n'y a pas en Tunisie de Cour d'assises, mais deux tribunaux criminels siègent à Tunis et à Sousse.

Le tribunal de première instance s'adjoit pour statuer au criminel des assesseurs au nombre de six, ayant voix délibérative, tirés au sort sur des listes dressées annuellement (article 6).

Si l'accusé est Français, ou protégé français : les assesseurs sont tous Français.

Si l'accusé est étranger, trois assesseurs étrangers et trois français siègent.

Si l'accusé est indigène : trois Français, deux étrangers et un indigène siègent comme assesseurs (art. 7, décret 1893).

Ils ne sont pas rémunérés.

La liste générale des assesseurs est composée pour le tribunal de Tunis de 230 noms et pour celui de Sousse de 205 noms.

b) *Les assesseurs jurés.* — Les assesseurs français sont désignés par une commission composée du pré-

sident du tribunal, du procureur de la République, du vice-président de la municipalité, du président de la Chambre de commerce française.

Les assesseurs étrangers nécessaires quand l'accusé est étranger — auquel cas le tribunal s'adjoit trois assesseurs français, trois assesseurs étrangers, — sont choisis par le président du Tribunal de première instance, le procureur et deux notables désignés par les représentants de la nationalité à laquelle appartient l'étranger (art. 2, décret 29 novembre 1893).

Quant aux assesseurs indigènes, c'est le président, le procureur et deux fonctionnaires désignés par Son Altesse le Bey qui les choisissent. Ils doivent avoir trente ans, être honorablement connus, n'être ni fonctionnaires, ni domestiques.

Notons qu'au cas où au nombre des accusés se trouvent des étrangers et des indigènes les assesseurs sont pris ainsi qu'il suit : 3 assesseurs français, 2 assesseurs étrangers et 1 assesseur indigène.

Ce système qui donne les plus heureux résultats a été créé parce que l'on n'était pas en état de composer une liste de jurés proprement dite. Il ne faut pas oublier qu'il a fallu quarante ans en Algérie et de nombreuses expériences pour parvenir à l'établissement des Cours d'assises.

Ce régime de l'assessorat est, peut-être, une déro-

gation aux principes de notre droit public en ce sens qu'il fait participer des étrangers à l'exercice de la justice, mais il paraît actuellement le seul pratique dans ces pays.

EGYPTE

a) *Organisation.* — Le jury mixte existe également en Egypte (1). La Cour d'appel d'Alexandrie composée de douze conseillers dont huit étrangers et quatre indigènes se constitue en Cour d'Assises composée de un conseiller indigène et de deux étrangers. (Loi du 28 juin 1875, titre 2, article 4, et 9 juin 1887, art. 53). On leur adjoint douze jurés de nationalités étrangères et diverses mais cependant la moitié des assesseurs et la moitié du nombre des jurés doivent être de la nationalité de l'accusé (2).

La compétence de cette Cour d'assises mixte est restreinte : la plupart des crimes commis par les Etrangers sont réservés aux juridictions consulaires : Elle juge les crimes entre indigènes et étrangers et entre étrangers. Seuls les crimes prévus par les articles 7, 8, 9 du décret du 28 juin 1875 sont de sa compétence ; ce sont des crimes commis : contre les magistrats européens, contre ou par les jurés étrangers ou indigènes ou en vue de mettre obstacle au

1. C. Rivat. *Journal Dr. Int. fr.*, 1887, p. 524.

2. Loi 28 juin 1875 (titre 2, article 4).

cours de la justice ou encore d'entraver l'exécution des arrêts, ou bien ce sont les crimes commis contre ou par les fonctionnaires étrangers en général.

b) *Composition*. — La liste générale des jurés comprend les étrangers âgés de plus de trente ans, résidant en Egypte depuis plus d'un an et présentant des conditions d'honorabilité (1). Le corps consulaire la dresse chaque année (2). Elle comprend 250 noms : chaque nation est représentée dans ce nombre par dix-huit à trente jurés.

Quinze jours avant chaque session la Cour d'Alexandrie tire au sort sur cette liste annuelle les 36 jurés titulaires et les 4 suppléants indigènes et autant de jurés titulaires et adjoints étrangers (3).

Si le jury ainsi composé ne satisfait pas l'accusé il peut huit jours avant l'ouverture de la session réclamer un jury spécial (art. 191).

S'il n'y a pas de partie civile l'accusé peut demander à être jugé par un jury pris en majeure partie parmi les personnes de sa nationalité. On tire alors au sort 21 noms sur la liste des jurés de cette nationalité : le jury de jugement doit se composer de 7 compatriotes de l'accusé (art. 192).

Si il y a une partie civile : cette dernière et l'accusé peuvent exiger que le jury ne comprenne aucun juré

1. C. Inst. Cr., art. 183.

2. Article 186, *ibid.*

3. Article 190, *ibid.*

appartenant à leurs nationalités respectives (art. 194).

Si la liste formée par les jurés de même nationalité que lui est insuffisante, l'accusé est invité à indiquer la liste sur laquelle on doit puiser pour compléter le jury (Loi 28 juin 1875, titre 2, article 4).

Vu : Le Président de la thèse
LE POITTEVIN

Vu : le Doyen :
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le caractère dominant du jury	5
<i>a)</i> Séparation du fait et du droit	6
<i>b)</i> Jugement par le pays	7
La liste électorale source de la liste des jurés	7
La raison de cette union	8
<i>a)</i> Simplification des rouages	8
<i>b)</i> L'institution du jury doit refléter le caractère de l'institution politique	9
Les conditions d'aptitudes nécessaires pour être juré et électeur sont-elles identiques ?	10
Les deux théories en présence	13
<i>a)</i> Tout citoyen a le droit d'être juré	13
<i>b)</i> Le citoyen doit être apte à remplir la fonction de juré	14
La répercussion de ces deux théories sur l'allocation d'indemnités	15

SECTION I

*Historique de la composition et des indemnités des jurés
(1789-1908)*

La Constituante et la réorganisation de la juridiction criminelle	17
La question des jurés	19
La loi des 16-29 septembre 1791	20
a) L'organisation des jurys	20
b) La composition des listes	21
c) Le régime de l'indemnité	24
Opinions sur l'institution du jury et les charges qu'elle faisait supporter aux citoyens	24
Le décret du 12 août 1792	28
La Convention : La loi du 2 nivôse an II	29
a) Organisation des jurys	29
b) Composition des listes	30
c) Les indemnités	31
Les jurés spéciaux. Les tribunaux révolutionnaires et leurs indemnités	33
La Constitution du 5 fructidor an III et le Code du 3 brumaire an IV	35
La loi du 6 ventôse an V sur les indemnités	37
La loi du 6 germinal an VIII	38
a) Organisations des jurys	38
b) Composition des listes	39

La loi du 16 thermidor an X.....	40
Le jury de l'an XII d'après les rapports envoyés par des présidents d'assises à M. Carrion Nizias.....	42
L'empire : Le Code de 1808.....	45
a) Composition des listes.....	46
b) Organisation.....	47
Le tarif du 18 juin 1811.....	48
La Restauration : la loi du 27 mai 1827.....	50
a) Organisation du jury.....	51
b) Composition.....	52
La deuxième République de 1848 : Des projets de loi et le décret du 7 août 1848.....	54
a) Organisation du jury d'après le décret du 7 août 1848.....	55
b) Le régime des commissions.....	56
c) Les résultats au point de vue de la répression...	58
d) Composition des listes.....	59
e) Les indemnités.....	64
Le deuxième Empire : La loi du 4 juin 1853.....	66
a) Composition de la mission du juré.....	67
b) Organisation du jury.....	67
c) Composition.....	68
La troisième République.....	71
a) Le décret des 14-17 octobre 1870.....	72
b) La loi du 21 novembre 1872.....	72
α) Esprit de la loi.....	73
β) Le travail des commissions.....	74

Les projets de réforme de la loi du 21 novembre 1872.	76
La proposition Aucoin.....	80
a) Les débats de la loi du 19 mars 1907.....	81
b) Le décret du 12 avril 1907 sur l'indemnité.....	85
Textes de la loi et du décret.....	85
Réforme de la composition du jury.....	86
a) La circulaire ministérielle du 29 janvier 1908..	87
b) La loi du 17 juillet 1908.....	90
c) Proposition Besnard.....	91
La composition du jury d'après les principes de la loi du 21 novembre 1872.....	92
La tendance nouvelle : l'élargissement des cadres et la nouvelle composition du jury.....	95
Avantages de la réforme rendue possible par le déve- loppement de l'instruction primaire.....	95
Les changements que, en fait, elle apportera dans la composition des listes.....	97
a) Dans les campagnes.....	98
b) Dans les villes.....	99
Les conséquences de la réforme au point de vue de l'indépendance morale.....	99
Les prud'hommes et le mandat impératif.....	100
Les conséquences au point de vue de la répression...	102
Conclusion.....	103

SECTION II

<i>Le jury d'expropriation à l'étranger</i>	105
Le3 origines.....	106

Loi du 28 pluviôse an VIII.....	107
L'article 545 du Code civil.....	107
La loi du 16 septembre 1807.....	108
La loi du 8 mars 1810.....	108
La loi du 7 juillet 1833.....	111
La loi du 3 mai 1841.....	113
La rémunération des jurés.....	114
a) Le régime des indemnités d'après l'ordonnance du 18 septembre 1833.....	115
b) La répartition des indemnités allouées aux jurés dans la proposition Milliaux.....	118

SECTION III

<i>Le jury dans les législations étrangères.....</i>	125
Allemagne.....	125
a) Composition du jury.....	125
b) Organisation du jury.....	126
c) Indemnité.....	127
Angleterre.....	127
Les jurisprudences criminelles anglaises.....	129
Composition des grands jurys.....	132
Jurys de jugement.....	133
a) Ordinaire.....	135
Indemnités.....	139
b) Spécial.....	140
Indemnité.....	143
Marvillet.....	13

Jury du coroner.....	144
Autriche	145
Composition.....	145
Organisation.....	146
Indemnité.....	146
Belgique.....	147
Bosnie-Herzégovine.....	149
Bulgarie.....	149
Espagne	150
a) Composition	151
b) Organisation.....	151
c) Indemnité.....	152
Etats-Unis d'Amérique.....	152
Jury d'an et de jugement.....	153
Composition des jurys en général.....	154
Les jurys dans les Etats particuliers.....	156
Grèce.....	162
Italie	162
Norvège.....	165
Portugal.....	165
Roumanie.....	166
Russie.....	167
Serbie.....	168
Suède	169
Suisse	170
Algérie.....	174
Historique de la juridiction criminelle.....	174
Le jury criminel.....	175

Les jurés assesseurs.....	178
Les indemnités.....	178
Tunisie.....	179
Organisation.....	179
Les assesseurs jurés.....	181
Egypte.....	181

